

سنة من العمل

96485

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16153 - 7 F
MERCREDI 1^{er} JANVIER 1997
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

M. Chirac exprime sa confiance dans le dynamisme des Français

Le chancelier Kohl invite les Allemands à la rigueur

DANS SES VŒUX aux Français, mardi 31 décembre au soir, Jacques Chirac devait assurer que la France est un pays qui avance. Il entendait mettre l'accent sur « la volonté » et sur « l'espoir ». Le président de la République voulait souligner sa « confiance » dans la politique conduite depuis dix-neuf mois pour permettre à la France de faire face à ses échéances et principalement de la monnaie unique européenne au 1^{er} janvier 1999.

A l'aube de la nouvelle année, le chef de l'Etat semble vouloir donner une autre image que celle diffusée par son intervention télévisée du 12 décembre, lorsqu'il avait insisté sur le « conservatisme » des Français.

Persuadé que la France a les moyens de faire face à la mondialisation de l'économie, M. Chirac voulait insister sur sa vitalité accrue par les réformes conduites depuis juin 1995, notamment celle de la Sécurité sociale et de la fiscalité. Insistant

sur l'irrévocabilité des décisions prises, le président de la République entendait ainsi clore une année qui fut particulièrement difficile pour le pouvoir.

Même s'il devait insister sur sa volonté de continuer sur le chemin tracé en octobre 1995, il entendait montrer que les efforts consentis allaient commencer à porter leurs fruits. Après avoir répondu « aux questions des Français » le 12 décembre, il souhaitait donc, le 31, leur transmettre son propre message, en affirmant, fort d'un léger frémissement dans les sondages, que son volontarisme s'appuie sur des réalités tangibles.

Le président de la République française partage ainsi l'analyse du chancelier allemand sur la confiance en l'avenir et sur la capacité de leurs pays à se réformer pour faire face à la nouvelle situation mondiale. En effet, dans les vœux qu'il devait lui aussi adresser mardi soir à ses concitoyens, et dont le texte

a été diffusé, Helmut Kohl explique que l'Allemagne doit s'adapter aux nouvelles données de notre temps : « La globalisation, les modifications dramatiques de notre démographie, et le devoir de protection de l'environnement ».

Ce qui est en jeu, dit-il aussi, c'est le maintien de la compétitivité de l'Allemagne : « Nous sommes une des grandes nations exportatrices et nous souhaitons le rester ». Souhaitant une « accélération de la reprise » pour « maintenir des emplois et en créer de nouveaux », Helmut Kohl justifie une poursuite de la rigueur afin d'aménager « notre état social » qui doit « continuer à être financé et maintenu dans son existence à long terme » pour que ses prestations soient « offertes à ceux qui en ont vraiment besoin ».

En revanche, le chancelier allemand n'évoque pas la prochaine création de l'euro.

Lire page 20

Le président Milosevic apparaît de plus en plus isolé en Serbie

L'Eglise orthodoxe et une partie de l'armée se démarquent du pouvoir



ALORS que les manifestations de l'opposition et des étudiants se poursuivent en Serbie pour la sixième semaine consécutive, le président Slobodan Milosevic apparaît de plus en plus isolé. Au sein de la coalition au pouvoir, les dissensions provoquent régle-

ments de compte et limogeages. L'Eglise orthodoxe a également multiplié les mises en garde à l'encontre du gouvernement. Et même dans les rangs de l'armée yougoslave, plusieurs unités ont fait connaître publiquement leur mécontentement.

Les dirigeants du Monténégro déplorent la stratégie de l'enlèvement apparemment choisie par les autorités serbes, et menacent de remettre en cause les fondements de la Fédération.

Lire page 2

L'après Germinal

L'EUROPE permettra-t-elle au nord de la France de renaître de ses cendres industrielles ? La région Nord-Pas-de-Calais est aujourd'hui un carrefour international, entre Londres, Paris, Bruxelles et Amsterdam, au centre d'un marché de cent millions d'habitants.

En conséquence, une nouvelle dynamique de développement s'empare de la zone métropolitaine lilloise, façonnant une image qui n'a plus rien à voir avec celle du pays de Germinal. « Nous passons d'un Nord laborieux à un Nord entreprenant », estiment les responsables locaux, qui espèrent que les Jeux olympiques de 2004 viendront incarner le renouveau économique.

Lire page 7

Le « Bled », ouvrage d'utilité publique, à jamais orphelin

CHAQUE génération possède ses signes de reconnaissance, objets ou marques dans lesquels elle se reconnaît et se regarde. Petites mythologies à la mesure de nos civilisations sécularisées, avec les publicistes dans le rôle des desservants dûment appointés. Roland Barthes sut analyser cela avec pertinence pour les années 60. Parfois, ces signes traversent plusieurs générations, et l'on voit la mère en conseiller l'usage à la fille, le père en dire le plus grand bien au fils - ainsi du fameux *Cours d'orthographe* d'Edouard Bled, qui vient de mourir.

La transmission est rendue plus aisée lorsque l'objet est un livre, et plus encore lorsque ce livre est un ouvrage scolaire. Il prend alors un caractère d'utilité, et même d'utilité publique. On voit ainsi, dans les bibliothèques familiales, à côté d'ouvrages classiques élégamment reliés, de méchants objets, tout usés par la sueur tombée des fronts juvéniles. Et leur vilaine allure ne les rend pas moins précieux. Le *Gaffiot*, qui a formé des foules de latinistes, le *Bailly*, dont se servaient les troupes plus clairsemées des hellénistes,

les *Mallet* et *Isaac* et autres *Logarde* et *Michard*... appartiennent à ce patrimoine, qui est aussi celui de la République et de son école, « laïque, gratuite et obligatoire ».

A cette liste, il manque un nom : le *Bled*. C'est un signe de célébrité absolue que de voir son patronyme devenir un nom presque commun. Odette et Edouard Bled eurent ce privilège avec leur très fameux *Cours d'orthographe*. Prêgé d'un siècle qui s'achève, Edouard Bled vient de mourir, dimanche 29 décembre. Né en 1899 à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), dernier d'une famille de sept garçons, il était l'archétype de cette école républicaine dans laquelle il avait fait, aux côtés de sa femme Odette (décédée en août 1991), une belle carrière : 1916, Ecole normale de Paris ; 1926, instituteur dans l'île-Saint-Louis ; 1936, reçu premier au concours de la direction des écoles...

Une carrière qui serait demeurée obscure sans la sortie, en 1946, du premier « Bled », et sans l'énorme succès dont Hachette et les auteurs bénéficièrent : la diffusion du *Cours supérieur d'orthographe* avoisina, en 1952, les

600 000 exemplaires. « L'orthographe doit s'enseigner et s'enseigner aussi logiquement et pratiquement que le calcul, par des exercices. » Bien sûr, cette profession de foi, inscrite en caractères gras dans la préface du *Cours*, ainsi que l'idée selon laquelle on ne peut, avec une orthographe fautive, que penser de même, sembleraient désuètes, et il se trouvera des grammairiens pour nuancer une « logique » par trop positiviste. Mais qu'importe ! C'est l'honneur de l'institution laïque que de fournir des bases solides d'éducation, c'est-à-dire de civisme. Dans ses *Mémoires (J'avais un an en 1900, Fayard, 1987)*, Edouard Bled, citait Péguy et défendait toujours avec autant d'ardeur cette école, « la plus belle, la plus grande œuvre de la III^e République ».

Un jour, c'était en 1977, l'instituteur chanta sur le plateau de l'émission « Apostrophes » *Le Temps des cerises* ; et l'on vit sa femme se lever pour souffler au vieux monsieur les paroles un peu oubliées... La nostalgie, elle, ne s'enseigne pas.

Patrick Kéchichian

Dissensions israéliennes

Les négociations sur la ville d'Hébron, en Cisjordanie, s'intensifient entre Israël et l'Autorité palestinienne mais provoquent des dissensions au sein du gouvernement israélien.

p. 4

La thèse de M^{lle} Mattéi

L'avocate Marie-Hélène Mattéi, détenue dans le cadre de l'affaire du golf de Sperone, a expliqué qu'elle-même et le mouvement A Cuncolta sont l'objet d'une « manipulation ».

p. 5

Une enveloppe égagée

L'enveloppe de la lettre de menaces du GIA adressée le 20 décembre à Jacques Chirac a été égarée, ce qui ne facilite pas l'analyse de ce courrier.

p. 20

L'endurance à la voile

La préparation physique spécifique à laquelle ils se sont astreints avant leur départ permet aux navigateurs de moins souffrir que leurs bateaux.

p. 14

Les enfants volés

Au sud du Soudan, des bandes armées violent le bétail et capturent les enfants pour les revendre. Enquête sur un esclavagisme toujours présent.

p. 9

Les parrains du rap



MARION « SUGE » KNIGHT

UNE VÉRITABLE guerre des gangs se développe dans le monde du rap américain. Le business du gangsta rap est contrôlé par quelques éditeurs de disques qui s'imposent par des méthodes proches de celles de la Mafia. Marion « Suge » Knight, qui fut le producteur de Tupac Shakur, assassiné en septembre à Las Vegas, est considéré comme l'un des plus puissants parrains de ce milieu.

Lire page 17

Allemagne, 3 DM ; Argentine-Guyane, 6 F ; Autriche, 25 ATG ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 220 Ptas ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 Dr ; Hongrie, 1 400 Ft ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 Fr ; Maroc, 10 Dh ; Norvège, 14 Krn ; Pays-Bas, 3 Fl ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 200 Kč ; Espagne, 165 Ptas ; Suède, 5 Kr ; Suisse, 2 Fr ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 101 - 7,00 F

La Suisse interpellée par son passé

D'AVOIR trop longtemps tergiversé pour tirer au clair son propre rôle et celui de ses banques pendant la seconde guerre mondiale, la Suisse se trouve finalement rattrapée par les ambiguïtés de son histoire. Soumise depuis quelques mois à un feu nourri de critiques venant surtout des Etats-Unis et de Grande-Bretagne, Berne avait d'abord choisi de faire le gros dos et, comme à son habitude, d'attendre que l'orage passe. Mais la pression ne s'est pas relâchée pour autant, et il est vite apparu que, cette fois, la Suisse ne s'en tirerait pas simplement en se retranchant dans sa neutralité outragée et qu'elle devrait rendre des comptes. Soudainement conscient de l'enjeu pour la réputation du pays, le gouvernement helvétique s'est finalement résolu à faire front.

« Nous sommes appelés à prouver notre innocence ou à admettre notre culpabilité morale », avait déclaré, à la mi-septembre, le ministre suisse des affaires étrangères, Flavio Cotti, en réponse à certaines attaques de la presse anglo-saxonne alors que la polémique battait son plein. Ainsi le *New York Times* était-il allé jusqu'à demander : « La Suisse a-t-elle acheté sa neutralité en cachant le produit des pillages de guerre allemands ? »

Soucieux de couper court à de telles insinuations et s'offusquant de voir la Confédération accusée d'avoir été « le recycleur du régime

nazi », le Conseil fédéral a décidé alors de réagir et de passer à la contre-offensive. Prenant le relais des banques, pourtant visées en premier chef mais préférant se retrancher dans leur traditionnelle discrétion, le gouvernement helvétique s'est d'abord efforcé de reprendre l'initiative en nommant un « état-major de crise ». Classé en



1996 :
les toques
en revue

PLUME ACIDE et ventre exigeant, notre chroniqueur gastronomique Jean-Pierre Quélin se fend d'un bilan critique d'une cuisine moderne qui se cherche et d'une cuisine classique qui radote. Il invite les grandes toques et leurs recettes de haut vol à reprendre un peu de Cor-magnole.

première ligne, le chef de ce groupe d'experts, un jeune ambassadeur réputé pour son dynamisme, Thomas Borer, est allé plaider, à la mi-décembre, la cause de son pays à Washington devant une commission du Congrès américain. Spécialément préparé pour la circonstance par un bureau de relations publiques, naturellement

américain, l'émissaire de Berne attendait de convaincre ses interlocuteurs de la bonne foi helvétique et de la préoccupation gouvernementale d'établir « l'entière vérité aussi vite et aussi en profondeur que possible sur la nature exacte des relations financières de la Suisse avec l'Allemagne nazie ».

A son retour, il a néanmoins tenu à avouer que les menaces de boycott proférées aux Etats-Unis contre les banques et les compagnies helvétiques devaient être prises au sérieux. « La Suisse, a-t-il ajouté, est confrontée à l'une des crises les plus graves depuis la seconde guerre mondiale. Elle en sortira entièrement gagnante ou perdante ».

Pour parer au plus pressé après de nouvelles accusations du sénateur républicain de New York, Alfonso D'Amato, le Conseil fédéral avait également chargé deux historiens suisses d'examiner les accords d'indemnisation conclus après la guerre avec les pays d'Europe de l'Est. Du rapport qu'ils viennent de publier, il ressort que la Suisse avait bel et bien versé, en 1975, respectivement 464 000 et 325 000 francs suisses à la Pologne et à la Hongrie, sommes prélevées sur des avoirs en déshérence de victimes du nazisme originaires de ces pays.

Jean-Claude Buhner

Lire page 15

Lire la suite page 10

Le Monde

présente à ses lecteurs ses meilleurs vœux pour la nouvelle année.

International	2	Aujourd'hui	14
France	5	Agenda	16
Société	6	Abonnements	16
Régions	7	Météorologie	16
Cronos	8	Mots croisés	16
Horizons	9	Culture	17
Entreprises	11	Guides culturels	18
Finances/marchés	12	Radio-télévision	19

SERBIE Après six semaines de manifestations ininterrompues dans les rues de Belgrade et les principales villes du pays, la président serbe, Slobodan Milosevic, doit faire

face à une contestation politique interne de plus en plus importante, y compris au sein de la coalition au pouvoir, de l'Eglise et même d'une partie des forces armées. Ses prin-

aux alliés traditionnels du Monténégro ont eux aussi multiplié les mises en garde. ● EN BOSNIE la crise de Belgrade provoque l'embarras et la prudence du gouvernement de

Sarajevo qui, tout en se félicitant de l'affaiblissement d'un régime honni, se méfie de certains dirigeants de l'opposition au passé nationaliste trop marqué. ● LA PRÉSIDENCE col-

légalie bosniaque est parvenue à un accord, lundi 30 décembre, sur la formation d'un gouvernement central et sur une première réunion du Parlement national.

Slobodan Milosevic est contesté au sein même du pouvoir

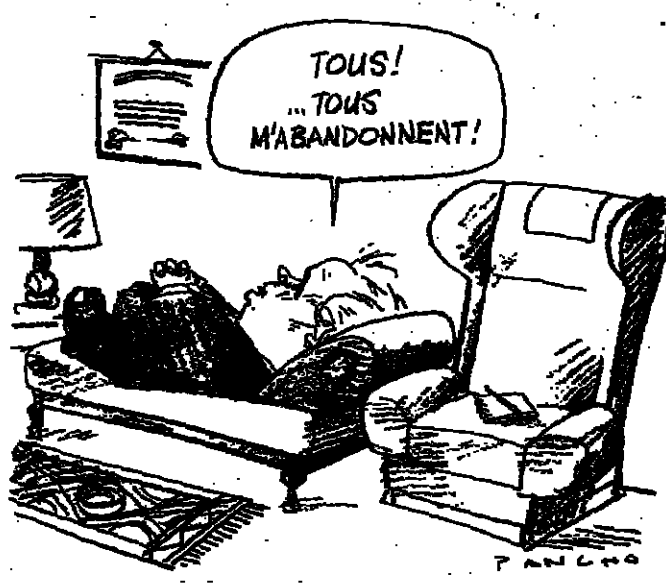
Dans le sillage des manifestations de l'opposition et des étudiants, des dissensions apparaissent maintenant dans les rangs de la coalition gouvernementale. L'Eglise orthodoxe et une partie de l'armée critiquent le régime et le Monténégro demande une solution rapide à la crise

SIX SEMAINES après le début du mouvement de protestation en Serbie, le président Slobodan Milosevic apparaît de plus en plus isolé. A la quotidienne mobilisation des manifestants de l'opposition et des étudiants, s'est ajouté au fil des semaines les inhabituelles critiques de dirigeants politiques proches du pouvoir, de l'Eglise orthodoxe, ou encore de l'armée. Même les alliés traditionnels du président serbe, comme les dirigeants du Monténégro - qui forme, avec la Serbie, la République fédérale de Yougoslavie (RFY) - ont pris leurs distances. Et la communauté internationale, hier soucieuse de ménager l'un des principaux signataires de l'accord de Dayton, ne cache plus aujourd'hui sa réprobation d'un régime aussi peu enclin à respecter un minimum de démocratie.

réglé malgré sa volonté affichée de se maintenir à l'écart de la politique, a elle aussi donné des signes d'inquiétude. Certes, le père Zivko Gavrilovic, qui a lancé une violente diatribe contre le président serbe, samedi, lors de la cérémonie funèbre de l'opposant tué par des partisans du régime, est un personnage un peu à part dans l'Eglise orthodoxe.

MESSAGE DU PATRIARCHE
Mais le patriarche Pavle est lui-même intervenu à la veille de la manifestation de soutien au régime, organisée le 24 décembre, en estimant qu'elle « aurait des conséquences politiques diplomatiques et économiques négatives ». Dans son message de Noël, il avait affirmé que « le devoir d'obéissance à la loi et à la justice nous enjoint de respecter l'expression libre de la volonté populaire », et le chef de l'Eglise orthodoxe avait alors précisé : « Si par malheur un conflit se produisait, mon devoir serait de me placer du côté de ceux contre lesquels la force aurait été utilisée. »

Une partie de l'armée a aussi fait part de son malaise. Plusieurs unités ont ainsi adressé, dimanche, une lettre très critique au chef de l'Etat en l'accusant de conduire le pays « à la ruine ». Le communiqué



de l'état-major qui a suivi cette mise en garde - émanant a priori d'une dizaine de régiments - a certes démenti « les interprétations de son rôle qui ne reflètent pas sa position officielle », mais il ne dément pas la vérité des inquiétudes soulignées dans les lettres des unités. Et la mise au point de l'état-major met elle-même l'accent sur « l'aggravation de la si-

tuation sociale et politique, et les influences internationales ». Et le général Momilo Perisic, qui dirige l'armée, a souligné la nécessité de sauvegarder « la stabilité intérieure et extérieure » du pays. A ces multiples dissensions internes à la Serbie, s'ajoute l'extrême dureté des propos des dirigeants monténégrins. Le président du Monténégro Momir Bulatovic

- qui est théoriquement l'homologue de Slobodan Milosevic au sein de la République fédérale de Yougoslavie - a clairement adressé un quasi-ultimatum à Slobodan Milosevic en l'appelant à « résoudre au plus vite » le problème des élections municipales à l'origine de la crise actuelle afin d'éviter « que nous n'en subissions tous ensemble les conséquences négatives ». Il avait auparavant estimé que la fédération n'aurait « plus de sens » si une issue rapide à la crise n'était pas trouvée. Le vice-premier ministre, Slavko Djuric, chargé des finances, avait même menacé d'abandonner la monnaie commune. Dans une résolution adoptée lundi, le Parlement monténégrin s'est lui aussi déclaré « préoccupé » par la situation et a déploré « les effets négatifs de ces événements sur la position internationale de la RFY ».

L'avertissement des dirigeants monténégrins pourrait être lourd de conséquences pour le président serbe. Car S. Milosevic, qui ne peut compter sur le soutien d'un troisième mandat en décembre 1997 comme président de la République de Serbie, a l'impression de se voir retirer son soutien politique. Qu'il s'agisse pour

lui d'envisager un changement de la Constitution - pour s'autoriser une réélection en Serbie, où un fauteuil de président de la République fédérale - ou encore de briser le poste de premier ministre fédéral, désigné par le Parlement. Dans tous ces cas de figure, Slobodan Milosevic doit pouvoir compter sur la force d'appoint que représentent les Monténégrins au sein de l'Assemblée.

AFFAIBLISSEMENT
Même si l'issue du mouvement de protestation de l'opposition et des étudiants reste aussi incertaine qu'à son début, il apparaît de plus en plus évident qu'il a ébranlé et déjà considérablement affaibli le président Slobodan Milosevic. Cette exceptionnelle mobilisation, les dissensions internes de la coalition au pouvoir alliées aux pressions politiques du Monténégro, et le durcissement croissant de la communauté internationale, placent aujourd'hui le chef de l'Etat serbe dans une position très inconfortable. Toute la question est désormais de savoir comment il peut sortir de cette situation tout en conservant son pouvoir... et s'il en est encore temps.

Denis Hautin-Guiraut

Le cinéaste Emir Kusturica soutient les contestataires

Le réalisateur yougoslave Emir Kusturica, qui a reçu à deux reprises la Palme d'or, à Cannes, pour ses films « *Papa est en voyage d'affaires* » et « *Underground* », a, à l'occasion, lundi 30 décembre, son soutien aux étudiants contestataires de Belgrade. « *J'arrive de l'océan Atlantique où même les poissons savent que vous avez raison* », a déclaré Emir Kusturica à plusieurs milliers d'étudiants qui venaient d'entamer leur manifestation quotidienne. « Vous obtiendrez gain de cause, car vous demandez peu. Vous demandez le minimum de ce que les autres ont déjà obtenu dans les autres pays », a affirmé le cinéaste. - (APR)

C'est au sein même de la coalition au pouvoir que sont apparues les premières fissures. Le petit parti de la Nouvelle Démocratie (ND) - allié au Parti socialiste (SRP) de Slobodan Milosevic et à la Gauche unie (YUL) dirigée par son épouse - a multiplié les mises en garde à l'intention du président. Par la voix de ses principaux dirigeants, la ND a estimé que son maintien au gouvernement « n'aurait plus de sens dans la situation actuelle si une issue à la crise n'était pas rapidement trouvée ». Les relations entre les deux principaux partis (SRP et YUL) n'ont pas non plus cessé de se détériorer en provoquant de multiples purges et de nombreux règlements de compte en leur sein.

L'Eglise orthodoxe, très liée au

Le passé nationaliste de certains opposants serbes inquiète Sarajevo

SARAJEVO
de notre correspondant
« Les troubles en Serbie aident à la stabilisation et au renforcement de la Bosnie », pense le président bosniaque Alija Izetbegovic. « La Serbie va être trop préoccupée d'elle-même, de ses problèmes politiques, économiques et sociaux, et pendant longtemps, pour s'adresser à la Bosnie-Herzégovine ». L'opinion de M. Izetbegovic, qui se satisfait d'une Serbie affaiblie, cache mal l'embarras du pouvoir de Sarajevo face à la crise qui secoue Belgrade depuis quarante jours. Le principal problème des Bosniaques est la nature profonde de l'opposition serbe, dont une fraction fut violemment ultranationaliste et une autre se réclame toujours des valeurs traditionnelles du peuple serbe. « Nous préférons définitivement ce que nous entendons de la bouche des étudiants belgradois, à l'indignation de la présidence bosniaque. L'opposition n'est pas homogène... Il y a l'extrême droite, la gauche et les antinationalistes », dit-il.

La où le quotidien bosniaque indépendant *Oslobodjenje* voit « la fin de l'ère du président Milosevic et de son régime "rouge" [de communisme et de sang], l'un des plus détestés en Europe », le pouvoir musulman bosniaque affiche une réelle prudence. D'abord, et ce sentiment est partagé en Croatie, parce que Slobodan Milosevic est un ennemi connu et partiellement dompté par les Etats-Unis. Il est devenu un par-

tenaire par la grâce des accords de paix de Dayton, et Sarajevo estime que son soutien de réintégrer la Serbie dans les institutions internationales l'empêchera de se lancer dans de nouvelles aventures guerrières. Ensuite parce que l'opposition est inconnue, éclatée entre des formations qui ne devraient pas demeurer unies autour d'un éventuel programme gouvernemental, si M. Milosevic abandonnait le pouvoir. « L'opposition a déclaré que Milosevic était coupable pour la guerre en Bosnie, mais elle ne s'est jamais prononcée sur la souveraineté et l'intégrité de l'Etat bosniaque », précise le président Izetbegovic. Elle est restée silencieuse et nous attendons toujours des réponses. Si l'opposition serbe a promis de se conformer à l'accord de Dayton, elle n'a pas évoqué clairement l'avenir de la « République serbe », qui conserve ses ambitions séparatistes, ni la traduction en justice des criminels de guerre serbes protégés par le régime de Belgrade.

« PAS TOUJOURS ETÉ NOS AMIS »
Le passé des opposants belgradois comme Vuk Draskovic, qui appelle à la chasse aux non-Serbes d'ex-Yougoslavie avant de se convertir au pacifisme, et Zoran Djindjic, qui a fait le voyage à Pale pour soutenir la politique des Serbes bosniacs, ne permet guère à Sarajevo de leur accorder sa confiance. « L'opposition serbe avait récemment critiqué le président

Milosevic pour avoir perdu la guerre, rappelle Selim Beslagic, le maire social-démocrate de Tuzla. Nous pensons que cette opposition ne fera que prolonger la politique de Milosevic ». D'autre part, Sarajevo s'inquiète de l'avènement d'une Serbie où le pouvoir ne serait plus assez autoritaire pour contrôler l'armée et la police. L'unique réaction officielle de Pale à la crise serbe n'a pas rassuré les Bosniaques, puisque Biljana Plavsic, la présidente de la République serbe qui semble toujours obéir à Radovan Karadzic, soutient ouvertement le combat de l'opposition à M. Milosevic. Or M. Plavsic ne peut pas être soupçonnée d'avoir abandonné ses rêves de « Grande Serbie ». Elle a déploré que le président serbe « reste sourd aux revendications de son peuple, qui ne supporte plus de vivre sous un régime qui n'a rien à voir avec la démocratie ». Pale insiste sur « le totalitarisme » de Slobodan Milosevic, indiquant que les événements actuels « préoccupent tous les Serbes ». Pale cherche visiblement à se venger des humiliations infligées par M. Milosevic, notamment la mise à l'écart de la vie publique de M. Karadzic, tout en misant sur la fraction nationaliste et religieuse de son opposition. Pale ne soutient en revanche pas les médias indépendants, les associations de défense des droits de l'homme et les partis trop ouvertement pro-européens.

La Bosnie-Herzégovine attend avec une certaine méfiance, à Sarajevo comme à

Pale, l'issue de la crise serbe. Chaque camp juge généralement que Slobodan Milosevic sera assez malin pour obtenir un compromis et conserver le pouvoir. Le principal motif bosniaque de satisfaction est de voir les Etats-Unis traiter M. Milosevic en ennemi de la démocratie, en dépit du partenariat américain-serbe instauré l'an dernier, et le motif de rancœur est de constater, de nouveau, la prudence des Européens.

Car si les Sarajéviens affichent peu de sympathie pour les manifestants belgradois ils n'en pensent pas moins que M. Milosevic reste le diable à abattre, et que sa place est dans le box des accusés à La Haye. « Ces manifestations me font plaisir parce qu'elles gênent Milosevic, et que les jeunes Serbes paraissent enfin se réveiller », dit une jeune étudiante. « Que la Serbie aille vers la démocratie, fort bien ! Mais les gens qui marchent à Belgrade n'ont pas tous des nos amis, remarque en revanche un journaliste bosniaque. Certains sont venus combattre avec les milices serbes, et la plupart sont restés silencieux lorsque Sarajevo ou Srebrenica criaient. Alors, aujourd'hui, je ne me soucie franchement pas des états d'âme de la Serbie sur les salaires, l'indépendance des médias ou l'annulation des élections municipales. Ici, pendant trois ans et demi, à cause de la Serbie, c'est la vie qui a été annulée ! »

Rémy Ourdan

Accord sur un gouvernement central pour la Bosnie-Herzégovine

SARAJEVO
de notre correspondant
La présidence collégiale bosniaque est parvenue à un accord, lundi 30 décembre, sur la formation d'un gouvernement central et sur une première réunion du Parlement national. Les trois présidents, Alija Izetbegovic (musulman), Momilo Krajcinovic (serbe) et Kresimir Zubak (croate) ont annoncé que les parlementaires des trois communautés se retrouveront, vendredi, à Sarajevo afin de confirmer la nomination du nouveau gouvernement.

Les institutions bosniaques de l'après-guerre n'ont pas encore commencé à travailler, bien que les élections générales aient eu lieu en septembre dernier. La principale raison est la volonté serbe de freiner une éventuelle réunification de la Bosnie-Herzégovine au détriment de l'« indépendance » des deux entités (la Fédération croato-bosniaque et la République serbe). Après avoir lutté sur les missions qui seront assignées au gouvernement central, M. Krajcinovic a réussi à retarder encore sa nomi-

nation en discutant sur l'endroit où se tiendraient les réunions. Finalement, elles auront lieu soit au Musée de Sarajevo, soit dans une école du faubourg serbe de Lukavica, en alternance chaque semaine.

Les co-premiers ministres de Bosnie-Herzégovine, Haris Silajdzic (musulman) et Boro Bosic (serbe), alterneront également chaque semaine à la tête du gouvernement, et auront un adjoint

La composition du conseil des ministres

● Co-premiers ministres : Haris Silajdzic (Musulman). Agé de cinquante et un ans, ce professeur d'arabe et de littérature orientale maîtrisant parfaitement l'anglais a été l'un des principaux protagonistes des négociations de paix de Dayton. Successivement ministre des affaires étrangères puis chef du gouvernement bosniaque jusqu'en janvier 1996, il est considéré comme un libéral, fervent

défenseur d'une Bosnie unifiée. Il avait quitté l'année dernière le Parti d'action démocratique (SDA) du président Izetbegovic en signe de protestation contre des concessions faites aux Serbes de Bosnie. Boro Bosic (Serbe), moins connu, a dirigé la centrale électrique d'Ugljevik, dans le nord-est de la Bosnie, avant d'entamer une carrière politique. Pendant la guerre, il est nommé ministre de l'énergie de la République sécessionniste autoproclamée par les Serbes de Bosnie. Il est proposé par le membre serbe de la

présidence collégiale, Momilo Krajcinovic, pour partager le siège de M. Silajdzic au nouveau gouvernement. Les deux hommes doivent, à tour de rôle, chaque semaine, présider les réunions du cabinet. La première de ces réunions aura lieu à Lukavica (faubourg serbe de Sarajevo) et sera dirigée par M. Bosic. ● Vice-premier ministre : Neven Tomik (Croate). Il occupait les fonctions de ministre du commerce extérieur dans l'ancien gouvernement bosniaque. ● Affaires étrangères : Jadranko

Prlic (Croate). Deux vice-ministres ont été désignés pour l'assister : Husnija Zivcic (Musulman) et Dragan Bozanic (Serbe). ● Commerce extérieur et économie : Hasan Muratovic (Musulman). Les deux vice-ministres sont Nikola Grabovac (Croate) et Gavro Bogic (Serbe). ● Affaires civiles et communications : Spasoje Albiljanic (Serbe). Il sera assisté également par deux vice-ministres, Nudretin Redica (Musulman) et Milan Krizanovic (Croate).

Occidentaux de tenir prochainement une nouvelle « conférence des donateurs », afin de continuer à verser une aide économique à la Bosnie-Herzégovine.

SOUTIENS FINANCIERS
Dayton prévoit en effet que l'aide à la reconstruction sera gérée par le gouvernement central, et les chancelleries ont clairement fait comprendre au camp serbe qu'il

n'obtiendrait pas de financements internationaux tant que les institutions bosniaques ne seraient pas établies. La première session du Parlement devrait donc ouvrir la voie à une nouvelle vague de soutiens financiers et de crédits occidentaux. Il est en revanche peu probable qu'elle soit la première pierre de la réunification du pays, même si l'accord présidentiel prévoit que ministres et députés doivent s'entendre sur un bâtiment commun dans un délai de six mois. Le gouvernement devrait essentiellement s'employer à faciliter le travail du bureau du haut représentant Carl Bildt, qui s'efforce de renouer les liens postaux, téléphoniques, ferroviaires, et devra réfléchir à une monnaie commune pour la fin de l'année 1997. En revanche, les questions de défense, de police, d'éducation, de justice, et bien d'autres, demeurent du seul ressort des entités qui forment la Bosnie-Herzégovine.

R.O.

Les Bodos autonomistes sont soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat à la bombe dans l'est de l'Inde

Près de cinquante corps ont été retirés de la carcasse du train flé par l'explosion

Quarante-huit corps avaient été retirés, mardi 31 décembre dans la matinée, de la carcasse du train détruit en partie la veille par un attentat à la bombe, dans l'Etat d'Assam (nord-est de l'Inde). Les autorités indiennes, qui soupçonnent les indépendantistes Bodos d'être les auteurs de

TROIS DES QUINZE WAGONS, qui étaient bondés, de l'express du Brahmapoutre, conduisant près de mille passagers à New Delhi, ont été comptabilisés par les fûtes du Nouvel An, ont été soufflés, lundi 30 décembre, par l'explosion d'une bombe peu après le départ du train de la gare de Kokrajhar, vers 19 heures (13 h 30 GMT).

Le drame s'est produit à Sonapani, à sept kilomètres à l'ouest de Kokrajhar. Dix wagons ont déraillé, dont les trois soufflés par l'explo-

sion, et deux autres sont tombés dans une rivière. Les autorités pensent que les explosifs avaient été placés sur la voie, non dans le train, et activés à distance, entraînant deux à trois déflagrations.

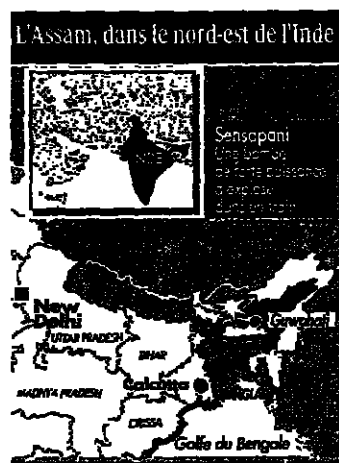
VIOLENCES ETHNIQUES

Quarante-huit corps avaient été retirés, mardi 31 décembre au matin, de la carcasse du train, et les autorités indiennes ont déclaré que le bilan initialement annoncé – plus de 300 morts – devrait val-

ablement être révisé, à la baisse. La police a dénombré 58 blessés.

L'attentat n'a pas été revendiqué, mais les autorités soupçonnent les séparatistes Bodos, le principal groupe ethnique de l'Assam, une région reculée qui est située à quelque 1200 kilomètres de New Delhi. Ces derniers demandent l'autonomie au sein de la Fédération indienne. Mais une frange extrémiste, l'Armée du Bodoland, se bat, depuis 1989, pour la création d'un Etat indépendant sur la rive nord du fleuve Brahmapoutre, qui traverse cet Etat de 22 millions d'habitants.

Plus de 5 000 personnes ont été tuées dans les violences ethniques et séparatistes ces trois dernières années dans l'Etat d'Assam. En 1993, les dirigeants de la tribu ont signé un accord avec le gouvernement qui prévoyait que New Delhi leur accorde des pouvoirs spéciaux et une large autonomie. Mais l'accord a rapidement capoté, et les militants ont exigé la création d'un Etat indépendant, toujours au sein de l'Union indienne. Par ailleurs, une guérilla indépendantiste, emmenée par le Front de libération de



L'Assam (ULFA), continue à faire rage dans la région.

Un médecin de l'hôpital de Kokrajhar a déclaré que tous les médecins de la région étaient en grève depuis la semaine dernière pour protester contre le meurtre de l'un de leurs confrères. Les médecins militaires et le personnel de secours de l'armée ont été réquisitionnés pour venir en aide aux victimes de l'explosion, a-t-il ajouté. (AFP, Reuters.)

Deng Xiaoping hospitalisé à Pékin

72 ans, le patriarche de la vie politique chinoise aurait reçu, dès la semaine dernière, des soins d'urgence à l'hôpital militaire N 301

DELTA (QUOTIDIENS de Hongkong, l'Apple Daily, de langue anglaise, et le Sing Tao, de langue chinoise, ont rapporté, mardi 31 décembre, que le vétérinaire de la politique chinoise, Deng Xiaoping, avait été hospitalisé d'urgence la semaine dernière. M. Deng, qui est âgé de quatre-vingt-deux ans, a été admis à l'hôpital militaire N 301, dans l'ouest de la capitale, en raison de la détérioration de son état de santé, précise le Sing Tao, citant une source bien informée à Pékin.

L'homme d'Etat a reçu des soins d'urgence, selon cette information, mais le quotidien ne précise pas son état de santé actuel, ni les maux dont il souffre. Selon la même source, M. Deng se rendrait régulièrement dans cet établissement, qui est le principal hôpital de l'Armée populaire de libération (APL). Cette hospitalisation survient à un moment où la chaîne de télévision d'Etat, la Télévision centrale de Chine (CCTV), doit commencer, le 1^{er} janvier 1997, la diffusion d'un documentaire en douze épisodes consacré à la vie et à la carrière du « chef suprême ».

DERNIÈRE APPARITION EN 1994

Le quotidien, qui publie une fois par semaine une édition spéciale consacrée à Hongkong avec un supplément préparé par le journal de l'Armée populaire, estime « inhabituel » que la CCTV diffuse un documentaire consacré à un dirigeant encore en vie. Mardi, des journaux de Pékin et de Shanghai ont publié bien en vue des photographies de Deng pour annoncer la série.

Le programme retrace la carrière de Deng au sein du Parti communiste, depuis la Longue Marche et la fondation de la République populaire de Chine en 1949, jusqu'à la

chute de la « bande de quatre » après la mort de Mao Zedong, en 1976, annonçant le retour au pouvoir de M. Deng.

M. Deng a été vu pour la dernière fois en public durant les fêtes de la nouvelle année lunaire en février 1994, lorsque la télévision l'a montré affaibli et malade. Depuis des années, sa santé est source de fréquentes spéculations, mais les membres de sa famille continuent à affirmer qu'il réalisera à coup sûr son ambition de voir Hongkong retourner sous la souveraineté chinoise le 1^{er} juillet 1997. Lors d'une réception donnée à Hongkong la semaine dernière, Zhang Bafa, maire adjoint de Pékin, estimait cependant que M. Deng, quoique en bonne forme, ne serait peut-être pas en mesure d'assister aux cérémonies de rétrocession de la colonie britannique.

Officiellement, Deng Xiaoping a pris sa retraite en 1992, mais le pouvoir se réfère régulièrement au « patriarche » en assurant aux Chinois et aux investisseurs étrangers qu'il continuera son œuvre de développement. En réalité, les dirigeants actuels du pays donnent l'impression de vouloir infléchir la politique dans le sens de la prudence, avec la réapparition des « vieux idéologues » qui réussissent à glisser dans la presse des thèses opposées au pragmatisme de M. Deng, au nom de la pureté communiste.

C'est contre ce double langage que s'était élevé, au mois de juillet 1996, son fils, Deng Pufang, à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire du Parti communiste chinois. M. Deng junior avait alors dénoncé des forces décadentes à « renier totalement la ligne politique » de son père. (AFP, Reuters.)

Le Taj Mahal est menacé par la pollution

La Cour suprême de l'Inde a ordonné, lundi 30 décembre, la fermeture d'ici quatre mois de trois cents usines situées près du Taj Mahal, afin de sauver le célèbre monument du XVIII^e siècle, menacé par la pollution. La Cour suprême a demandé que ces usines, alimentées au charbon, cessent leur production avant le 30 avril. Pour ouvrir, elles devront passer au gaz ou se relocaliser hors de la zone proche du monument religieux. « C'est un ordre inconditionnel qui ne peut pas être amendé », ont déclaré les juges. Cette décision suit une récente injonction de la Cour suprême à une raffinerie de pétrole nationalisée, proche du Taj Mahal, lui ordonnant de s'alimenter en gaz. Le directeur de l'usine de Mathura, J. L. Raina, avait affirmé qu'un projet de 9,4 millions de dollars de substitution du diesel par le gaz naturel serait mis en route prochainement. En mars 1995, les autorités indiennes avaient défini un périmètre de protection de quelque 10 000 km² autour de la ville d'Agra, qui abrite le Taj Mahal. (AFP)

Qui verra le premier le soleil de l'an 2000 ?

AUCKLAND Correspondance

Dans la course aux premiers à entrer dans l'an 2000, le Pacifique Sud jouit de quelques avantages uniques qu'il ne partage qu'avec la Sibérie... jouissant en outre d'un climat plus agréable. Les mille et une îles de l'Océanie étant réparties de part et d'autre de la ligne de changement de date, on peut non seulement y voir la première aube et le dernier crépuscule de chaque journée, mais aussi, assez facilement, y vivre deux fois le même jour. A l'horizon du jour de l'an 2000, cette particularité s'avère stratégique et annonce une manne providentielle pour le Pacifique Sud, qui se prépare déjà à offrir les options les plus attrayantes aux réveillonneurs du monde entier.

Par exemple : Venir pour le 31 décembre 1999 au bord ouest de la fameuse ligne, dans le grand vent des îles Chatham, Bounty ou Antipodes, ou plus près de l'équateur sous les cocotiers du royaume de Tonga, et voir l'aube du XXI^e siècle avant le reste de la planète ; puis retourner, après une longue nuit de transition millénaire et plusieurs heures au soleil de l'an 2000, dans le siècle dernier (de l'autre côté de la ligne où il sera encore la

veille), en quelques heures d'avion ; y saluer une seconde et ultime fois le vieux soleil, et être témoin de sa disparition définitive... à Falelupo par exemple, lieu d'entrée dans le sous-monde, selon les légendes du Samoa occidental, et sans doute le point habité le plus à l'ouest de la Terre.

FILMER EN DIRECT

Fascinante bien que purement artificielle, l'idée de voir, le plus tôt possible, l'aube nouvelle intéresser d'ailleurs depuis plusieurs années le « pays du Soleil-Levant ». Ainsi en 1989, la chaîne japonaise TV4 est venue filmer en direct le lever du premier soleil des années 90, aux îles néo-zélandaises Chatham. On raconte que cette nuit-là, le 31 décembre, un opaque brouillard – ou une pluie torrentielle – était tombé sur ces deux îles de pêcheurs, fouettées par les « quarantièmes rugissants ». Et le premier lever de soleil de la décennie ne pouvant pas décevoir être dans le brouillard, on eut recours en « faux-direct » au lever de la veille, bien plus télé-génique. L'histoire pourrait se répéter dans trois ans, puisque de nombreux contrats sur l'accès aux pics des îles les mieux placées sont en cours de négociation.

Mais qui verra vraiment le soleil avant les autres ? La polémique est vive. Plusieurs îlots affirment détenir le privilège. Les îles Kiribati ont obtenu de faire faire une nouvelle entorse à la ligne de changement de jour pour que tout le pays soit à la même date. Les auteurs de la radio nationale n'auront ainsi plus à subir l'écoulement des hymnes dominicaux deux jours de suite : d'abord lorsqu'il était dimanche à l'est de la ligne, puis le lendemain pour les îles de l'ouest.

Menacé de perdre la bataille du soleil, le royaume de Tonga a annoncé un subterfuge pour gagner celle du temps. Etant pour le moment à GMT-13, il va adopter, d'ici à 1999, l'heure d'été qui le placera à GMT-14 de manière à être incontestablement le premier Etat à rentrer dans l'an 2000. Et que le soleil éclairé qui bon lui semblera.

On peut aussi inverser le jeu. Quitter Tahiti, les Samoa ou Niue le 31 en fin de journée vers Wallis-et-Futuna, Tonga ou la Nouvelle-Zélande pour passer, en quelques heures d'avion, du 31 décembre 1999 au 2 janvier 2000. Et éclipser ainsi totalement la panique millénaire.

Florence de Changy

Les flambées de violence en Indonésie marquent l'exaspération croissante de la population contre l'immobilisme du régime

BANGKOK de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les bouffées de violence dont l'île de Java, où vivent trois Indonésiens sur cinq, a été le théâtre ces derniers mois sont le signe de tensions croissantes au sein d'un système menacé par l'immobilisme.

Fin juillet, à Djakarta, après l'occupation brutale de ce qui faisait figure de quartier général de l'opposition, des bandes ont mis à sac ou incendié, dans le quartier voisin, des symboles du pouvoir : bâtiments publics, commerces appartenant à la communauté d'origine chinoise ou à des étrangers. Début octobre, dans la région de Situbondo (Java oriental), cinq personnes ont été tuées, et vingt églises ainsi que les locaux d'un tribunal brûlés : la rumeur aurait couru qu'un prédicateur musulman, accusé de « déviation » et passible d'une peine jugée trop indulgente par la foule, se serait réfugié dans une église chrétienne.

Les 26 et 27 décembre enfin, à Tasikmalaya et dans ses environs, des émeutes auraient fait quatre victimes. Trois églises, une trentaine de commerces, six succursales bancaires et dix usines ont été endommagées ou détruites. Cette fois, l'explosion de violence s'est produite au surlendemain du passage à tabac, par quatre policiers, de trois enseignants musulmans. Ces policiers figu-

raient, dimanche 29 décembre, parmi les 93 personnes encore détenues par les autorités.

Le seul lien entre ces développements semble une propension croissante à l'exaspération de foules face à ce qu'elles ressentent comme des injustices, de nature, il est vrai, différentes. Tout en faisant la part d'éventuelles provocations ou manipulations, un seuil de tolérance est franchi quand le pouvoir n'accepte pas une opposition même modérée – le cas des émeutes de Djakarta – ou quand la justice et la police ne remplissent pas le rôle que l'on attend d'elles, à Situbondo ou à Tasikmalaya. A tort ou à raison, symboles de richesse ou de pouvoir, églises et commerces chinois sont l'objet de la vindicte des émeutiers, en majorité de jeunes musulmans qui se sentent lésés.

La réalité n'a peut-être rien à voir avec le sentiment des manifestants. Si les Indonésiens d'origine chinoise (5 %, en majorité chrétiens, de 200 millions d'habitants) demeurent la locomotive de l'économie, la représentation des chrétiens (moins de 5 % de la population) au sein du gouvernement est passée de six membres en 1988, dont les ministres de la défense et de l'économie, à deux seulement en 1993, sur un cabinet de trente-huit ministres. Dans un pays dont 85 % de la population se réclame de l'islam, les grandes organisations musulmanes, pour-

tant modérées, ont beau dénoncer la « christianisation » de l'archipel, l'évolution de ces dernières années ne leur donne pas forcément raison.

Pour préserver la cohabitation entre les cinq religions reconnues, l'Etat est intrinsèque sur la laïcité

Pour préserver la cohabitation entre les cinq religions reconnues (islam, protestantisme, catholicisme, hindouisme et bouddhisme), l'Etat est demeuré intrinsèque sur sa laïcité et a interdit les religions de politique. Les dirigeants religieux, toutes religions confondues, ont d'ailleurs condamné les violences à Situbondo et à Tasikmalaya.

Cependant, parmi les musulmans, les interprétations divergent. A propos des émeutes de Tasikmalaya, Hasan Basri, président du conseil des oulémas, a évoqué l'intervention d'une « organisation sans forme », qui pourrait être liée au communisme, banni en Indonésie.

Amien Rais, leader de la puissante association Muhammadiyah (vingt millions de membres), a estimé que la foule avait été incitée à la violence. Quant à Abdurrahman Wahid, très respecté et modéré président du Nahdlatul Ulama, mouvement qui reste le plus nombreux, il a indiqué : « Les émeutes pourraient être liées au fait que la communauté musulmane locale de commerçants et de prêteurs se sentait marginalisée » par la croissance du secteur bancaire et d'autres changements.

La montée de l'islamisme en Indonésie depuis les années 80 est difficile à mesurer, même si la revitalisation de la religion est indéniable. En revanche, pour n'autoriser que trois partis politiques et refuser la notion même d'opposition, le régime éprouve d'autant plus de mal à établir des passerelles, dans une société en plein changement, entre les dirigeants et deux nouvelles catégories de gens : des classes moyennes urbaines émergentes et les exclus d'une forte expansion économique.

Les mauvaises habitudes de certains agents de l'ordre ne font que renforcer les frustrations. Déjà, le gouvernement a annoncé l'interdiction de traditions défilées à l'occasion de la campagne pour les élections générales, prévues le 31 mai 1997.

Jean-Claude Pomonti

Les Etats-Unis pourraient réduire leurs sanctions contre la Corée du Nord

WASHINGTON envisage de réduire les sanctions économiques à l'encontre de la Corée du Nord et d'augmenter son aide alimentaire à ce pays communiste, après les excuses présentées par Pyongyang pour l'incursion, le 18 septembre, des Samoa ou Niue le 31 en fin de journée vers Wallis-et-Futuna, Tonga ou la Nouvelle-Zélande pour passer, en quelques heures d'avion, du 31 décembre 1999 au 2 janvier 2000. Et éclipser ainsi totalement la panique millénaire.

Washington va examiner la question de l'aide alimentaire à la Corée du Nord « au cas par cas », en fonction de critères humanitaires. « Il n'est pas question de soulager tout ce qui est question de l'envoi d'une aide supplémentaire dans l'immédiat. Pyongyang participera à une réunion consacrée au projet de pourparlers de paix quadripartites entre les deux Corées, la Chine et les Etats-Unis, de son côté confirmé le secrétaire d'Etat adjoint Winston Lord. « Nous devons encore décider du lieu où se tiendra cette réunion conjointe, mais elle devrait avoir lieu dans quelques semaines ou plus tard », a précisé un haut responsable américain.

NORMALISATION

La Corée du Nord a officiellement fait part lundi de son intention de participer à une rencontre préparatoire sur cette question, par l'intermédiaire de l'agence nord-coréenne KCNA. Washington espère désormais progresser sur la voie d'une normalisation avec le difficile régime communiste, a affirmé un responsable américain, sous couvert de l'anonymat. Washington, qui maintient en Corée du Sud une présence de quelque 37 000 militaires et redoute les réactions d'un régime acculé économiquement, avait envisagé dès l'été 1996 un allègement de l'embargo et la livraison d'une aide alimentaire d'urgence à Pyongyang, mais l'incident du sous-marin avait gelé les discussions en ce

sens. La tenue d'une réunion préparatoire sur la proposition américaine/sud-coréenne de pourparlers quadripartites de paix dans la péninsule avait également été reportée.

Le président sud-coréen, Kim Young-sam, s'est déclaré satisfait des « progrès » nord-coréens. Dans un message au président Clinton, il a estimé que c'était la coopération étroite entre Séoul et Washington qui avait permis de les obtenir. « Nous continuerons à appeler la Corée du Nord à entamer le dialogue », a-t-il ajouté. La Chine a « salué les efforts des deux parties pour neutraliser les effets de l'incident du sous-marin dans la péninsule coréenne, améliorer leurs relations mutuelles et maintenir la paix et la stabilité dans la péninsule », a déclaré un porte-parole du ministère des affaires étrangères.

En Corée du Sud, la principale organisation syndicale a demandé mardi 31 décembre à ses adhérents de reporter au 11 janvier une grève projetée, levant ainsi la menace d'un débrayage des employés de banque samedi 4 janvier. La Fédération des syndicats coréens (FKTU), qui revendique 1,2 million d'adhérents, exige du gouvernement le retrait d'une loi visant à faciliter les licenciements, assouplir la durée du temps de travail et remplacer les grévistes. L'adoption de cette loi, jeudi, par le Parlement est à l'origine d'une série de grèves.

Lundi, la Confédération des syndicats coréens (KCTU, illégale) avait décidé de remettre les grèves au lendemain des fêtes du Nouvel An. Les deux groupements syndicaux revendiquent un total de 1,7 million d'adhérents dans les principaux secteurs industriels. « Nous allons lier les grèves aux négociations salariales, coopérer plus étroitement avec la Confédération coréenne des syndicats et d'autres organisations, poser les jalons d'un travail avec les partis d'opposition et combattre le Parti de la Nouvelle Corée [du président Kim Young-sam], lors des élections de l'an prochain », a indiqué un communiqué de la FKTU. (AFP, Reuters.)

Israéliens et Palestiniens ont accéléré les négociations sur le redéploiement à Hébron

Le médiateur américain déploie ses bons offices

Israéliens et Palestiniens avaient encore progressé, lundi 30 décembre, dans leurs négociations sur le redéploiement de Tsaïhal dans la ville

d'Hébron, en Cisjordanie, sans toutefois parvenir à conclure pour le Nouvel An. Les négociateurs reprendraient mardi les discussions.

Le coordonnateur américain des négociations, Dennis Riss, a rencontré séparément Benjamin Nétanyahou et Yasser Arafat.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Avec le retour dans la région du médiateur américain, Dennis Riss, Israël et l'Autorité palestinienne ont intensifié, lundi 30 décembre, les négociations pour parvenir à un accord sur Hébron, dans l'espoir, démenti une bonne dizaine de fois ces dernières semaines, que cette fois sera la bonne.

Dans un hôtel de Jérusalem, les négociateurs ont continué de plancher sur les aspects militaires du redéploiement de l'armée israélienne de la cité des Patriarches. Une source palestinienne a indiqué que les aspects civils de l'accord, pourtant réputés bloqués, et qui ont trait en particulier aux droits des Palestiniens de construire le long des axes empruntés par les colons, faisaient encore l'objet de discussions.

M. Riss a rencontré, lundi soir, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, avant de se

rendre à Gaza pour un entretien avec le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. « Nous avons fait certains progrès et nous allons continuer mardi matin nos entretiens », a déclaré le numéro deux de l'OLP, Mahmoud Abbas. Le médiateur américain a affirmé que l'entrevue avec M. Nétanyahou avait été « bonne », mais, a-t-il ajouté, « il reste du pain sur la planche ». Certaines sources n'excluaient pas qu'une rencontre ait lieu mardi entre MM. Nétanyahou et Arafat.

Cependant, M. Nétanyahou doit faire face dans son camp à une quasi-mutinerie de la part de ceux qui craignent que l'accord sur Hébron ne mette en danger la vie des colons juifs de cette ville et ne compromette des concessions significatives sur la poursuite des négociations avec les Palestiniens. La motion de censure introduite par le parti d'extrême-droite, Moledet, contre l'accord sur Hébron, a permis lundi de tester les rapports de forces au

sein de la coalition nationaliste religieuse (PNR) de M. Nétanyahou.

Bien qu'écartée par quarante-sept voix contre deux voix « pour » (celles des députés de Moledet) et trente-quatre abstentions, cette motion a montré la fragilité de la coalition sur la question d'Hébron. Arithmétique, le gouvernement aurait pu tomber, puisqu'une vingtaine de députés de la coalition, dont tous ceux du Parti national religieux (PNR) et quatre ministres - Rafail Eytan, Ariel Sharon, Ze'evoull Hammer et Itzhak Lévy - ont ostensiblement quitté la salle au moment du vote. Malgré les divisions au sein de la coalition et l'occasion de faire tomber le gouvernement, l'opposition a préféré s'abstenir.

« NOUS RESTONS À HÉBRON »

« Nous avons attendu encore et encore, mais en vain : nous avons bientôt découvert que (ce) gouvernement nationaliste n'est pas plus nationaliste que le précédent et peut-être pire que lui », a déclaré l'auteur de la motion de censure, le député de Moledet, Rehavam Zeevi. Un des abstentionnistes, le député du PNR, Saïl Yalhom, a expliqué : « Nous avons grand espoir que le gouvernement changera de comportement et reviendra à son programme et que le premier ministre reviendra à ses promesses d'avant les élections. Ainsi nous avons été absents (du vote) parce que nous ne voulons pas encore faire tomber le gouvernement ».

Test peu convaincant donc pour M. Nétanyahou, qui s'est engagé pour la première fois, lundi, à soumettre le futur accord sur

Hébron au vote de la Knesset, une fois qu'il aura été approuvé en conseil des ministres. Sept ministres sur dix-huit ont annoncé leur intention, soit de voter contre, soit de s'abstenir, a rapporté la télévision israélienne, en précisant que la liste n'est pas close. M. Nétanyahou a assuré une nouvelle fois que l'accord est « concrètement différent » et « bien meilleur » que celui négocié par le gouvernement travailliste, grâce à une série d'arrangements de sécurité ajoutés à l'accord initial.

« D'ailleurs, nous ne sortons pas d'Hébron : nous restons à Hébron, dans 20 % de la ville », a-t-il souligné. Le vice-premier ministre, Rafail Eytan, un des faucons de l'élite gouvernementale, a déclaré tout net qu'il voterait contre l'accord sur Hébron : « Il n'y a pas lieu de comparer les deux accords, l'ancien et l'actuel, il faut examiner, quant à leur substance, les problèmes de sécurité et je crains que la sécurité des colons dans le quartier juif ne soit sujette à des interrogations ». - (Interim.)

■ GAZA : un colon israélien a tué, lundi 30 décembre, un Palestinien, dans l'implantation juive de Kfar Darom, dans la bande de Gaza autonome. Selon des témoignages de colons, le Palestinien, qui avait pénétré par effraction dans l'implantation, avait attaqué un premier colon, qui avait appelé à l'aide. Un autre colon a ouvert le feu, tuant le Palestinien. La police israélienne a ouvert une enquête pour vérifier ces témoignages. D'après une source militaire israélienne, le Palestinien n'était pas armé. - (AFP)

Pas de grève générale pour le 31 décembre

Les syndicats israéliens ont abandonné un projet de grève générale pour mardi 31 décembre, donnant au gouvernement un jour de répit pour réviser son programme d'austérité, avant un vote sur le budget 1997. « Il n'y aura pas de grève mardi », a déclaré Amir Peretz, dirigeant de la puissante fédération syndicale Histadrout.

Celle-ci a déclenché la semaine dernière un mouvement de grèves qui est allé en s'amplifiant et aurait dû culminer avec une grève générale mardi, alors que le Parlement doit se prononcer par vote sur le budget 1997. M. Peretz a précisé que l'abandon du mot d'ordre de grève générale a été décidé après le rejet par le Parlement d'un projet de suppression d'une exemption fiscale en faveur des femmes actives. Selon la Histadrout, 283 000 employés du secteur public ont débrayé lundi, paralysant une grande partie de l'activité. Le ministre des finances, Dan Meridor, avait menacé, dimanche, de prendre des mesures contre les grévistes. - (Reuters.)

Les défenseurs des droits de l'homme estiment que l'amnistie accordée aux forces de l'ordre au Pérou constitue un brevet d'impunité

LIMA
de notre envoyé spécial

Francisco Soberon, directeur de l'Association pour la défense des droits de l'homme au Pérou (Aproeh), résume l'affaire de façon lapidaire : « 1995 aura été l'année de l'impunité ». Et par « impunité » il désigne l'amnistie générale accordée par le Congrès, le 14 juin 1995, aux membres des forces de sécurité et des fonctionnaires de l'administration civile qui, investis durant quinze ans dans la lutte contre le terrorisme, ont violé les droits de l'homme.

Le texte d'amnistie n'a pas fait de détails : il absout tous les militaires et policiers qui faisaient « l'objet d'une plainte, d'une enquête, d'une inculpation, d'un procès, d'une condamnation ». Aussitôt les poursuites ont été suspendues, les affaires pendantes classées et les rares militaires, en général de rang intermédiaire, qui purgeaient dans des conditions privilégiées des peines d'emprisonnement pour violations des droits de l'homme ont été immédiatement libérés.

Cette absolution unilatérale accordée à ceux qui furent impliqués dans les moments les plus noirs de la répression constitue, selon Francisco Soberon, « un élément qui permet de comprendre pourquoi le commando du MRTA est passé à l'action ».

Le Pérou n'est pas le Guatemala où la loi de réconciliation nationale qui accompagne la fin de la guerre civile ne seulement s'applique aux deux parties, mais aussi ne couvre pas les délits de droits communs qui ne sont pas directement liés au conflit armé. Un juge d'instruction ayant eu le tort d'estimer que l'amnistie ne s'appliquait pas au massacre d'un quartier de Lima, le Barrios Altos, où, en novembre 1991, douze hommes, trois femmes et un enfant avaient été massacrés, le texte a été aussitôt renforcé par une disposition qui interdit au pouvoir judiciaire de statuer sur la légalité ou le champ d'application de la loi d'amnistie. Désormais, le juge n'a plus qu'à obéir.

Général de division à la retraite et stratège de la lutte antiterroriste sous l'ancien président Alan García, Jarama Sincio juge le texte d'amnistie « indécent ». Pour lui, il n'y a aucun doute : l'amnistie à la péruvienne couvre des affaires qui ne relèvent pas d'opérations militaires. « L'exécution de la Cantuta, où neuf étudiants et leur professeur accusés d'appartenir au Sentier lumineux ont été enlevés torturés et assassinés, n'aura jamais d'épilogue, explique-t-il. Tout le monde au Pérou sait que ce massacre a été perpétré par un commando du groupe Colina. Ce n'était pas une opération militaire, mais une opération clandestine. » Lui aussi estime que ce type d'injustice explique partiellement l'action de « groupes terroristes comme celui du MRTA, à l'ambassade du Japon ».

« LES RAISONS DE LA VIOLENCE » Dans les communiqués et les déclarations qu'il a pu faire depuis la prise de l'ambassade du Japon, le chef du commando, Nestor Cerpa, n'a d'ailleurs pas manqué d'évoquer le sort réservé à ses militants emprisonnés qui, eux, ne bénéficient d'aucune clémence.

« La logique du gouvernement Fujimori a été celle d'une pacification de type militaire », commente Francisco Soberon. D'une cer-

taine façon, les chiffres plaident en faveur du président Fujimori qui, grâce à l'arrestation des principaux dirigeants des groupes armés (Sentier lumineux et MRTA) et à l'adoption de procédures judiciaires d'exception, a réussi à faire passer le nombre de morts liés à la violence politique de 3400 en 1990 à 520 en 1995. Mais il manque à cette politique un autre volet, « une approche qui, comme le dit Edgardo Caceres, de l'Aproeh, aurait fait de la réconciliation un autre élément de la lutte et une vision qui aurait pris en compte les raisons de la violence ».

Le gouvernement d'Alberto Fujimori avance que la loi d'amnistie est équilibrée par la loi du repentir, qui octroie remises de peine et amélioration des conditions de détention. « C'est totalement faux », répond Francisco Soberon. Cette loi est une loi de délation qui a envoyé plus de 1 200 innocents en prison. Le cas d'un médecin, Salvador Caro, illustre parfaitement les dérives de cette législation. « Réquisitionné » par le Sentier lumineux pour soigner un blessé, il a plus tard été dénoncé pour « complicité active de terrorisme et trahison », et condamné à vingt ans de prison. Pris en charge par les défenseurs de droits de l'homme, son cas a été transmis à la commission spéciale (que préside le « défenseur

du peuple » Jorge Santistevan) chargée d'examiner le sort des personnes injustement condamnées. Gracié, puis libéré après un mois de prison, il a été exclu de l'hôpital où il travaillait depuis vingt-quatre ans. Aujourd'hui, il cherche un emploi en tentant d'oublier ce cauchemar. Depuis quatre mois, seules cent dix autres personnes ont pu bénéficier d'une mesure de grâce identique.

A la situation épouvantable des prisonniers détenus pour « terrorisme » s'ajoute la corruption à l'intérieur de la police et de l'armée. Les disparitions de détenus sont fréquentes et, estime Francisco Soberon, « l'usage de la torture demeure systématique ». D'une façon plus générale, les défenseurs des droits de l'homme s'émouvent de la dérive qui tend à gérer les conflits sociaux à l'aide de procédures d'exception normalement applicables aux crimes et délits liés au terrorisme. « En fait, estime Ricardo Lettes, un militant de la gauche radicale, si les services de renseignement (SIN) ont été complètement inefficaces lors de l'assaut contre l'ambassade du Japon, c'est parce qu'ils ont été surpris. Ils n'ont rien vu venir parce qu'ils sont plus préoccupés par la surveillance des opposants politiques et des militants syndicaux que par celle des terroristes. »

Edgardo Caseres, analyste de l'Aproeh, constate que, si le Sentier lumineux et le MRTA ont été défaits militairement, « le gouvernement n'a pas pour autant détruit l'idéologie qui les a produits, parce qu'il ne s'est jamais attaqué aux causes de la violence armée ». La solution passe, selon lui, par la constitution d'une commission qui examinerait les crimes commis par tous les protagonistes : l'armée, les forces de l'ordre, le Sentier lumineux, le MRTA. Faute de quoi ce qui s'est passé avec l'assaut contre l'ambassade du Japon peut se reproduire demain, « dans un mois ou dans un an ».

Alain Abellard

Une bombe explose à l'ambassade du Pérou en Grèce

L'ambassade du Pérou à Athènes a été la cible, lundi 30 décembre, d'un attentat à la bombe qui a fait un blessé léger. L'explosion a été revendiquée par la formation de guérilla combattante (AMS) en signe de sa « solidarité avec le commando guévariste » du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA). Ce dernier détient toujours 83 otages dans les locaux de l'ambassade du Japon à Lima. L'engin, qui a fait d'importants dégâts matériels, avait été placé devant l'entrée de l'immeuble. Le blessé est une passante, touchée par des gravats tombés au moment de l'explosion. Dans un appel au quotidien *Eleftherotipia* (socialiste indépendant) et à la radio privée athénienne SKAI pour prévenir de l'explosion imminente, un correspondant anonyme a déclaré : « la façon dont sont détenus dans les prisons péruviennes les membres du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru ». Le représentant en Europe du MRTA, M. Isaac Velazco, a formellement condamné l'attentat. « Cette action pourrait donner au gouvernement de M. Fujimori le prétexte à une intervention armée », a-t-il estimé. - (AFP)

Libération conditionnelle de deux opposants en Tunisie

TUNIS. Deux dirigeants de l'opposition, condamnés à des peines de prison, ont bénéficié lundi 30 décembre d'une mesure de libération « conditionnelle », ont annoncé leurs avocats. Mohamed Mouda et Khémal Chamari, respectivement ancien président et membre du bureau politique du Mouvement des démocrates socialistes (MDS, opposition légale), ont bénéficié de mesures d'élargissement sous condition, pour raisons « humanitaires ». M. Mouda, universitaire de cinquante-huit ans, arrêté en octobre 1995, a été condamné en février 1996 à onze ans de prison pour « intelligences avec un Etat étranger », la Libye. M. Chamari (cinquante-trois ans), a été condamné en juillet 1996 à cinq ans de prison pour « divulgation du secret de l'instruction » dans l'affaire Mouda. Selon les avocats, l'application de la peine est suspendue et la perte des droits civiques maintenue. Le 14 décembre, une mesure de libération « conditionnelle » a été prise en faveur de l'avocat militant des droits de l'homme Néjib Hosni qui purgeait un peine de huit ans de prison. - (AFP)

Le bilan des attentats du 29 décembre en Algérie s'est alourdi

LES ATTENTATS à la bombe et le massacre de civils, perpétrés dimanche 29 décembre en Algérie, ont fait 43 morts et 64 blessés, selon les bilans publiés lundi par la presse. L'attentat à la bombe contre un café dans la banlieue d'Alger et au massacre de civils à Ain Defia, à 150 km au sud-ouest d'Alger (Le Monde du 31 décembre) s'ajoutent, selon les journaux, deux attentats à la bombe à Zeddine, près d'Aïn Defia et à Koléa, à 40 km à l'ouest d'Alger. A Zeddine, ce sont huit villageois qui ont été tués lorsque la remorque d'un tracteur qui les transportait a sauté sur une bombe lancée à leur passage par un groupe armé, d'après le quotidien *Liberté*. Dix employés d'une limonade ont été blessés sérieusement à Koléa par l'explosion d'une bombe au passage de leur véhicule de transport, a indiqué le journal *El Watan*. Les autorités ont d'autre part interdit la tenue d'un rassemblement de l'opposition prévu jeudi à Alger, après l'avoir autorisé dans un premier temps. - (AFP)

Zaire : référendum constitutionnel en février, élections générales en mai

KINSHASA. Le maréchal Mobutu a promulgué par ordonnance la loi portant organisation d'un référendum constitutionnel au Zaire, a indiqué ce week-end la télévision nationale. Selon le calendrier électoral de la Commission nationale des élections (CNE), le référendum qui marquera l'avènement de la III^e République devrait avoir lieu au mois de février 1997, les élections législatives et présidentielle en mai. La loi et le texte référendaire avaient été adoptés en août dernier par le Haut Conseil de la république parlementaire de transition (HCR/PT). Le projet de constitution qui sera soumis à référendum prévoit un Etat fédéral doté d'un régime parlementaire à deux chambres. - (AFP)

Evasion de quatre prisonniers chiliens d'extrême gauche

QUATRE MILITANTS de l'organisation d'extrême gauche Front patriotique Manuel Rodriguez, dont deux condamnés à perpétuité pour leur responsabilité dans l'assassinat, en 1991, du sénateur Jaime Guzman (l'un des idéologues du régime du général Pinochet), ont réussi, lundi 30 décembre, à s'évader à l'aide d'un hélicoptère d'un pénitencier de haute sécurité de la capitale chilienne. Une échelle de corde a été lancée, à laquelle se sont suspendus les prisonniers. Les gardiens ont ouvert le feu et l'un des occupants de l'appareil a répliqué à l'arme automatique. L'hélicoptère s'est posé quelques minutes plus tard dans un parc au sud-est de la capitale. Ses occupants ont disparu à bord d'une voiture. Des fusils d'assaut et des engins explosifs ont été retrouvés à l'intérieur de la voiture abandonnée. - (AFP)

Remaniement inconfortable pour les sociaux-démocrates au Danemark

COPENHAGUE. La défection de deux ministres centristes-démocrates a obligé le premier ministre danois, Poul Nyrup Rasmussen, à procéder à un remaniement de son gouvernement, qui comprend désormais 15 ministres sociaux-démocrates et 4 centristes du Parti radical. Minoritaire, ce gouvernement devra jongler au Parlement entre ses anciens alliés, pro-européens, qui lui monnaieraient leur appui, et deux formations de gauche ouvertement anti-européennes, qui lui apportent un soutien critique. Le petit Parti centriste-démocrate avait estimé le 20 décembre ne plus pouvoir siéger au sein d'un gouvernement devenu, à ses yeux, trop « dépendant » d'une gauche qui lui avait fait payer au prix fort l'adoption de la loi de finances 1997. Dans une année cruciale en raison du calendrier européen (réforme des institutions, monnaie unique), qui doit déboucher au Danemark sur un nouveau référendum, la position de M. Rasmussen, reconduit à la tête du gouvernement après les législatives de 1994, paraît inconfortable. Profondément divisé sur les questions européennes, son parti est désormais devancé dans les sondages par les libéraux. - (AFP)

EUROPE

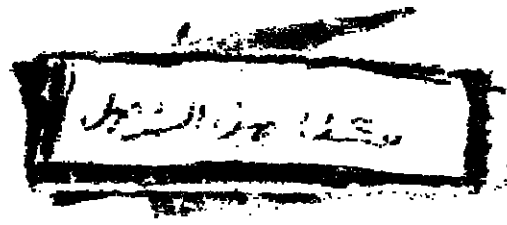
■ BULGARIE : le Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste) a annoncé lundi 30 décembre qu'il désignera le 10 janvier son candidat au poste de premier ministre à la suite de la démission le 21 décembre dernier de Jan Videxov. Le nouveau gouvernement sera présenté au parlement le 15 ou 16 janvier.

PROCHE-ORIENT

■ ARABIE SAOUDITE : les installations américaines ont été placées en état d'alerte maximum, dimanche 29 décembre, après de nouvelles menaces d'attentats, a indiqué l'ambassade américaine à Riyad évoquant « des rapports non vérifiés faisant état de la possibilité de nouvelles attaques contre les intérêts américains en Arabie saoudite ». - (AFP)

■ YEMEN : les touristes détenus en otages par une tribu yéménite depuis jeudi sont de nationalité polonaise et non pas néerlandaise comme il avait été précédemment indiqué, a affirmé, dimanche 29 décembre, un diplomate polonais à Sanaa. Selon lui, des négociations se déroulent pour obtenir la libération des cinq otages concernés. - (AFP)

■ LIBAN : sept des onze opposants chrétiens encore détenus dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre un minibus syrien le 18 décembre ont été libérés, lundi 30 décembre. Parmi eux figure un militant des droits de l'homme, Wafiq Khali. Deux autres personnes arrêtées, dont le journaliste Pierre Atallah, ont été déferées au parquet militaire à propos de « la distribution de tracts » antisémites. La France a souligné que « les autorités libanaises fassent toute la lumière » sur les accusations de violations des droits de l'homme consécutives aux arrestations. - (AFP)



FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 1^{er} JANVIER 1997

5

CORSE M^{re} Marie-Hélène Mattei, principale avocate du FLNC-canal historique, bras armé d'A Cuncoita nazionalista, a été interrogée lundi 30 décembre par le juge antiterror-

iste Jean-Louis Bruguière. M^{re} Mattei est incarcérée depuis le 18 décembre, ainsi que son compagnon François Santoni, secrétaire national d'A Cuncoita. Tous deux sont

mis en cause, accusés de tentative d'extorsion de fonds, dans l'affaire dite du golf de Sperone, en Corse-du-Sud (Le Monde des 17 et 19 dé-

cembre). L'AVOCATE et le PDG de la société SA Golf de Sperone, Jacques Dewez, maintiennent deux versions différentes de l'entretien qu'ils ont eu à Paris le 10 décembre.

De nouvelles confrontations sont prévues. SUR L'ILE, l'emprisonnement des deux dirigeants n'a pas suscité de grandes manifestations de solidarité.

M^{re} Mattei évoque une manipulation dans l'affaire du golf de Sperone

L'avocate du FLNC-canal historique, incarcérée depuis le 18 décembre a été entendue lundi 30 décembre par le juge Bruguière. Contestant la plainte pour tentative d'extorsion de fonds déposée par le PDG du golf, elle tente d'accréditer la thèse d'une machination

LES DEUX THÈSES qui s'opposent dans l'affaire dite du golf de Sperone - « une affaire carrée d'extorsion de fonds, suite d'explosion », selon les responsables de l'enquête ouverte après la plainte du PDG de la société gérant ce complexe touristique de Corse-du-Sud, une machination, selon les nationalistes écroués - se sont exprimées ces derniers jours dans le bureau du juge Jean-Louis Bruguière.

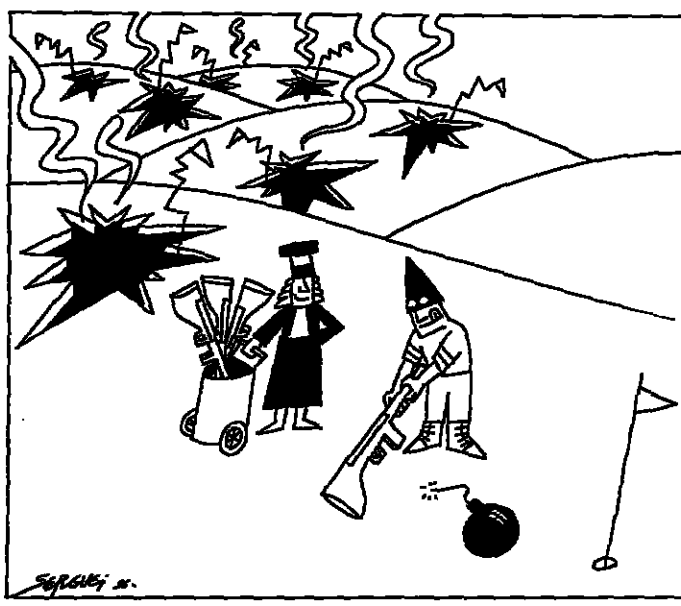
Interrogée lundi 30 décembre, par le magistrat antiterroriste, Marie-Hélène Mattei, la principale avocate du FLNC-canal historique, a prétendu être l'objet d'une manipulation qui l'a conduite en prison en même temps que son compagnon, François Santoni, secrétaire national d'A Cuncoita, vitrine légale de l'organisation clandestine. Entendu le 27 décembre, le PDG de la société, Jacques Dewez, a maintenu ses accusations.

L'avocate et le PDG gardent en mémoire le rendez-vous qu'ils ont eu le 10 décembre à Paris, au siège parisien de la SA Golf de Sperone, mais leurs versions diffèrent. Selon l'homme d'affaires, M^{re} Mattei lui a annoncé la venue d'un intermédiaire qui devait se présenter à lui sous un

pseudonyme. Le lendemain, M. Dewez a découvert que « Monsieur Gulliver » était le restaurateur corse André-Noël Filippeddu, qui lui réclamait 4 millions avant Noël au nom du FLNC, demande confirmée par M. Filippeddu.

Le PDG lui a opposé une fin de non-recevoir. Campant sur ses positions devant le juge Bruguière, M. Dewez a ajouté qu'il avait cherché à joindre M^{re} Mattei, sur son téléphone portable, avant le rendez-vous avec « Gulliver » : au bout du fil, une voix masculine lui a confirmé qu'il s'agissait bien de l'émissaire annoncé. Le PDG a aussi indiqué qu'il connaissait de longue date M. Filippeddu et qu'il se trouvait par hasard, le 9 décembre, dans le même avion sur la ligne Figari-Marseille, mais qu'ils ne s'étaient pas parlés au cours du vol.

M^{re} Mattei affirme, elle, que l'entretien avec M. Dewez a seulement porté sur le règlement d'un précédent dossier pénal à propos de l'attaque du golf de Sperone, le 18 octobre 1994, par un commando du FLNC. Quatorze activistes avaient été arrêtés, les armes à la main, et des coups de feu avaient été



échangés avec les forces de l'ordre. C'est pour assurer le suivi de leur défense que M^{re} Mattei dit avoir rencontré M. Dewez, partie civile dans cette première affaire. En présentant cette version, l'avocate reconnaît

avoir enfreint la déontologie de sa profession, qui interdit à un défenseur de rencontrer une partie civile opposée à ses clients.

Dans sa défense devant M. Bruguière, M^{re} Mattei renvoie à un passé

récent où le traitement des affaires corse devait sans doute autant à une gestion politique globale du dossier qu'au code de procédure pénale. Après avoir été écroués par le juge d'instruction Laurence Le Vert, les quatorze militants « historiques » avaient progressivement été remis en liberté - malgré les coups de feu tirés - à la demande de M^{re} Mattei. Au printemps 1995, un seul restait en prison. Pour obtenir sa libération, l'avocate avait alors besoin de s'assurer d'une attitude conciliante de la direction du golf. Elle était donc entrée en contact avec l'avocat de la partie adverse, M^{re} Erich Ravinetti. Le 5 mai 1995, ce dernier lui avait envoyé un courrier à l'adresse de son cabinet.

Versé à la procédure, ce document se présente comme un projet d'accord entre la société de M. Dewez et le Canal historique. Le courrier de M^{re} Ravinetti indique que la partie civile ne fera « plus aucune difficulté » pour la demande de mise en liberté du dernier des nationalistes écroués par le juge Le Vert.

En contrepartie, le courrier pose plusieurs conditions : que le Canal historique reconnaisse que la SA

Golf de Sperone n'est pas une entreprise visant à « blanchir de l'argent sale » ; qu'il s'engage à renoncer à toute action « contre la société et à maîtriser complètement ses groupuscules, et en particulier celui de Figari qui a pris l'initiative de l'attentat du 18-20 octobre 1994 » ; que l'organisation clandestine s'engage enfin, par communiqué de presse, à annoncer qu'elle n'a « aucun grief » contre la société et M. Dewez. Partiellement adressée en retour à son confrère, M^{re} Mattei s'est dite « fort surprise » de ce courrier paraissant adressé au FLNC-canal historique, ce qui constitue à ses yeux une démarche inavouable, « ou pire, une manipulation ».

Mais certains faits sont têtus : quelques heures après l'explosion ayant souillé le golf de Sperone, le 12 décembre, un communiqué authentifié du FLNC-canal historique avait revendiqué l'attentat. Une prochaine confrontation entre le PDG et l'avocate, ainsi que l'audition des autres personnes mises en examen, doit tirer au clair les contradictions entre leurs deux versions.

Erich Inciyan

Attentat contre le conseil général de Haute-Corse

Une explosion a endommagé, dans la nuit du lundi 30 au mardi 31 décembre, des locaux du conseil général de Haute-Corse à Biguglia, près de Bastia. Les élus de la chambre de commerce et d'industrie de la Corse-du-Sud ont exprimé, lundi, « leur soutien sans faille à leurs collègues, et particulièrement à leur président, Paul Natali », menacé de mort par Fronte Ribello.

Gérard Tréneux, président de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie, a demandé aux élus consulaires de Haute-Corse, qui ont menacé de donner leur démission par solidarité avec M. Natali, de « rester à leur poste, malgré cette violence, afin de contribuer au retour de la sérénité dans l'île ». Il les assure du « soutien massif et déterminé » des élus consulaires nationaux.

Lundi, le FLNC-canal historique a revendiqué trois attentats récents, dont les mitraillages des gendarmeries de Figari et Zicavo.

OUVERTE avec la conférence de presse de Tralonca, dans la nuit du 11 au 12 janvier, au cours de laquelle le FLNC-canal historique (bras armé d'A Cuncoita nazionalista) avait annoncé, dans un grand déploiement d'hommes armés et encagoulés, l'ouverture d'un « processus de paix », aujourd'hui interrompu. L'année s'achève avec l'interrogatoire par la justice de Marie-Hélène Mattei, compagne de François Santoni, tous deux détenus depuis le 16 décembre. Ces deux épisodes illustrent le passage, du côté de l'Etat, d'une politique de « dialogue et de fermeté », qui n'aura eu que quelques mois pour tenter de produire ses effets, à une action centrée sur la répression.

C'est pourquoi 1996 aura été l'année des doutes et des occasions manquées. Année des espoirs déçus, parce que les nationalistes, y compris les plus durs, ceux du Canal historique et d'A Cuncoita, partageaient, au début de l'année, la lassitude générale en Corse vis-à-vis de la violence et étaient sans doute prêts à saisir toute occasion d'une « sortie honorable ». Année des doutes, parce que ni le gouvernement ni les nationa-

listes n'ont joué franc jeu. Les nationalistes corse ne raisonnent, dans leurs rapports avec l'Etat, qu'en termes de rapport de forces, qu'ils tentent de construire par des moyens légaux, mais aussi - et c'est tout le problème - par le recours à la violence. Pendant toute la durée du « processus de paix », le FLNC-canal historique n'a pas pu s'empêcher de continuer à jouer sur les deux tableaux, même si l'arrêt des attentats contre les services de l'Etat et les collectivités locales a été effectif pendant plusieurs mois. Ce mouvement a ainsi dans une situation impossible ceux qui tentaient d'explorer la voie du dialogue, au milieu du scepticisme général : au premier chef Jean-Louis Debré, le ministre de l'Intérieur.

Cette ambiguïté s'est illustrée à Tralonca, où les pouvoirs publics ont laissé se dérouler une démonstration qui était partie intégrante du processus alors en cours. Dès ce jour-là, les nationalistes n'ont pas tenu une parole de leur parole : il est très probable que l'accord conclu, officieusement, ne prévoyait pas une telle démonstration de force armée. Quant au message qu'entendaient faire passer les nationalistes, il devait s'agir d'une sorte d'« adieu aux armes », avec des allures de « fête ». Au lieu de cela, évidemment, l'opinion stupéfaite n'a retenu que

l'image menaçante de ce déploiement d'armes de guerre et d'hommes encagoulés sur le territoire de la République.

L'Etat, lui aussi, a eu recours au double langage, jusqu'à ce que la ligne « dure » d'Alain Juppé s'impose de façon apparentement définitive. Au surplus, il est revenu sur sa parole - même si elle avait été donnée dans des conditions très spéciales - en entamant des poursuites quelques mois après l'arrêt de la conférence de presse de Tralonca.

UN SUCCÈS POLICIER

Aujourd'hui, la mise « hors circuit » de deux des têtes du nationalisme semble bien, malgré quelques zones d'ombre, constituer le premier succès policier spectaculaire qu'attendait le gouvernement, mais il ne fera pas cesser dans l'immédiat les activités du Canal historique, au contraire. On a souvent frôlé, au cours des attentats de ces dernières semaines, la bavure mortelle, et personne n'a été à l'abri d'une nouvelle escalade. De toute façon, le démantèlement du Canal historique ne suffirait sans doute pas, à lui seul, à régler de façon durable le problème de la violence en Corse.

Depuis juillet, le premier ministre a renoué avec une vision de l'action de l'Etat

en Corse qui était, grosso modo, celle des ministres de l'Intérieur de la droite au pouvoir dans les années 70 : le nationalisme n'est pas un affaire politique, mais relève du seul maintien de l'ordre des lois qui s'exprime par la violence. Pour le reste, le problème corse est surtout d'ordre économique.

Cette voie a toujours conduit à l'échec. M. Juppé sera-t-il le premier à réussir en l'empruntant ? La double interpellation de décembre n'a pas provoqué de grands mouvements de solidarité sur l'île, un peu comme si la page d'une génération du nationalisme, incarnée par les deux dirigeants incarcérés, était déjà en train de se tourner. L'île est lasse, écœurée par les dérives de ceux qui avaient porté beaucoup d'espoirs, impatiente de retrouver des repères et un avenir. Mais le renouveau n'est probablement pas pour demain et ne prendra pas forcément la forme que beaucoup attendent sur le continent. Ne serait-ce que parce que les idées qui avaient nourri le nationalisme semblent toujours emporter l'adhésion, ou au moins la sympathie, d'une part non négligeable de la population insulaire. Voir d'une majorité chez les plus jeunes.

Jean-Louis Andreani

Le Conseil constitutionnel corrige la loi de finances en faveur des célibataires et des divorcés

LA LOI DE FINANCES pour 1997, publiée au Journal officiel mardi 31 décembre, a franchi, la veille, l'ultime étape de sa longue procédure : le Conseil constitutionnel, saisi comme par opposition - en l'espèce les députés socialistes - en a validé l'essentiel.

Le gouvernement s'est seulement fait « taper sur les doigts » pour avoir tenté de mieux traiter les veufs que les divorcés et les célibataires. La disposition budgétaire qui avait soulevé le plus de critiques, l'instauration d'une partie de la « soult » versée par France Télécom, a été,

elle, facilement acceptée. Désireux de simplifier la fiscalité, Alain Juppé et le ministre de l'Economie et des Finances, Jean Arthuis, avaient décidé de faire disparaître ou d'atténuer plusieurs des avantages fiscaux accordés aux contribuables dans certaines situations. Ainsi, le bénéfice du système du quotient familial pour les divorcés ou célibataires ayant élevé un ou plusieurs enfants avait été réduit par rapport à la situation antérieure, mais inchangé pour les veufs. Les députés socialistes dénonçaient une « rupture d'égalité ». Dans son mémoire en

défense, le gouvernement a fait valoir qu'il s'agissait de tenir compte de « la spécificité du veuvage », en conformité avec un « particularisme traditionnel en droit fiscal ».

« SITUATION IDENTIQUE »

Le Conseil constitutionnel ne l'a pas admis. Fidèle à sa jurisprudence, il explique que, « si le principe d'égalité ne fait pas obstacle à ce que le législateur décide de différencier l'octroi d'avantages fiscaux, c'est à la condition que celui-ci fonde son appréciation sur des critères objectifs et rationnels en fonction des buts qu'il

se propose ». Or, le Conseil considère que « les contribuables veufs, divorcés ou célibataires ayant élevé un ou plusieurs enfants sont placés dans une situation identique ». Faire perdre à certains d'entre eux un avantage fiscal que d'autres conserveraient est donc contraire à la Constitution.

Concrètement, le code général des impôts est rédigé de telle sorte que les célibataires et divorcés ayant élevé un enfant vont bénéficier du même plafond du quotient familial que les autres contribuables. Le Conseil estime toute-

fois que, même si les recettes de l'Etat vont en être légèrement diminuées, cette correction ne remet pas en question l'article d'équilibre de la loi de finances ; un calcul contraire l'aurait obligé à annuler tout le budget.

Les députés socialistes voyaient en outre dans le prélèvement de 40 % sur la trésorerie des organismes collecteurs des fonds de la formation professionnelle une mise en cause du droit des syndicats, reconnu par la Constitution, de participer à la détermination des conditions de travail des salariés. Le Conseil, tout en reconnaissant que la formation en alternance est gérée paritaire, estime que cette contribution, « eu égard à son assiette et à son taux », ne porte pas atteinte à ce principe. De même, il

considère que l'utilisation de la « soult » de France Télécom ne porte pas tort à la « sincérité » du budget, puisque son produit n'est pas affecté à une dépense particulière.

Le Conseil juge, enfin, que la création d'un « fonds spécifique pour les journalistes », destiné à compenser en partie la suppression progressive de leur déduction supplémentaire pour frais professionnels, n'est pas un « cavalier » budgétaire, car « il résulte des travaux préparatoires [les déclarations des ministres devant le Parlement] que cette disposition est destinée à avoir des effets financiers sur le budget de l'Etat ». Obligation est faite, du même coup, au gouvernement de tenir sa promesse.

Thierry Bréhier

Les anciens de la guerre d'Espagne auront droit à la carte du combattant

LA PARTIE la plus droite de la majorité n'a pas réussi à atténuer la portée symbolique du transfert des cendres d'André Malraux au Panthéon. Pour accompagner cet hommage de la nation, Jacques Chirac tenait à ce que les Français ayant combattu dans l'armée républicaine espagnole bénéficient des avantages accordés aux anciens combattants.

Le gouvernement avait inscrit cette disposition dans le collectif budgétaire de la fin 1996. Cette volonté a été contestée devant le Conseil constitutionnel par un groupe de députés francs-tireurs, mené par Jean-Louis Beaumont

(UDF, Val-de-Marne). Non sans mal, les présidents des groupes RPR et UDF de l'Assemblée nationale ayant rappelé les uns et les autres à la discipline majoritaire (Le Monde du 26 décembre).

La situation en est devenue fort complexe pour le Conseil constitutionnel. Il avait bien été saisi, comme il convient, par plus de soixante députés, mais certains s'étaient contentés d'un simple fax et d'autres avaient écrit pour annuler leur signature figurant à la fin de la lettre de M. Beaumont. D'autres signataires, il est vrai, étaient venus s'ajouter après les rappels à l'ordre des « patrons » de leurs groupes.

Devant cette première, le Conseil s'est fixé une règle de conduite. Comme le Conseil d'Etat et la Cour de cassation, il n'a pas admis les télécopies non confirmées par une lettre. En revanche, il a refusé de tenir compte des « retraits ». Au bout du compte, il restait soixante et une signatures valables, dont dix-sept de députés RPR.

Sur le fond, le Conseil a constaté que la loi de la III^e République créant la carte du combattant renvoyait à un règlement le soin de fixer les conditions à remplir pour y avoir droit. Avoir combattu « dans des troupes françaises » ne peut

donc être considéré comme un « grand principe de la République », comme l'affirmaient les requérants.

Mais, pour donner raison à M. Péricard et à M. de Robien, qui redoutaient que tout le collectif soit soumis à un contrôle sourcilieux, le Conseil a annulé deux de ces dispositions (l'une sur l'agence nationale d'accréditation en santé, l'autre sur la Polynésie française) pour n'avoir pas leur place dans une loi de finances. L'appel aux gardiens de la Constitution n'est jamais sans risque.

Th. B.

«UN MÉCANISME MONÉTAIRE AVEC L'EURO CONSTANT» MOYEN D'UNE POLITIQUE DE RELANCE

Proposé par le «Centre Joffroy pour la Réflexion Monétaire» (fondé en 1974) 88 bis rue Joffroy d'Abbas 75017 Paris P.U.F. - 125 pages - 100 Frs En vente en librairie

Condensé en 6 pages sur demande. Tél.: 01 46 22 10 50

BANLIEUE Les mesures d'exonération de charges sociales et fiscales concernant les entreprises implantées dans les quarante-quatre zones franches urbaines créées en France

- 38 en métropole, 6 dans les DOM - entrent en vigueur le 1^{er} janvier. Le principe de ces allègements de charges, destinés à favoriser l'emploi, a été largement approuvé. ● MAIS

UNE POLEMIQUE se développe à propos du périmètre des zones franches : plusieurs élus - en particulier de Montpellier et de Strasbourg - dénoncent l'incohérence des tracés retenus par le

gouvernement. Ils dénoncent le traitement de faveur accordé à Bordeaux, la ville du premier ministre Alain Juppé. ● À MANTES-LA-JOLIE, de nombreuses entreprises envisagent de

s'installer dans la zone franche du Val-Fourré. Avec enthousiasme ou par nécessité. A quelques kilomètres de là, d'autres patrons redoutent une « concurrence déloyale ».

Les mesures d'aide à l'emploi dans les zones franches entrent en vigueur

De nombreux élus critiquent le manque de cohérence des quarante-quatre périmètres retenus par le gouvernement, en métropole et dans les DOM. Bordeaux, la ville du premier ministre, Alain Juppé, aurait bénéficié d'un traitement particulièrement bienveillant

LA PREMIÈRE FOIS, Jean-Claude Gaudin n'a rien dit. Il a laissé le sénateur (UDF) du Bas-Rhin Daniel Hoeffel s'interroger tout haut sur « la cohérence du tracé des zones franches ». En ce 18 décembre, à douze jours du démarrage réel des quarante-quatre zones franches urbaines (trente-huit en métropole, six dans les DOM), trois cents personnes s'étaient pressées dans les salons du ministère de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, pour participer à leur présentation officielle. Alors, même si le doute de M. Hoeffel avait valeur d'affront, le linge sale de l'UDF se laverait plus tard, en famille...

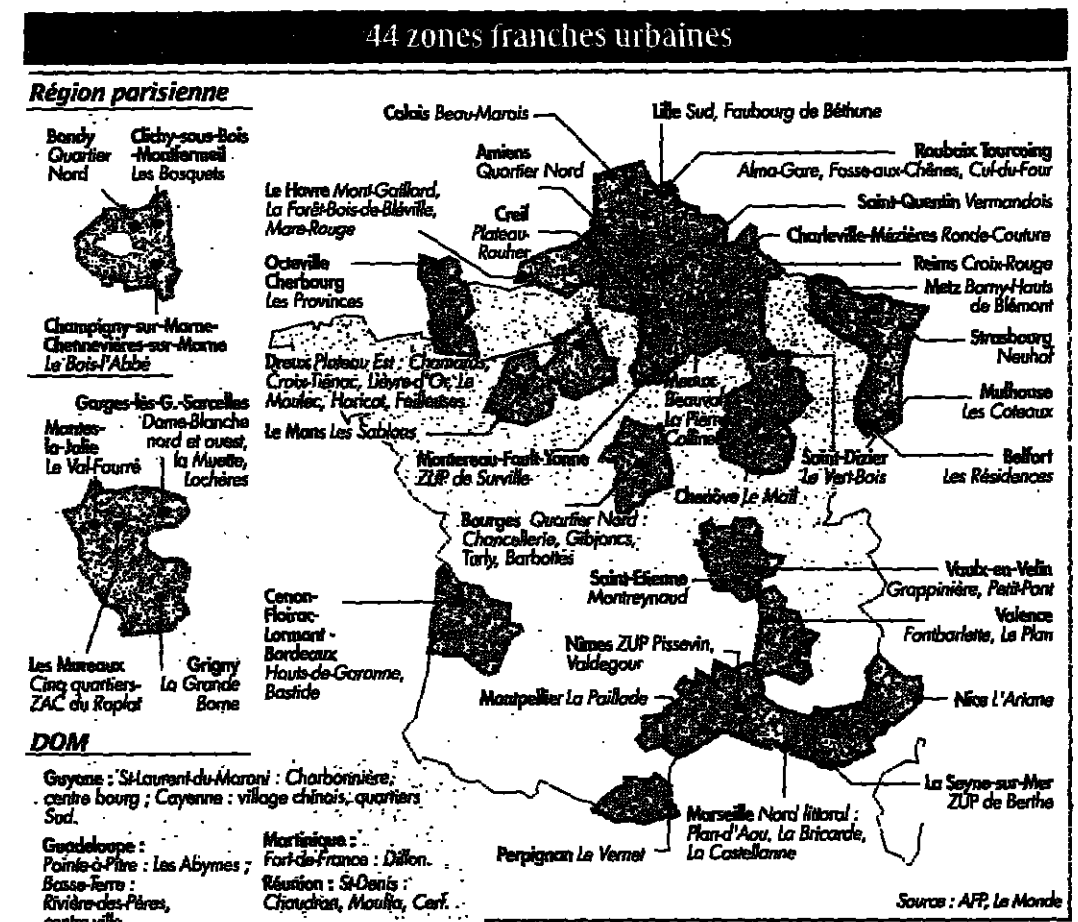
André Vézinet, sénateur socialiste de l'Hérault, a pris à son tour la parole : « Les habitants de Montpellier espèrent une zone de développement économique. Or vous supprimez le pôle le plus actif du quartier de La Paillade. Je me demande où est la cohérence... » Une troisième main s'est levée, celle de Jean-Claude Petitdemange, adjoint au maire (PS) de Strasbourg : « Je voudrais comprendre quelle est la logique de... » Non !, a presque crié Jean-Claude Gaudin. Les périmètres sont actuellement examinés par le Conseil d'Etat. Nous ne les changerons pas.

Ces quelques minutes d'incidents au milieu d'une longue cérémonie consensuelle résumant bien l'ambiance qui a entouré l'élaboration des zones franches urbaines. Pendant un an, en effet, Jean-Claude Gaudin et Eric Raoult n'ont cessé de se féliciter du vent d'harmonie qui soufflait sur ce projet. Les vieilles dignités politiques avaient volé en éclats, juraient-ils, et, du Parti communiste français au RPR, tout le monde était content. A Bruxelles, le gouvernement avait obtenu l'accord de la communauté

européenne pour les trente-huit sites les plus sensibles, sélectionnés en France métropolitaine. Alors que les mesures d'exonération de charges sociales et fiscales entrent en vigueur le 1^{er} janvier, et que les décrets d'application définissant les périmètres ont été publiés samedi 28 novembre au Journal officiel, le gouvernement a gagné son premier pari. Le principe d'un allègement de charges destiné à favoriser l'emploi n'a pas trouvé de solide détracteur, pas plus d'ailleurs que la nécessité pour les entreprises concernées de recruter au moins 20 % des salariés dans la zone.

DÉCOUPAGES CONTROVERSÉS
Le PCF a certes dénoncé le « cadeau » fait aux patrons, mais, sur le terrain, aucune des six mairies communistes pressenties n'a refusé de bénéficier du label « zone franche urbaine ». La délégation interministérielle à la ville (DIV) ayant pris soin de choisir les sites en fonction de « critères objectifs » (taux de chômage, taux de chômage des jeunes, taux de non-diplômés, proportion de jeunes dans le quartier, potentiel fiscal), les reculs n'ont pas trop protesté. D'autant que, au-delà des trente-huit zones franches, trois cent cinquante « zones de redynamisation urbaine » bénéficient également d'allègements fiscaux non négligeables.

Restait donc à déterminer les frontières des zones concernées. Avec un enjeu de taille : Bruxelles ayant limité à 1 % de la population française le nombre d'habitants susceptibles d'être touchés par le programme, chaque périmètre ne pouvait accueillir, en moyenne, plus de 16 000 personnes. Aussi, la bataille a été rude. Des dizaines de réunions, sur place ou à Paris, se



sont parfois avérées nécessaires pour trancher des litiges de quelques hectares. Ici, la limite d'une zone industrielle, là l'intégration d'une entreprise en difficulté en quête du coup de pouce providentiel. « Certaines mairies ont été plus raisonnables que d'autres, mais, au final, tout s'est bien passé », assure-t-on au ministère de la ville.

Vus de Montpellier, ces propos légitimes paraissent cependant

bien incongrus. Conseil municipal extraordinaire, déclarations fracassantes dans la presse locale, colères d'élus de tous bords : la ville n'en finit pas de dénoncer un tracé que le maire (PS), Georges Frêche, qualifie de « ridicule ». Il accuse d'abord le ministère d'avoir « brisé l'unité du quartier » de La Paillade, en ne retenant dans le périmètre que les barres installées dans la moitié sud. « Plus grave encore, as-

sure-t-il, ils ont retiré 29 des 37 hectares de terrain susceptibles d'accueillir des entreprises. » Dans l'entourage d'Eric Raoult, on juge ces accusations « injustifiées » et on reproche à l'équipe municipale d'avoir « mal défendu un dossier auquel elle ne croyait pas ». « C'est faux, tempête M. Frêche. J'ai dit que je ne croyais pas que les zones franches allaient régler le problème de l'emploi dans l'Hérault. Et je n'y crois toujours pas. Pour habiller Pierre, on déshabillera Paul, rien d'autre. Notre dossier était au moins aussi cohérent que celui de Bordeaux, par exemple. »

A Strasbourg aussi on a le doigt pointé vers l'Aquitaine. Ici, le litige ne porte pourtant que sur une rue. Mais quelle rue ! Lorsqu'en mars la DIV avait retenu le quartier du Neuhof pour participer à l'appel d'offres, elle en avait retiré la vieille zone pavillonnaire et son arrière commerciale. Début mai, la mairie transmettait donc un nouveau périmètre, englobant des terrains vierges mais aussi ce qu'elle considérait comme « le cœur du quartier ». Peine perdue : le tracé définitif intègre les terrains vierges, et même quelques hectares supplémentaires au nord du Neuhof (dont une caserne et un cimetière), mais la fameuse rue, elle, n'y figure pas.

« C'EST JUSTE UN MIRACLE »
Au cabinet d'Eric Raoult, on souligne que « cette arrière n'appartient pas véritablement au quartier. Et puis elle se poursuit sur une autre commune : il aurait été injuste de la couper en deux. Enfin, l'esprit des zones franches ne consiste pas à dé-fiscaliser des rues du centre-ville. » « Absurde ! », rétorque-t-on à la mairie de Strasbourg. N'a-t-on pas intégré à la zone franche de Clichy-sous-Bois et Montfermeil (Seine-Saint-Denis), la rue commerçante de cette seconde commune, dont le maire, Pierre Bernard, fait-on remarquer, se trouve être le suppléant d'Eric Raoult à l'Assemblée nationale ? « Et regardez Bordeaux, vous aurez tout compris », tranche, écorché, Jean-Claude Petitdemange.

Le traitement dont a bénéficié la ville du premier ministre peut, il est vrai, expliquer une partie de la colère des élus strasbourgeois. En mars, le périmètre retenu par la DIV pour délimiter le quartier des Hauts-de-Garonne faisait déjà sourire certains fonctionnaires. Avec 586 hectares répartis sur les communes de Bordeaux, Cenon, Lormont et Floirac, la « zone franche Juppé », comme on s'amu-

sait à l'appeler, constituait le plus étendu des trente-huit sites sélectionnés. Sans surprise, la copie rendue en mai par les quatre villes élargissait encore les frontières. Bordeaux avait légèrement étendu ses exigences, mais surtout, les trois communes de la rive droite - toutes socialistes - découpaient leur territoire au scalpel pour intégrer toutes les poches de pauvreté. « Un gruyère de 702 mètres carrés », résume un des responsables locaux du projet.

En juillet, le délégué interministériel à la ville, Francis Idrac, se rend sur place pour donner « un peu de continuité » à cet espace. Puis ce seront les navettes incessantes entre la préfecture et la DIV... ou entre la mairie de Bordeaux et les différents ministères. Résultat : là où toutes les villes ont vu leurs exigences rétrécies par l'administration centrale, la zone franche bordelaise s'est, au contraire, encore étendue, pour atteindre aujourd'hui, selon les calculs de l'Agence d'urbanisme de la communauté urbaine de Bordeaux, 790 hectares - et 35 000 habitants -, soit plus de 200 hectares de bonus par rapport au site initial. On est loin des 30 hectares affichés comme « un maximum » par l'équipe d'Eric Raoult. Loin des 24 hectares royalement accordés à Strasbourg. Encore plus loin des 3 hectares de prime concédés à Montpellier.

Un cadeau du premier ministre au maire de Bordeaux ? « Ça n'a

Les avantages pour les entreprises

● Les bénéficiaires. Les avantages accordés dans les zones franches profitent aux entreprises de moins de 50 salariés réalisant plus de 85 % de leur chiffre d'affaires en France. Les entreprises de taille supérieure bénéficient aussi d'exonérations mais dans une proportion moindre. Une clause de proximité impose qu'au moins 20 % des embauches soient faites sur le site.

● Les exonérations. Les entreprises bénéficient de six exonérations sur cinq ans : impôt sur les sociétés dans la limite d'un plafond de bénéfices de 400 000 francs ; taxe professionnelle dans la limite de 3 millions de francs de base nette imposable ; taxe foncière sur les propriétés bâties ; charges sociales patronales pour tous les salariés en contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée d'au moins un an (le taux de cotisation est ramené en moyenne de 43 % à 11 % du salaire brut) ; cotisations sociales personnelles pour les artisans et les commerçants ; droits de mutation sur les fonds de commerce et de clientèle.

● Des procédures simplifiées. Les procédures administratives sont simplifiées. L'autorisation préfectorale pour transformer des logements en locaux professionnels est supprimée. Les entreprises sont exonérées, en file-de-France, de la redevance habituellement payée pour la transformation de locaux en bureaux. La procédure d'agrément pour le changement d'utilisateur de locaux professionnels en file-de-France est supprimée.

rien à voir, déclare-t-on au ministère de la ville, mais il y avait quatre villes, c'était quatre fois plus compliqué. » « Rien à voir, se défend-on timidement à la DIV. D'ailleurs, Marseille, dont le maire est ministre de l'aménagement du territoire, n'a pas été si bien servie que ça. » « Rien à voir, sourit un des responsables de la zone franche bordelaise. Alain Juppé n'y est pour rien, c'est juste un miracle. »

Nathaniel Herzberg

A Mantes-la-Jolie, deux entrepreneurs en quête d'indépendance

L'AUBAINE, le rêve. Ou, plus simplement, « une occasion qu'il ne faut pas laisser passer ». Roger Degorce ne sait pas trop. Ce dont cet homme de quarante-quatre ans est en revanche certain, c'est qu'il aura bientôt son entreprise. Cette semaine, il signera avec l'établissement public d'aménagement du Mantois (EPAMSA) le contrat d'objectif. Il prendra possession d'un des bureaux que l'établissement public loue dans un immeuble de 800 mètres carrés en plein cœur de la cité du Val-Fourré, dans la zone franche urbaine de Mantes-la-Jolie (Yvelines). Et l'aventure pourra commencer.

Ancien patron de PME, Roger Degorce n'avait jamais digéré la vente de son entreprise d'installation d'équipement en télécommunication à un groupe informatique. Aussi était-il bien décidé à recommencer. Ce serait cette année, et à Mantes-la-Jolie. « J'y ai mes habitudes professionnelles », confesse-t-il. Il avait trouvé le terrain et sondait déjà des partenaires. « J'étais obligé de sous-traiter les activités qui n'étaient pas assurées de pérennité, explique-t-il. Et puis mon banquier m'a parlé de la zone franche. Avec les exonérations, je pourrai embaucher dix personnes au lieu de cinq, et être indépendant. »

L'insécurité du Val-Fourré ? « J'y ai posté mon courrier le soir pendant des années, assure-t-il. Et puis, au début, je stockerai le matériel ailleurs. » La nécessité d'embaucher sur le quartier ? « Des bons techniciens au chômage, ici, ça ne manque pas. »

« CONCURRENCE DÉLOYALE »
René Mourou occupera un bureau voisin de celui de M. Degorce. Conseiller en management d'entreprise, il travaillait jusque-là chez lui. La conjugaison de son propre démenagement et de l'opération zone franche l'a décidé à prendre un bureau. « Et une secrétaire habitant la cité », annonce-t-il fièrement. Lui aussi s'est soulé de la sécurité. « Pas pour moi, sourit-il, mais pour ma voiture. » La surveillance mise en place sur le parking a cependant levé ses derniers doutes.

Enfin, derniers, pas tout à fait. Comme les cinq à dix entreprises qui, chaque semaine depuis un mois, contactent l'EPAMSA, René Mourou attend de connaître l'étendue exacte des avantages accordés. « Une fois levée la question de la sécurité, ils s'interrogent sur les exonérations, explique Philippe de Castilla, chargé de mission à l'établissement public. Quelle part de leur activité devront-ils effectuer sur place ? Les services fiscaux suivront-ils les promesses des politiques ? On est un peu comme eux. On attend la parution des décrets. »

Pierre Gaillard aussi attend. Avec inquiétude. Son entreprise de production d'outils pour l'industrie, située à Vernon (Eure), est à 25 kilomètres de Mantes, et il redoute « la concurrence déloyale ». « On avait déjà les Japonais, ou les pays qui font travailler les enfants, soupire-t-il. Maintenant, ça sera dans notre propre pays. » Mais que faire ? Partir en guerre contre les zones franches ? Pierre Gaillard a préféré présenter un projet de développement à l'EPAMSA. « Dix emplois nouveaux, précise-t-il. Enfin, dans un premier temps. Car, à terme, nous réfléchirons à une installation complète en zone franche. » Il rêchait une seconde. « Une sorte de délocalisation. »

Cette modération du discours est principalement à usage interne. Les responsables de la communauté musulmane de France n'ignorent plus que le danger ne vient pas de la République laïque. Ils admettent même que celle-ci les « protège ». En revanche, le mouvement islamiste marque des points, notamment chez les jeunes, à chaque fois que recule l'intégration. C'est de lui que vient la principale menace, et c'est pour la désamorcer que les responsables musulmans modérés s'emploient aujourd'hui à convaincre leurs troupes qu'un islam peut être vécu, sans affrontement, ni difficulté, dans un pays laïque.

Mais c'est le chômage, la violence, la drogue, le sida, la délinquance, l'échec scolaire, la dislocation de la famille, etc. Cette modération du discours est principalement à usage interne. Les responsables de la communauté musulmane de France n'ignorent plus que le danger ne vient pas de la République laïque. Ils admettent même que celle-ci les « protège ». En revanche, le mouvement islamiste marque des points, notamment chez les jeunes, à chaque fois que recule l'intégration. C'est de lui que vient la principale menace, et c'est pour la désamorcer que les responsables musulmans modérés s'emploient aujourd'hui à convaincre leurs troupes qu'un islam peut être vécu, sans affrontement, ni difficulté, dans un pays laïque.

Henri Tincq

Les responsables musulmans resserrent leurs liens avec la France

TRENTE MILLE musulmans ont participé, du vendredi 27 au dimanche 29 décembre, au congrès annuel de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF). Toutes les composantes - Mosquée de Paris, Fédération nationale et Haut Conseil des musulmans de France - avaient mis une sourdine à leurs querelles et répondu à l'invitation de l'UOIF, qui fédère plus de deux cents associations dans toute la France.

Les dirigeants de cette organisation, à qui sont parfois reprochés des liens trop étroits avec les pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite, avaient choisi de traiter, pour la première fois, de la place de l'islam dans la République laïque. Les fidèles ont été invités à respecter scrupuleusement les lois de la République et à contribuer à la naissance d'un « islam de France ». « Il n'y a pas de citoyen-

neté musulmane mais des citoyens de religion musulmane », explique Fouad Alaoui, secrétaire général de l'UOIF.

Une citoyenneté qui a pour contrepartie des devoirs, affirme Hajj Thami Breze, président. Celui-ci explique que « si des traditions importées par les musulmans de leur pays d'origine dans la société d'accueil sont en contradiction avec les lois de la République, ces traditions sont condamnées à disparaître ». Autrement dit, la loi de la République est supérieure à la loi de l'islam. Dans un même souci d'apaisement, les dirigeants à la tribune se sont félicités de « changements d'attitude positifs » dans la société française, où « la reconnaissance du fait musulman se confirme ». En témoignent, selon eux, la multiplication des aumônes musulmanes dans les prisons et les hôpitaux, des « barquettes »

de viande halal dans les cantines, des « carrés » musulmans dans les cimetières ou, même, les facilités plus grandes pour les constructions de mosquées.

VOLONTÉ DE DÉDRAMATISER
Mais l'accent est aussi mis sur les droits des musulmans, notamment celui, pour les jeunes collégiennes ou lycéennes, de porter le voile. Sur ce point, les dirigeants de l'UOIF ont réclamé que le corps enseignant se soumette aux décisions des autorités administratives et judiciaires. S'alignant sur la position défendue par le Conseil d'Etat, ils s'opposent néanmoins à toute autre revendication comme le refus de la mixité scolaire, la dispense de certains cours ou celle du vendredi. Là aussi, la volonté de dédramatiser domine : « Ce n'est pas un bout de tissu qui menace la France, dit le président de l'UOIF,

mais c'est le chômage, la violence, la drogue, le sida, la délinquance, l'échec scolaire, la dislocation de la famille, etc. » Cette modération du discours est principalement à usage interne. Les responsables de la communauté musulmane de France n'ignorent plus que le danger ne vient pas de la République laïque. Ils admettent même que celle-ci les « protège ». En revanche, le mouvement islamiste marque des points, notamment chez les jeunes, à chaque fois que recule l'intégration. C'est de lui que vient la principale menace, et c'est pour la désamorcer que les responsables musulmans modérés s'emploient aujourd'hui à convaincre leurs troupes qu'un islam peut être vécu, sans affrontement, ni difficulté, dans un pays laïque.

Henri Tincq

RECONVERSION La région Nord-Pas-de-Calais est en train de changer d'image. Héritière d'un patrimoine industriel en ruine, en proie à la crise avec un taux de chômage supé-

rieur à la moyenne nationale, elle fait preuve, malgré tout, d'un étonnant dynamisme. ● SA SITUATION GÉOGRAPHIQUE, entre Londres, Paris, Bruxelles et Amsterdam, au centre

d'un marché de cent millions d'habitants, constitue son meilleur atout. L'agglomération lilloise cherche ainsi à devenir une capitale de la distribution et de la logistique. ● LA PLUPART

DES PATRONS se sont regroupés dans un Comité Grand Lille, présidé par Bruno Bonduelle. ● LE TGV-NORD, malgré son coût financier direct, constitue un des principaux vecteurs de cette

nouvelle dynamique. ● LES POINTS NOIRS ne manquent pas cependant, des difficultés du centre Eurallie au déclin de villes comme Roubaix, Valenciennes, Maubeuge ou Cambrai.

Le Nord - Pas-de-Calais déploie de nouveaux atouts économiques

La région cherche à se libérer du poids de son passé. En profitant de sa position de carrefour européen, au centre de la zone Londres-Paris-Bruxelles-Amsterdam, elle espère instaurer une nouvelle dynamique de développement

LILLE
de notre envoyé spécial
« ON S'EST MIS à user sur le plan international », répètent, comme une antienne, les responsables politiques et économiques de l'agglomération lilloise. Les quatre-vingt-sept communes de la Communauté urbaine, en décidant, le 13 décembre, de se placer sous la bannière de « Lille métropole », ne se sont-elles pas donné un nom de baptême international ? La région Nord-Pas-de-Calais est dans une situation paradoxale : des taux de chômage parmi les plus forts de France, mais de réelles potentialités de développement. La contradiction a eu une traduction politique : « C'est la région qui gagnera le plus à la construction européenne et où le vote sur Maastricht a été le plus négatif », note Jean Le Garrec (PS), conseiller régional.

La mise en service du TGV et l'ouverture du tunnel sous la Manche, ajoutés à un réseau autoroutier très dense, ont aidé Lille à prendre conscience de sa situation, au centre d'un quadrilatère

Londres-Paris-Bruxelles-Amsterdam : un marché de près de cent millions d'habitants. Avec sa candidature aux JO de 2004, la ville a la certitude de conforter son image. Cette convergence d'événements devrait permettre de rompre avec un passé qui colle encore à l'image de la région.

« Il existe ici une extraordinaire dynamique issue du partenariat et du travail mené en commun par les associations, les responsables patronaux et politiques », note Jean-Pierre Noël, directeur régional de la Caisse des dépôts et consignations.

DÉPASSER LES CLIVAGES
En 1990, Pierre Mauroy, qui avait entrepris depuis longtemps la rénovation du vieux Lille, décide la création d'Eurallie, un quartier d'affaires bâti autour de la nouvelle gare TGV. Après quatre ans de travaux, pour 200 millions de francs, le Musée des beaux-arts devrait rouvrir au printemps 1997, pour présenter sa collection de peintures flamandes et de plans-reliefs. Les patrons, eux, se sont regroupés

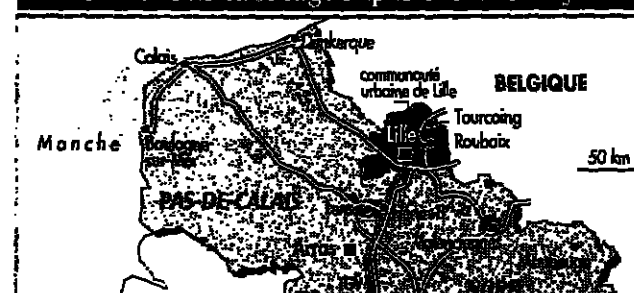
dans un comité Grand Lille, destiné à dépasser les clivages issus de l'ancien système industriel. Grâce à sa situation géographique, la métropole lilloise est en train de devenir une sorte de capitale de la distribution et de la logistique. « C'est un endroit remarquable pour ceux qui travaillent beaucoup à l'international », reconnaît Denis Maquet, directeur général d'Ingram, distributeur américain de produits informatiques.

« On a réussi à transformer l'image d'un Nord laborieux en celle d'un Nord entreprenant », estime Bernard Masset, directeur de cabinet de Pierre Mauroy. Quelques points noirs subsistent cependant. L'achèvement d'Eurallie s'est heurté à l'aggravation de la conjoncture internationale : seuls 250 000 mètres carrés sont commercialisés sur les 580 000 de cette opération, à laquelle un financement supplémentaire de 128 millions de francs vient d'être accordé. Dans le voisinage de Lille, le « versant nord-est », éternel parent pauvre de la métropole, ne se remet pas du cataclysme engendré par la crise de l'industrie textile.

Grâce au concept de « ville renouvelée », qui entraîne d'importantes opérations de requalification urbaine dans les quartiers, la CUDL espère avoir trouvé un début de solution aux maux de Roubaix.

La métropole espère aussi renforcer son caractère de nœud de communication par l'achèvement, d'ici à 2010, du grand contournement de l'agglomération, qui vient d'être inscrit à son schéma directeur. Pour parfaire cette fonction, certains responsables ont concocté

un projet de création d'une plateforme multimodale - rail-canal-route - à Douvrains dans le Pas-de-Calais. Entre Lille et le bassin minier, cet équipement est conçu comme un moyen d'associer les anciennes cités du charbon à l'expansion de la métropole. Mais ce projet à dix ans, qui n'a pas encore reçu l'aval de l'État, souffre de plusieurs handicaps : son coût, estimé à plus de 1,5 milliard ; les conditions mises par Dunkerque, qui y voit le risque d'une concurrence pour son port ; enfin l'existence d'un projet rival à Denain, qui serait moins onéreux.



Nord-Pas-de-Calais	
Population	3,95 millions hab.
Nord	2 520 400 hab.
Pas-de-Calais	1 430 000 hab.
Taux de chômage	16,6%
Lille	14,6%
Dunkerque	15,5%
Roubaix-Tourcoing	18,3%
Passagers TGV (1995)	27 millions de pass.
Export : le commerce extérieur de la région, qui était déficitaire de 14 milliards de francs en 1991, a été positif de 2 milliards de francs pour les trois premiers mois de 1996.	
Valenciennes	21,5%
Arras	11,9%
Lens-Hénin	19,4%

le projet de création d'une plateforme multimodale - rail-canal-route - à Douvrains dans le Pas-de-Calais. Entre Lille et le bassin minier, cet équipement est conçu comme un moyen d'associer les anciennes cités du charbon à l'expansion de la métropole. Mais ce projet à dix ans, qui n'a pas encore reçu l'aval de l'État, souffre de plusieurs handicaps : son coût, estimé à plus de 1,5 milliard ; les conditions mises par Dunkerque, qui y voit le risque d'une concurrence pour son port ; enfin l'existence d'un projet rival à Denain, qui serait moins onéreux.

Car si Lille peut, d'une certaine manière, « tirer » le développement de la région, chaque beffroi est à la recherche de sa propre dynamique.

Pour se lier au littoral, Michel Delebarre, maire (PS) de Dunkerque, a encouragé la création du syndicat mixte de la Côte d'Opale, regroupant 243 communes et 643 000 habitants. « Notre vocation est de coordonner les actions et de fédérer les initiatives », explique François Delagrèze, chargé de mission auprès du syndicat mixte. Dunkerque poursuit aussi sa recherche de développement industriel.

DÉFICIT EN MATIÈRE GRISE
Autour de ses fleurons - Pechiney, Euro Aspartam, Novatec, etc. - se greffe un tissu de PME de services et de sous-traitance. « Les investissements lourds sont souvent peu créateurs d'emplois directs, mais

l'activité induite est importante », note Christian Frot, directeur de Dunkerque Promotion.

A l'est de la région, les vallées de la Sambre et de l'Escaut continuent, elles, de pleurer sur des reconversions qui n'arrivent pas. Valenciennes, Maubeuge et Cambrai s'enfoncent dans le chômage. Même si la plupart des responsables de la région parviennent à s'en détacher, le poids de l'histoire reste fort : « La difficulté est de repenser un développement avec douze beffrois qui, à un moment de leur histoire, ont eu la taille critique pour formuler des stratégies économiques indépendantes. Il faut essayer de jouer l'ouverture entre les villes », commente Henri Guillaume, président du Conseil économique et social de Nord-Pas-de-Calais. L'image négative dont a longtemps souffert cette région l'a lourdement handicapée pour trouver en elle-même les ressorts de la reconversion.

« Nous souffrons d'un déficit en matière grise. Le problème du chômage est tel que tout le monde s'en va et qu'il n'y a plus assez de monde pour relancer la dynamique », estime un observateur.

Pour se donner du cœur au ventre, les Nordistes ont concentré leurs efforts sur la candidature aux J.O. Si Lille est retenue dans la « short list », elle devra patienter jusqu'au 5 septembre pour connaître le choix final. Ce sera la veille de la traditionnelle et très populaire Braderie de Lille. Certains rêvent déjà de l'ambiance qui régnera alors dans les rues de la capitale des Flandres.

Françoise Chiriot

Vers un département du Hainaut ?

A l'est de la région, Jean-Louis Borloo, député (République et Libertés) et maire de Valenciennes, prône la sécession administrative en réclamant la création d'un département du Hainaut. « Il n'y a pas de développement économique possible sans un service public fort », affirme M. Borloo, qui estime que 8 500 postes de fonctionnaires devraient être créés dans sa ville pour avoir un ratio comparable à celui des autres villes françaises. Côté industriel, en s'appuyant notamment sur Sevelnord (3 500 emplois), créé par Peugeot, Citroën, Fiat et Lancia, M. Borloo s'efforce de faire de Valenciennes un « pôle de compétences » dans le domaine des transports terrestres, ferroviaires et routiers. Par ailleurs, grâce à la présence de Pécole Sup Infocom, il fonde des espoirs dans le multimédia.

Le TGV-Nord ou le train miracle

LILLE
de notre envoyé spécial
Pour les Lillois, le TGV est un peu le train miracle. En affirmant, dans le résumé de ses observations accompagnant l'édition 1996 de son rapport annuel, qu'au-delà de la rentabilité financière pour la SNCF « la rentabilité réelle (du TGV-Nord) pour la collectivité est certainement très inférieure aux prévisions », la Cour des comptes va à l'encontre du sentiment dominant dans la métropole du Nord, à une heure de Paris depuis mai 1993.

Les effets pervers parfois constatés ailleurs - recentralisation des entreprises, fuite des cerveaux - n'ont pas touché la ville et son agglomération. Le président (RPR) du conseil général, Jacques Donnay, aussi bien que le maire PS et président de la communauté urbaine, l'ancien premier ministre Pierre Mauroy, pourraient reprendre à

leur compte la formule du président de la chambre de commerce de Lille-Roubaix-Tourcoing, Patrick Van den Schrieck, qui souligne : « Le TGV est une force considérable pour notre métropole et notre région. » Pierre Mauroy voit même dans la candidature de Lille aux J.O. une conséquence indirecte de l'arrivée du TGV. Soudés dans une double bataille - contre Amiens pour emporter la desserte TGV, et contre l'État pour qu'il prenne à sa charge une plus grande part du financement - les Nordistes l'ont emporté sur les deux tableaux. « Et cela, estime M. Mauroy, a été le révélateur qu'on pouvait faire quelque chose ensemble, gagner ensemble - et gagner gros. »

De fait, Lille a « gagné gros ». Eurallie par exemple, « effet direct du TGV », souligne le maire. Malgré les difficultés, le gigantesque centre commercial et tertiaire, qui a donné

un nouveau visage au quartier autour de la gare Lille-Europe, « est un succès », maintient Pierre Mauroy. Le centre a créé 1 200 emplois permanents et rapporte 10 millions de francs supplémentaires de rentrées fiscales chaque année à la ville. Il compense ainsi, comme l'avait prévu le maire, les 400 millions engagés dans la réalisation du TGV.

Il y a aussi désormais... les touristes. Depuis l'arrivée du TGV, la fréquentation touristique de la cité a augmenté de 80 %. Tourisme urbain classique avec la visite du vieux Lille, ou tourisme industriel, la préfecture du Nord est devenue, selon son maire, une « ville touristique » pour des séjours de trois ou quatre jours et un lieu de rencontres, de congrès, dont la fréquentation irrigue l'hôtellerie alentour, qui en avait bien besoin.

Jean-Louis Andreani

Bonne année à la M 14 !

LYON
de notre correspondant régional
Dans les années 80, il était de bon ton pour les maires de se déguiser en manager. Une municipalité, expliquaient ces nouveaux costumes croisés, doit se gérer comme une entreprise : imagination et responsabilité, innovation et rigueur. Hélas, l'intendance ne suivait pas : la présentation du budget empruntait plus à la logique de Courteline qu'à celle d'une entreprise dynamique et conquérante. Même les diplômés en comptabilité s'y perdaient.

C'en sera fini désormais, dès le 1^{er} janvier 1997. Car voilà la M 14 ! « M », pour secteur local, « 1 » pour communes, « 4 » pour quatrième instruction, selon la nomenclature de la comptabilité publique. On dit que la M 14 a fait perdre le sommeil à des fonctionnaires municipaux et qu'elle a semé un doute profond chez des adjoints aux finances. Il n'en est rien, affirme l'Association des maires de France (AMF). Les seuls blocages relevés viendraient de logiciels dont les concepteurs n'auraient pas intégré toutes les subtilités de la modernisation comptable.

Et puis le système a été rodé, depuis 1994, par des communes volontaires. Ainsi Crest, dans la Drôme, huit mille habitants : à peine élu à la mairie, Hervé Mariton, par ailleurs député (UDF-PR), a mis la commune sur les rangs de la M 14 pour le budget 1996 : « Cela s'est plutôt bien passé », dit

M. Mariton - ingénieur polytechnicien, il est vrai. Le secrétaire général de la mairie confirme : les « petits problèmes rencontrés ont été surmontés ».

Parmi les principaux changements, Crest, comme toutes les communes entre 3 500 et 10 000 habitants, a présenté un budget où les dépenses sont ventilées à la fois par nature et par fonction. « Ainsi, on s'approche plus du coût réel du service », commente le secrétaire général. Autres évolutions : l'obligation de provisionner les garanties d'emprunt accordées par la mairie (à l'exception des offices HLM) ainsi que les valeurs d'amortissement des nouveaux biens acquis par la collectivité. Autant d'éléments qui permettent d'offrir une vision « plus juste » de l'état des finances municipales, estime M. Mariton, même si, convient-il, « les jeux d'écriture restent encore possibles ».

En 1996, le budget de Crest s'est élevé à 90 millions de francs. Conséquence de la M 14, le document, avec ses annexes, a atteint 120 pages. Le maire se félicite d'avoir adopté la nouvelle nomenclature : « Elle offre une lecture plus technique, plus comptable, explique-t-il, mais moins politique. » Mais la M 14 ne bouleverse pas tout : le budget sera toujours voté au conseil municipal et... les citoyens auront toujours autant de mal à s'y retrouver.

Bruno Caussé

Bruno Bonduelle, président du Comité Grand Lille « Les frontières, nationales ou régionales, doivent être dépassées »

« Vous êtes chef d'entreprise, puisque vous présidez le conseil de surveillance du groupe agroalimentaire Bonduelle SA. Le Comité Grand Lille que vous présidez est un organisme peu ordinaire... »

- Ce n'est ni une association loi de 1901 ni une institution, mais un club très ouvert qui fête ses trois ans. Nous étions 100 au départ, plus de 300 aujourd'hui. Viennent à nos réunions, six fois par an, des chefs d'entreprise, des universitaires, des syndicalistes, des élus, des responsables associatifs. Martine Aubry comme Colette Goda-

cioli. Les gens s'expriment en leur nom personnel. Notre objectif est de montrer que les métropoles comme Lille sont des réalités géographiques et humaines évidentes et des « foyers d'initiatives ».

Charles Gachelin, professeur à l'université Lille-I a d'ailleurs élaboré une théorie de la métropolisation en aménagement du territoire qui est un peu notre bible.

- Quelles sont les spécificités de la métropole lilloise ?

- C'était une ville en cul-de-sac national, c'est aujourd'hui un carrefour européen. Le Nord-Pas-de-Calais a la chance d'être une « région métropole » avec la masse critique de population. Il faut dépasser les frontières, politiques avec la Belgique, et régionale avec le Pas-de-Calais. La guerre des beffrois, c'est fini !

- Comment réaliser cette unité autour de la région métropole ?

- Par des projets fédérateurs et mobilisateurs, comme la candidature aux J.O. Les J.O., c'est magique, ça permet à tout le monde de parler d'une même voix à l'extérieur. Nos autres projets ? Organiser le championnat du monde de bridge en août 1998 « contre » la candidature de Cannes, ou faire désigner le Grand Lille capitale européenne de la culture en 2001. C'est un dossier qui a présenté

Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, lors du récent sommet de Dublin. Il faut abandonner notre image « Germinal ». L'agglomération de Lille n'est pas une ville de province, c'est même le seul contrepoids possible de Paris... avec Lyon. Le développement, au XXI^e siècle, ne peut passer que par la dimension internationale. Or nous avons ici 25 sièges sociaux d'entreprises multinationales.

- Comment les hommes politiques voient-ils votre initiative ?

- Je crois pouvoir dire que Pierre Mauroy, maire de Lille et

président de la communauté urbaine, nous appuie en envoyant régulièrement à nos réunions ses lieutenants. Le 12 décembre, le Comité Grand Lille a invité l'ensemble des élus de l'agglomération pour élaborer un projet commun de développement. Pierre Mauroy était là avec les représentants d'une cinquantaine de communes. Le rapprochement des idées entre le monde politique et les représentants de la société civile n'est pas une vue de l'esprit.

François Grosrichard

Les travaux du VAL de Rennes vont commencer

LUNDI 6 JANVIER, LA PREMIÈRE PELLEUSE donnera officiellement le coup d'envoi du chantier du futur métro de Rennes. Le VAL (véhicule automatique léger) construit par Matra transports international devrait entrer en service en novembre 2001. Il reliera le sud au nord de la ville en seize minutes, sur un trajet de 9 kilomètres. Après de multiples épisodes, le feuillet du VAL, commencé en 1988, s'est achevé le 4 octobre 1996, lorsque l'ancien préfet de Bretagne, Jean-Claude Le Taillandier de Gabory, a signé la seconde enquête publique. Edmond Hervé, maire (PS) de Rennes, attend de ce grand chantier la création de mille emplois pendant les cinq années de travaux. La ville de Rennes s'apprête à consacrer 3,8 milliards de francs aux transports collectifs (dont 2,9 milliards au métro) d'ici à 2001. La Banque européenne d'investissements devrait apporter plus de la moitié des fonds empruntés, qui s'élèvent à 1,8 milliard de francs. (Corresp. rég.)

DÉPÊCHES

■ **ALSACE** : plus de deux millions de passagers ont utilisé, en 1996, l'aéroport international de Strasbourg-Entzheim, selon la direction de cet aéroport. Il s'agit d'un record d'utilisation depuis la création, en 1952, de ces installations qui desservent 56 destinations.

■ **LIMOUSIN** : condamnation de la société de négoce Vivalmis par le tribunal de grande instance de Limoges, pour avoir commercialisé 32 000 carcasses d'agneaux hollandais, sous le label de qualité « Limousin ». (Corresp.)

■ **HAUTE-NORMANDIE** : le port du Havre aura enregistré en 1996 un trafic de conteneurs supérieur à un million de boîtes. Le conseil d'administration a décidé, en outre, de ne pas augmenter les droits de port en 1997 afin d'améliorer la compétitivité.

الشرق الأوسط

HORIZONS

ENQUÊTE

Esclaves au marché noir

LE prêtre revenait de la brousse avec plusieurs garçons dinkas qu'il accompagnait à la mission quand, arrivé en ville, des marchands arabes se sont approchés de son camion pour lui demander tout bonnement : « Combien pour les gamins ? » L'histoire que rapporte le religieux soudanais s'est passée en 1987 à El Obeid, dans le nord du Soudan. Elle en dit assez sur l'esclavage qui sévit encore dans les tribus - dont les Dinkas - du sud du pays.

Comme tous nos interlocuteurs, le prêtre gardera l'anonymat : l'esclavage est un sujet tabou dans le Nord arabo-musulman. Une enquête sur la question requiert de la prudence et de la patience afin de gagner la confiance de ceux qui savent s'en tenir aux faits, sans accrédi- ter les rumeurs les plus extrava- gantes. Tout comme il a fallu s'en- tourer de précautions pour rencontrer Alang dans cette petite église de Khartoum, où, assise dans une des travées, accompagnée de son frère, l'adolescente dinka s'est sentie suffisamment en sécurité pour raconter son enfance d'es- clave.

Il y a dix ans, un matin, Alang est réveillée par un grand tumulte. Des cavaliers arabes fondent sur son village, semant la mort et l'incen- die. Ils massacrent les adultes, dont le père de la jeune fille (sa mère se- ra laissée pour morte), brûlent les cases, puis se replient avec leur butin : des dizaines d'enfants et de têtes de bétail. Après des jours et des jours de voyage vers le Nord, la petite est poussée dans une nouvelle maison, devant des gens à la peau plus claire, qui parlent une autre langue. L'enfant volée est de- venue esclave chez un homme du nom de Bushra, vivant à Metemma, au nord de Khartoum, la capi- tale du pays.

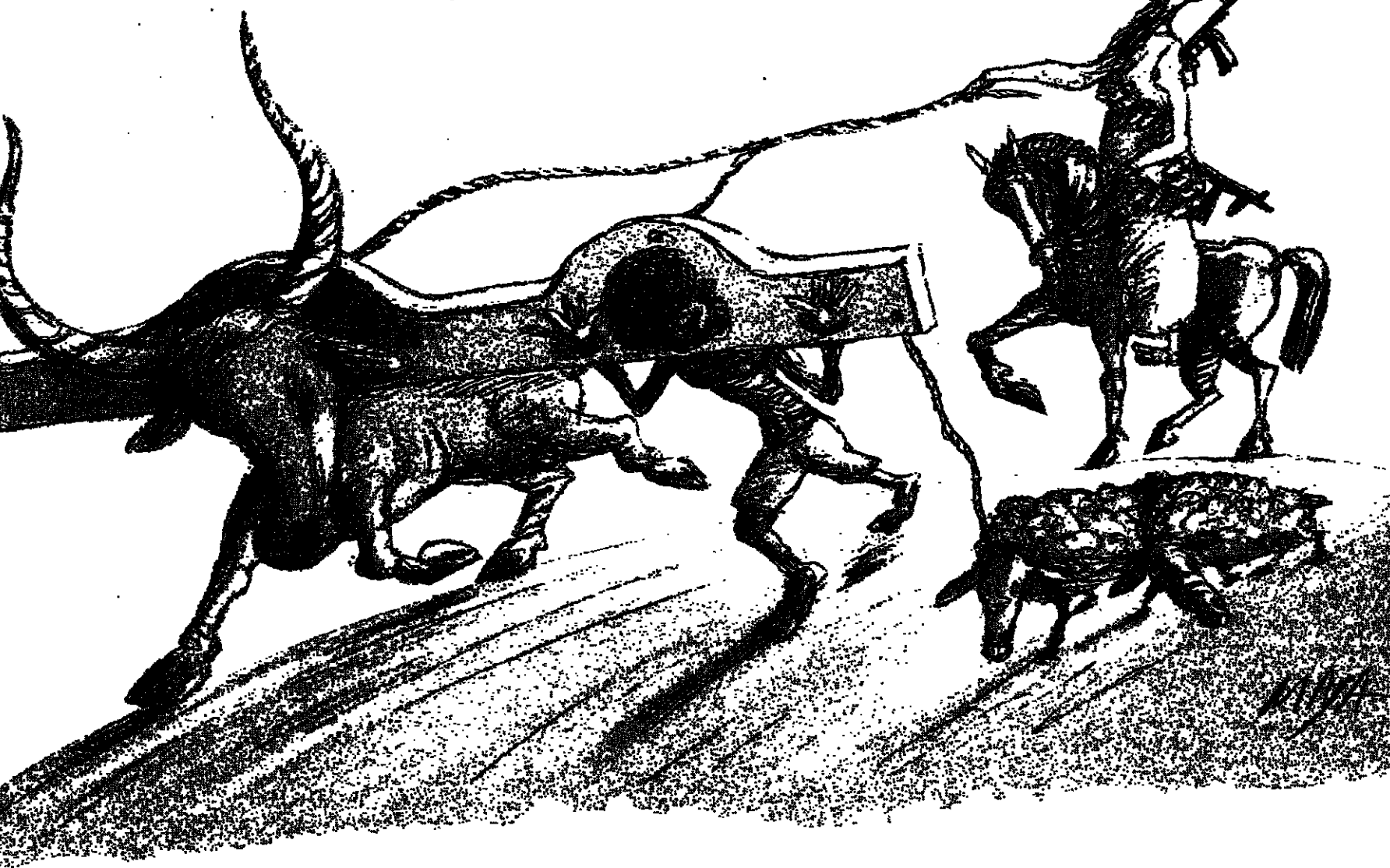
D'une voix timide, elle dit ses an- nées de travail forcé en trébuchant sur ses pénibles souvenirs : sept années à garder les chèvres, à faire le ménage et les emplettes au mar- ché, à manger à l'écart des autres, à subir des coups. Elle montre une vilaine cicatrice au-dessus du genou : « C'est quand Bushra m'a marquée avec un fer rouge, comme ses vaches », affirme-t-elle. « Oui, au début, il m'ont mise à l'école », se souvient Alang, « mais pas très longtemps. Ils disaient que, si j'étais éduquée, j'allais m'échapper. »

Alerté quelques mois après la razzia, son frère, Ajuong, qui tra- vaillait à Port-Soudan à l'époque, retourne au village, retrouve sa mère et lui promet de ramener Alang. Pendant plusieurs années, il sillonne le pays, accourant partout où lui sont signalés des enfants noirs vivant dans des familles arabes.

Enfin, un jour, en 1992, passant par Metemma, il aperçoit Alang gardant des chèvres. Tout d'abord elle le fuit - on lui a interdit de par- ler aux Sudistes -, mais Ajuong parvient à l'approcher et à faire lentement remonter des souvenirs de la vie au village, des mots du dialecte dinka, et jusqu'à son nom d'Alang qu'elle avait oublié. Après sa capture, sa « famille d'adop- tion » l'avait appelée Toma.

Ajuong n'est pas au bout de ses peines : il faut encore convaincre la justice soudanaise d'obliger Bushra à lui rendre sa petite sœur. Le tribunal local exige qu'il pré- sente des témoins oculaires certi- fiant que sa sœur a bien été en- levée. Ajuong se tourne alors vers un avocat de Khartoum et Bushra contre-attaque en soudoyant une femme sudiste, dinka, qui atteste devant les juges qu'elle est la vraie mère d'Alang et qu'elle l'a confiée à Bushra. Il faut faire intervenir un jury, qui décide finalement, après deux années de procès, qu'Alang ressemble physiquement davan- tage à la mère présentée par Ajuong, le frère, qu'à celle produite par Bushra, la mère.

L'aventure d'Alang résume le drame des petites victimes de la



Au sud du Soudan, les razzias des musulmans ruinent la population noire. Des bandes armées fondent sur les villages, emportent le bétail et les enfants pour les revendre dans le nord du pays

traite des Noirs au Soudan. Mais elle révèle surtout que les autorités soudanaises ferment les yeux sur ce trafic d'un autre âge. Pour cette fillette tirée d'affaire, combien d'enfants restent asservis ? Cinq mille, cinquante mille ? Impossible à dire. Selon Christian Solidarity International (CSI), une organisation humanitaire suisse, ils seraient probablement des « dizaines de milliers ».

Pendant des siècles, avant d'être pourchassés par l'armée coloniale britannique, les trafiquants arabes de « bois d'ébène » ont écumé le sud du Soudan. Aujourd'hui, même après trente années d'indé- pendance, ce commerce bien qu'il- légal existe encore.

Dans cette région semi-désér- tique où se mêlent les mondes arabe et africain, où se rencontrent les tribus musulmanes du Nord et celles du Sud, chrétiennes ou ani- mistes, des échanges commerciaux s'étaient établis, des liens familiaux noués, au fil des siècles. En saison sèche, les Baggaras (ou « pas- teurs »), qu'on appelle aussi les Murabalins - dont les principales tribus sont les Rizeigat et les Mis- seriya - négociaient un droit de pâ- ture sur les terres, plus vertes, des Dinkas. Les marchés de Manyal et Warawar, deux bourgades situées aux confins du « Soudan nègre », servaient de lieux d'échange. Les marchands arabes y troquaient sel, sucre, ustensiles ou bijoux contre le bétail dinka à longues cornes.

DEPUIS l'indépendance, les conflits entre Dinkas et Baggaras - qu'ils concernent les pâturages ou les en- lèvements de personnes - se ré- gèrent par l'arbitrage de conseils administratifs de réconciliation, formés d'anciens et de fonction- naires locaux. « Les juges condam- naient d'ailleurs souvent les Bagga- ras, des musulmans, et donc proches du pouvoir de Khartoum, mais qui ne bénéficiaient pas pour autant de l'impunité », rapporte un historien soudanais.

Il y a une dizaine d'années, l'émergence de milices arabes ar- mées par le gouvernement vient

bouleverser ce relatif bon voi- sinage. Sadek El Mahdi, le premier ministre de la « parenthèse » multi- partiite (1986 à 1989), décide de dis- tribuer des fusils aux Rizeigat et aux Misseriya afin de contrer une offensive des maquisards sudistes de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), qu'il prévoyait. Il cherche à créer un *no man's land* à la limite des deux mondes. Mais, au lieu d'affronter la guérilla, les miliciens - qui ne reçoivent pas de solde - limitent leurs activités mili- taires à des razzias fructueuses sur les villages sans défense du pays dinka. Et Khartoum ferme les yeux, ayant besoin du rempart des tribus arabes.

Ainsi, en donnant carte blanche aux miliciens, les dirigeants sou- danais font resurgir la traite des Noirs, contenue depuis trente ans par un système juridique appliqué

de nouveau incarcéré, la junte isla- miste qui s'est emparée du pouvoir en juin 1989 voulut l'obliger à réé- crire son livre et à renier son en- quête. Il refusa. Il sortit de prison deux ans plus tard à la faveur d'une amnistie générale, mais ce n'est qu'en 1996 qu'il fut à nouveau autorisé à voyager à l'étranger. Il vit toujours à Khartoum, mais, prudent, il évite les journalistes.

Loin de bannir les pratiques du régime précédent, l'actuel pré- sident, le général Omar El Béhir, a, au contraire, légalisé les milices aujourd'hui baptisées Forces de défense populaires (PDF). D'autre part, à cause de la prééminence croissante des tribunaux isla- miques sur les cours civiles, les tra- fiquants à voyager à l'étranger, es- claves ne se sentent plus aussi menacés par la justice, certains magistrats interprétant de façon

de la voie ferrée. La rumeur veut que, lorsque le convoi remonte vers le Nord, il soit chargé d'es- claves.

Dans le Darfour, certains chefs rizeigats dénoncent pourtant les razzias des PDF qui menacent la bonne entente avec leurs voisins sudistes, et dont dépend le droit de pâturer. Grâce aux enfants-es- claves, main-d'œuvre gratuite et docile, des maîtres sans argent peuvent envoyer leurs propres re- jets à l'école au lieu de les oc- cuper à garder le troupeau.

Lorsqu'ils deviennent adoles- cents, les jeunes dinkas finissent par s'échapper. Mais, sans famille, ayant oublié jusqu'au nom de leur village natal, ne se souvenant par- fois que « du grand arbre qu'il y avait devant la maison », ils échouent dans les grandes villes, où ils sont happés par la délin- quance et deviennent les « clients » des associations reli- gieuses qui mêlent les bonnes œuvres au prosélytisme.

Dans les provinces du Sud-Kor- dofan et du Sud-Darfour, les raz- zias ont donné naissance à un nou- veau métier, celui de revendeur d'esclaves. Se targuant d'œuvrer pour la bonne cause, des individus se sont risés à racheter les enfants aux miliciens pour les ramener aux marchés de Manyal et Warawar où ils les gardent captifs jusqu'à ce que leurs familles puissent les ra- cheter. Ils sont d'une servilité qui donne la nausée.

Mais leur activité charitable pour le moins ambiguë n'est rendue possible que par l'inaction, voire la complicité, des autorités souda- naises. Les prix de revente varient entre deux ou trois vaches (50 000 livres soudanaises, environ 250 francs) par enfant. Les parents qui ne peuvent payer, souvent parce qu'ils ont perdu leur bétail lors de la même razzia qui a em- porté leurs enfants, ne les revendent plus. Revendus ou échangés dans le Nord, là où un garçon vaut neuf moutons ou bien un fusil G3 et des munitions. Au choix.

Apitoyée, Christian Solidarity In- ternational a lancé une campagne de rachat d'esclaves et, en octobre

dernier, a encore récupéré cin- quante-huit enfants captifs à Ma- nyal. Certains trafiquants avisés ne devraient pas tarder à trouver un nouveau marché dans cette initia- tive pourtant payée de bonnes in- tentions. Les responsables de CSI rétorquent qu'il est difficile de ré- sister aux suppliques d'une mère qui sait où se trouve son fils ou sa fille, et parfois même peut lui rendre visite, mais n'a aucun moyen de les libérer. CSI assure que sa campagne n'a pas fait mon- ter les prix. Pas encore, est-on ten- té de dire.

EGALEMENT dans le Nord, des réseaux de recherches s'organisent, peut-être moins mercantiles. Des vieux Din- kas sillonnent le Kordofan et le Darfour, prétendant chercher du travail, mais en localisant discrète- ment les enfants en captivité. En menaçant de les dénoncer publi- quement, ils tentent ensuite d'obli- ger les maîtres à se défaire de leurs petits serviteurs. Une fois démas- qués, certains obtiennent par crainte d'éventuels ennuis avec les autorités.

Néanmoins, les Églises sont constamment sollicitées pour fi- nancer ces recherches et ont du mal à faire le tri entre les « tra- queurs » dévoués et les opportu- nistes qui flairent la bonne affaire. Tous ceux qui luttent contre le fléau insistent sur l'absolue néces- sité des pressions internationales sur Khartoum. « Elles seront réper- cutées jusqu'en province », as- surent-ils. « Si les enfants sont de plus en plus difficiles à revendre, ce- la fera chuter les prix, et le trafic en perdra sa rentabilité. »

« Il manque à notre gouverne- ment la volonté politique de mettre fin au servage », conclut un univer- sitaire soudanais. « Pourtant, il lui en coûterait moins de réactiver les lois punissant les enlèvements que d'envoyer de par le monde une ar- mée d'émissaires grossièrement payés pour démentir inlassablement l'exis- tence de l'esclavage au Soudan. »

Jean Hélène
Dessin : Daniel Maja

Pourquoi nos chanteurs d'avant la guerre rivalisaient-ils d'insouciance, Mireille en tête ? Par une frivolité toute française, et qui allait nous coûter cher ? Cela, ce serait l'explication pétainiste. Il y a plus évident. Quand ses responsables ne lui proposent plus d'avenir, il reste au peuple la consolation - et le privilège, pour une fois - de savourer le présent. Toujours ça de pris !

1250

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 1^{er} JANVIER 1997

TÉLÉCOMMUNICATIONS

France Télécom s'est transformée, mardi 31 décembre, en société anonyme. L'opérateur est quasiment prêt à affronter les milieux financiers

et, avec son entrée en Bourse au printemps 1997, il achèvera son évolution en entreprise « comme les autres ».

● LA RÉUSSITE de cette opération ne signifiera pas pour autant que le

groupe est totalement en ordre de bataille pour affronter le big bang que représentera l'ouverture totale à la concurrence du téléphone européen début 1998.

● DES DÉFIS importants de gestion, de redéploiement et de formation du personnel restent à relever, selon des experts extérieurs au groupe et selon certains syndicats.

● LA TRANSITION d'une culture tech-

nique vers un savoir-faire commercial constitue l'une des urgences.

● L'APPORT de sang neuf à la direction générale pourrait s'avérer nécessaire face aux marchés financiers.

France Télécom va devoir accélérer sa mutation commerciale d'ici à 1998

Doté d'un statut de société anonyme, l'opérateur se prépare à entrer en Bourse en avril 1997. Il doit inculquer à ses salariés une culture d'entreprise concurrentielle avant la libéralisation du secteur dans un an

MARDI 31 DÉCEMBRE, France Télécom a troqué son statut d'exploitant public, acquis six ans plus tôt, contre celui de société anonyme (Le Monde du 31 décembre). Dans quelques semaines - vers la mi-avril -, avec son entrée en Bourse, l'opérateur téléphonique fera un pas supplémentaire dans sa transformation en entreprise « comme les autres ».

Qui, il y a un an, au sortir des fortes grèves dans le secteur public, se serait risqué à parier sur un tel calendrier ?

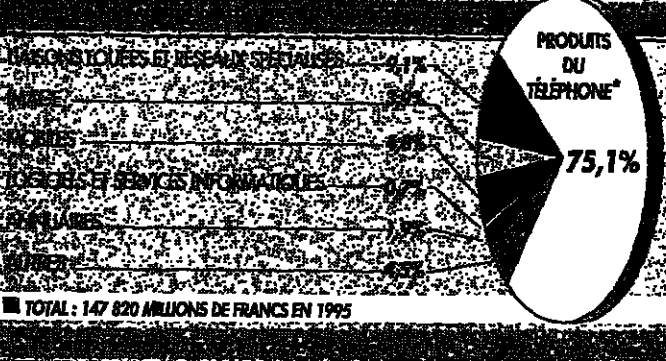
La situation semblait alors bloquée. France Télécom n'était pas parvenu à convaincre ses salariés de la nécessité de revoir une nouvelle fois la structure juridique pour se donner les moyens d'affronter une concurrence qui sera totale à compter du 1^{er} janvier 1998, selon les directives européennes. Marcel Roulet avait été remercié et son poste de président confié à Michel Bon.

Avec l'arrivée de l'ancien patron de l'ANPE et de Carrefour, « il y a eu un renversement de discours et de responsabilité, ce qui touchait au statut devenant du seul ressort du gouvernement et des élus de la nation », rappelle Raymond Durand, élu FO de France Télécom. Le gouvernement, décidé à réformer coûte que coûte, a multiplié les signaux en direction des syndicats.

Il a d'abord tracé le nouveau paysage du téléphone à partir de 1998 et décrit la place dévolue à France Télécom, insistant sur le fait que ce dernier poursuivra ses missions de services publics, rebaptisés services universels. Ensuite, il a dévoilé son projet de privatisation partielle de l'exploitant en l'associant à des garanties sur le maintien d'une participation d'au moins 50 % de l'Etat et du statut de fournisseur pour les personnes actuelles.

France Télécom est désormais prêt

Les trois quarts du chiffre d'affaires dans le téléphone



Le chiffre d'affaires de France Télécom en 1995 s'élève à 147 820 millions de francs.

juridiquement - le groupe le sera très vite aussi sur le plan comptable - à affronter les milieux financiers. Cette opération, qui devrait porter sur 20 % à 25 % du capital, constituera le premier défi de l'année 1997 pour M. Bon. Il y a peu de chances pour qu'elle ne soit pas couronnée de succès.

La réussite de ce placement ne vaudra cependant pas nécessairement reconnaissance que l'entreprise est en ordre de bataille pour affronter le big bang de 1998. « L'exemple de Deutsche Telekom montre que les investisseurs font la différence entre une belle introduction en Bourse et les perspectives à moyen terme de la société ; ils ont largement soutenu, mais disent que l'opérateur a encore beaucoup de travail à faire », relève un expert du secteur.

L'argument vaut pour le groupe français. « France Télécom a un sacré défi à relever pour que la machine soit en état de marche en 1998 », note Jean Hoepffner, vice-président de Mercer Management Consulting. Les

clients, a reconnu M. Bon », relève Francis Bavy et Pierre Khalifa de SUD-PTT.

En ce qui concerne les mutations des métiers, « on ne peut pas vraiment parler de gestion prévisionnelle de l'emploi », fait remarquer M. Khalifa, selon qui le sentiment qui prédomine, « c'est que l'on cherche à se débarrasser des gens, notamment avec les congés de fin de carrière à cinquante-cinq ans, pour embaucher des jeunes non fonctionnaires ».

Pour la CFDT, on a juste procédé à

clientèle, a reconnu M. Bon », relève Francis Bavy et Pierre Khalifa de SUD-PTT.

En ce qui concerne les mutations des métiers, « on ne peut pas vraiment parler de gestion prévisionnelle de l'emploi », fait remarquer M. Khalifa, selon qui le sentiment qui prédomine, « c'est que l'on cherche à se débarrasser des gens, notamment avec les congés de fin de carrière à cinquante-cinq ans, pour embaucher des jeunes non fonctionnaires ».

Pour la CFDT, on a juste procédé à

n'arrivent pas à voir ce que cela signifie pour eux, ils n'ont pas de prise sur ça, ou alors seulement dans les agences, un peu », note-t-on chez SUD-PTT. « Il faudrait que M. Bon parvienne à montrer qu'il ne s'agit pas seulement de faire consommer plus, mais de faire consommer mieux, et que, derrière l'augmentation du trafic, c'est l'accroissement des chances de sauvegarder l'emploi qui est en jeu », relève le consultant.

Reste qu'avant même le choc de la concurrence, début 1998, France Té-

Les salariés, actionnaires hésitants

Michel Bon veut faire de l'entrée en Bourse de France Télécom, au printemps 1997, une grande opération populaire. L'un des critères de réussite sera le taux de souscription du personnel de l'exploitant téléphonique. Pour s'assurer de son adhésion, la direction met les moyens : elle propose d'ajouter 3 000 francs d'actions pour l'achat de 3 000 francs de titres. Les sondages internes montrent cependant que, pour le moment, les salariés sont hésitants : 50 % sont prêts à acquiescer des titres, l'investissement moyen se situant à 1 000 francs, selon les syndicats. « On est encore loin de l'objectif de la direction, qui table sur un taux d'adhésion de 75 % et des achats moyens d'un montant de 15 000 francs », note un administrateur. Le salaire mensuel brut moyen chez France Télécom se situait à 13 833 francs fin 1995. « Les gens achèteront, mais cela ne vaudra pas nécessairement adhésion à la privatisation », relève-t-on chez SUD-PTT, où l'on a pris position contre l'actionnariat interne.

« un changement d'organigramme ». « L'organisation reste pyramidale, on fonctionne comme tel. Les méthodes de management sont les mêmes qu'hier », dénonce le syndicat, qui réclame de M. Bon qu'il consacre « plus de temps à la gestion interne, rende la stratégie plus lisible, renouve un type de management renouvelé et affiche une véritable ambition sociale ».

Le plan « delta minute » ne parvient pas non plus à cristalliser les énergies comme le « delta LP » l'avait fait à son époque. « Les gens

lécom risque d'en connaître un autre, auquel le groupe est peut-être encore moins préparé : celui des conséquences de son entrée en Bourse. Hommes M. Bon, personne à la direction générale n'a l'expérience de la pression des marchés. Un appel à des personnalités extérieures s'imposera. « Ce sera là un autre défi pour M. Bon, souligne M. Hoepffner, parvenir à injecter du sang neuf, condition du succès, tout en sauvegardant l'esprit de corps de la direction générale ».

Philippe Le Cœur

Les indemnités versées par Disney à Michael Ovitz provoquent une polémique

LE DÉPART fracassant du numéro deux de Walt Disney, Michael Ovitz, fait couler de l'encre aux Etats-Unis. Non pas au sujet du limogeage lui-même de M. Ovitz après seize mois seulement d'activité, mais plutôt à cause des colossales, le mot n'est pas trop fort, indemnités de départ... 90 millions de dollars, soit 470 millions de francs. Une somme révélée par la Securities Exchange Commission, le « gendarme » des marchés américains, et qui ne serait, selon des informations parues dans le Financial Times du lundi 30 décembre, que le résultat d'une transaction puisque M. Ovitz aurait pu réclamer, selon les termes de son contrat, une indemnité de 150 millions de dollars (780 millions de francs).

La presse anglo-saxonne s'en indigne. Les rédacteurs du Washington Post ont même demandé dans une lettre collective à Michael Eisner, le numéro un de Disney, de payer lui-même « l'outrageuse indemnité ». Jusqu'à l'agence Bloomberg qui se laisse aller au commentaire et enfreint son dogme de l'information brute. D'après une dépêche, les sommes versées à M. Ovitz représentent à peu de chose près le dividende net versé chaque trimestre par Disney. « A vous de décider, si vous étiez ou si vous étiez actionnaires de Disney, si vous voulez abandonner votre dividende d'un trimestre à Michael Ovitz qui n'a rien fait pour vous », écrit Bloomberg.

Ce qui choque le plus la presse et les commentateurs américains,

ce n'est pas, finalement, la somme en tant que telle, mais la « récompense de l'échec ». Considéré comme le meilleur agent des stars d'Hollywood, M. Ovitz avait été embauché pour renforcer Disney dans le cinéma et pour rassurer les actionnaires inquiétés des problèmes de santé de Michael Eisner. Il a été remercié au bout de seize mois pour n'avoir pas répondu aux attentes placées en lui (Le Monde daté du 14 décembre).

ENVOLÉE AVEC WALL STREET

Le mythe capitaliste américain s'est construit sur la croyance que tout le monde peut faire fortune à condition de travailler dur et d'avoir du talent ou de l'imagination. L'affaire Ovitz démontre le contraire. Il touche un paquet de

dollars sans faire preuve d'aucune qualité, si ce n'est d'avoir signé un bon contrat. Voilà qui est jugé immoral, même au pays du dollar roi.

Si l'indemnité obtenue par M. Ovitz n'est pas dans la norme, elle reflète tout de même la mesure qui s'est emparée du capitalisme américain, porté par l'envolée ininterrompue depuis plusieurs années de Wall Street. Les actionnaires des sociétés américaines deviennent de plus en plus riches, et les rémunérations des patrons américains se sont envolées avec les cours de Bourse de leurs sociétés. Les actionnaires ne s'en plaignent pas jusqu'à aujourd'hui puisqu'ils sont aussi les bénéficiaires de cette espèce de spirale vertueuse qui enrichit l'Amérique et nourrit sa croissance.

Wall Street a gagné 245 % depuis neuf ans et 740 % en quatorze ans. Il faut remonter dans les années 20, précisément entre 1921 et 1929, pour trouver des progressions d'une ampleur comparable. La hausse s'est même accélérée au cours des derniers mois. L'indice Dow Jones de la Bourse de New York a gagné 33,5 % en 1995 et près de 30 % cette année.

Non seulement la Bourse de New York bénéficie de la croissance de l'économie américaine, mais elle l'alimente. Historiquement, une hausse de 10 % de Wall Street se traduit par une augmentation de 0,6 % de la consommation des ménages dans les douze mois qui suivent.

Entre novembre 1994 et aujourd'hui, la valeur des titres cotés à Wall Street est passée de 4 300 milliards de dollars à près de 8 000 milliards de dollars. Ce qui signifie que les détenteurs d'actions américaines sont devenus plus riches - sur le papier - de 3 700 milliards de dollars, soit 19 500 milliards de francs, pas loin de trois fois le PIB de la France !

M. Ovitz s'est enrichi de cette façon-là, mais à une vitesse accélérée. La moitié de ses 90 millions de dollars d'indemnités provient de la plus-value sur les options d'achat sur trois millions d'actions Disney qui lui ont été offertes à son arrivée. Avec une plus-value, aujourd'hui, de 15 dollars par action multipliée par trois millions, le compte est bon. Pour le reste, il s'agit pour l'essentiel (30 millions de dollars) d'une garantie sur le versement d'un montant minimum de bonus pendant les cinq années que devait théoriquement durer le contrat de M. Ovitz. Ces bonus dont bénéficient les dirigeants de Disney sont eux-mêmes indexés sur la performance boursière du groupe. L'oncle Pécunia a su s'adapter à l'époque de la bulle financière...

REDUCTION DE LA FLOTTE

Le communiqué publié après le conseil d'administration dans la soirée du 30 décembre est laconique. « La reprise de la CGM par la CMA a été entérinée », indique-t-il. « La CMA respectera ses engagements dans le cadre de la privatisation. Des divergences familiales sont apparues [mais] des rapprochements ont été favorisés ».

Ces flottements internes s'ajoutent à un climat social à la CGM qui est loin d'être serein. La CFDT a lancé un mot d'ordre de grève aux équipages après la réunion du comité d'entreprise du 17 dé-

Les frères Saadé, nouveaux actionnaires de la CGM, sont en désaccord

PRÉSENTÉE comme une opération ordinaire, voire facile, comparée aux avatars des cas du CIC et de Thomson, la privatisation de la Compagnie générale maritime (CGM) va-t-elle donner lieu à des rebondissements ? La question doit être posée, en raison des dissensions entre les deux principaux actionnaires de la CMA (Compagnie maritime d'affrètement), le groupe privé qui a été désigné par le gouvernement, fin octobre, pour racheter la compagnie publique.

HUSSIERS DÉSIGNÉS

Le conseil d'administration de la CMA convoqué par son président Jacques Saadé pour lundi soir 30 décembre s'est réuni à Marseille, siège de la CMA, dans un climat lourd. Le tribunal de commerce de Marseille avait décidé le 27 décembre de désigner deux huissiers pour assister aux délibérations du conseil d'administration. Le capital de la CMA est en effet

détenu, dans sa quasi-totalité, par Jacques Saadé, majoritaire, et par son frère Johnny, dont les intérêts sont gérés par la société Mistral SA, de Beyrouth. Or Johnny Saadé, qui a choisi M. Georges Kieffer et Thierry Marembert pour l'assister, reproche à son frère de ne l'avoir informé qu'incomplètement et avec retard des négociations qui étaient en cours depuis plusieurs mois en vue du rachat de la CGM.

Un rachat qui implique notamment des engagements financiers des actionnaires de la CMA vis-à-vis de cette société (ses fonds propres devant atteindre quelque 200 millions de francs à bref délai) et à l'égard de la CGM, en situation financière fragile. Il lui faut un projet industriel et commercial clair à moyen terme et une réinjection d'argent frais.

Il s'agit de réunir des sommes importantes. Jacques Saadé a déjà contribué à la mise en apportant, sous forme d'actifs nets, deux navires. Il s'est engagé aussi à pro-

duire 6 millions de francs sur les 12 qu'il manquait au 28 décembre. Il attend de son frère un geste comparable qui se traduise, aussi, par quelque 6 millions de francs. Mais Johnny veut des garanties. Il exige que ses droits d'actionnaire important de la CMA ne soient pas bafoués et que les craintes qu'il est en droit de nourrir soient levées.

Le communiqué publié après le conseil d'administration dans la soirée du 30 décembre est laconique. « La reprise de la CGM par la CMA a été entérinée », indique-t-il. « La CMA respectera ses engagements dans le cadre de la privatisation. Des divergences familiales sont apparues [mais] des rapprochements ont été favorisés ».

Ces flottements internes s'ajoutent à un climat social à la CGM qui est loin d'être serein. La CFDT a lancé un mot d'ordre de grève aux équipages après la réunion du comité d'entreprise du 17 dé-

cembre au cours duquel Alain Wils, nouveau directeur général, a tracé les grandes lignes d'un plan de restructuration et de développement : gestion commune des navires et des agences CMA et CGM, mise en place d'une centrale d'achats, connexion des systèmes informatiques.

Mais il faut s'attendre aussi à une réduction de la flotte actuelle (seize navires en propre et quinze affrétés) qui se traduirait, d'ici cinq ans, selon les syndicats, par la suppression de 357 postes de navigants. L'équipage du navire transporteur de gaz naturel Teiller vient d'ailleurs de faire grève quarante-huit heures à Fos. La direction générale de la CGM a pour sa part précisé qu'elle n'était pas en mesure de faire des prévisions précises d'ici 2001 mais que dans les deux années à venir, du seul fait des retraites, les suppressions d'emplois ne concerneraient que 112 marins et 13 officiers.

François Grosrichard

Entre novembre 1994 et aujourd'hui, la valeur des titres cotés à Wall Street est passée de 4 300 milliards de dollars à près de 8 000 milliards de dollars. Ce qui signifie que les détenteurs d'actions américaines sont devenus plus riches - sur le papier - de 3 700 milliards de dollars, soit 19 500 milliards de francs, pas loin de trois fois le PIB de la France !

M. Ovitz s'est enrichi de cette façon-là, mais à une vitesse accélérée. La moitié de ses 90 millions de dollars d'indemnités provient de la plus-value sur les options d'achat sur trois millions d'actions Disney qui lui ont été offertes à son arrivée. Avec une plus-value, aujourd'hui, de 15 dollars par action multipliée par trois millions, le compte est bon. Pour le reste, il s'agit pour l'essentiel (30 millions de dollars) d'une garantie sur le versement d'un montant minimum de bonus pendant les cinq années que devait théoriquement durer le contrat de M. Ovitz. Ces bonus dont bénéficient les dirigeants de Disney sont eux-mêmes indexés sur la performance boursière du groupe. L'oncle Pécunia a su s'adapter à l'époque de la bulle financière...

M. Ovitz s'est enrichi de cette façon-là, mais à une vitesse accélérée. La moitié de ses 90 millions de dollars d'indemnités provient de la plus-value sur les options d'achat sur trois millions d'actions Disney qui lui ont été offertes à son arrivée. Avec une plus-value, aujourd'hui, de 15 dollars par action multipliée par trois millions, le compte est bon. Pour le reste, il s'agit pour l'essentiel (30 millions de dollars) d'une garantie sur le versement d'un montant minimum de bonus pendant les cinq années que devait théoriquement durer le contrat de M. Ovitz. Ces bonus dont bénéficient les dirigeants de Disney sont eux-mêmes indexés sur la performance boursière du groupe. L'oncle Pécunia a su s'adapter à l'époque de la bulle financière...

M. Ovitz s'est enrichi de cette façon-là, mais à une vitesse accélérée. La moitié de ses 90 millions de dollars d'indemnités provient de la plus-value sur les options d'achat sur trois millions d'actions Disney qui lui ont été offertes à son arrivée. Avec une plus-value, aujourd'hui, de 15 dollars par action multipliée par trois millions, le compte est bon. Pour le reste, il s'agit pour l'essentiel (30 millions de dollars) d'une garantie sur le versement d'un montant minimum de bonus pendant les cinq années que devait théoriquement durer le contrat de M. Ovitz. Ces bonus dont bénéficient les dirigeants de Disney sont eux-mêmes indexés sur la performance boursière du groupe. L'oncle Pécunia a su s'adapter à l'époque de la bulle financière...

Eric Leseur

DÉPÊCHES

■ BRITISH AIRWAYS : la compagnie britannique devrait acquiescer 16 % de la compagnie taïwanaise China Airlines (CAL) pour 1,2 milliard de francs, a rapporté, mardi 31 décembre, le journal Economic Daily News.

■ AIR LIBERTÉ : Lotfi Belhassine, fondateur d'Air Liberté, a donné sa démission en tant qu'administrateur et président du conseil d'administration de la compagnie aérienne placée en redressement judiciaire. Marc Rochet prendra sa succession pour le compte de British Airways, qui, associée au groupe Rivaud, devrait reprendre Air Liberté.

■ INDOSUEZ : l'agence de notation Moody's a relevé les notations à long terme de la Banque Indosuez de Aa3 à Aa2, après que la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA) ait annoncé porter sa participation de 51 % à 100 % dans la Banque Indosuez.

■ FUTUROSCOPE : le personnel du parc de loisirs bénéficiera à partir de jeudi 2 janvier d'une réduction de 10 % du temps de travail sans perte de salaire, grâce à un accord avec la CFDT et la CGC qui permettra la création de 120 emplois à temps plein.

■ AÉRIEN : le département américain des transports interdit le chargement de bombes d'oxygène comme fret dans les soutes des avions transportant des passagers. L'accident de Valujet, en Floride, le 11 mai, qui avait fait 110 morts, pourrait avoir été provoqué par des bouteilles d'oxygène fausement étiquetées comme vides dans la soute.

■ GRUNDIG : le groupe allemand d'électronique grand public s'attend à de meilleurs résultats en 1997, mais ceux-ci resteront déficitaires. Pour 1996, Grundig table sur une perte de 250 millions de marks (842 millions de francs).

■ PHILIPS : le groupe d'électronique néerlandais a annoncé, le 30 décembre, la fermeture définitive de son site de Greenville, aux Etats-Unis. Début décembre, il avait annoncé la vente de son unité de production de téléviseurs sur ce site.

RÈGLEMENT
MENSUEL

MARDI 31 DÉCEMBRE

Liquidation : 24 janvier

Taux de report : 3,50

Cours relevés à 10h15

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

CAC 40

2314,96

-0,16%

COMPTANT

MARDI 31 DÉCEMBRE

Une sélection

Cours relevés à 10h15

OBLIGATIONS

du nom

du coupon

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

VALEURS

MARDI 31 DÉCEMBRE

Une sélection

Cours relevés à 10h15

OBLIGATIONS

du nom

du coupon

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

VALEURS

MARDI 31 DÉCEMBRE

Une sélection

Cours relevés à 10h15

OBLIGATIONS

du nom

du coupon

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

%

L'année de tous les doutes

La table française n'aura pas toujours été à la fête notamment chez les vedettes de la gastronomie

CASANOVA doit sûrement être d'un avis différent, mais c'est le pape de l'aphorisme culinaire qui le dit : « La table est le seul endroit où l'on ne s'ennuie jamais durant la première heure. » Et au bout de la première année, cher Anthelme Brillat-Savarin, que doit penser de tous ces moments intenses le titulaire de la chronique gastronomique, l'enchâssé aux plaisirs terrestres, le mangeur par devoir ? Laissons-le répondre : pas que du bien.

Il est vrai aussi que, pour les fourneaux français, le millésime 96 restera davantage marqué par les pépées que par des grappes prometteuses. De sa villa stéphanoise et art-contemporaine, Pierre Gagnaire - Parisien depuis peu, comme nous l'explique Jean-Claude Ribaut - ouvrait les festivités en déposant un bilan talentueux, généreux, mais d'un rouge cramoisi, mettant le ministre de la culture dans l'obligation de se fendre de quelques phrases élogieuses sur le patrimoine en danger et le scandale imminent qui verrait bientôt les gourmets internationaux manquer de « trois étoiles » en état de marche.

A bord du Lucas-Carton, battant pavillon de la flotte Pacifique - le clan des « exotiques » -, Alain Senderens avait prévenu : attention, clientèle se fait rare, les taxes nous serrent le kiki, nos équipages sont pléthoriques ; on coule. Après Gagnaire, Marc Veyrat, l'homme d'Anney, le « Stradivarius des alpages », servait, quelques mois plus tard, des couacs sonores à ses banquiers. Déconfiture. Qui accuser ? Le Michelin, avec ses mauvaises façons de juger autant du velouté des idées que de celui du potage, ou plus simplement ces jeunes seigneurs de la table, savants, fantasques et dispendieux ?

TÉNORS EXORBITANTS

Pour un temps, l'intermède de la vache dite folle allait calmer les ardeurs, jusqu'à ce que tout ce petit monde se reprenne et redonne du goût à la viande rouge par labels interposés. Seule la tête de veau - certains autres abats plus terribles encore - perdrait des points dans les sondages ; à ceux qui l'aimaient trop d'en assumer les conséquences.

Tous ces mauvais présages n'allaient pourtant pas empêcher la fine fleur de la toquerie nationale de s'embourber dans un combat incertain, où les gonflements du terroir se heurtaient à ceux qui défendaient la muscade contre l'ignon de Saintonge, la cannelle contre le persil breton, la papaye

contre la carotte picarde. Ou quelque chose de semblable. Il y avait autant de quiproquo que de confusion. Je n'ai jamais eu l'idée d'insulter la cuisine française, entendait-on, au contraire. Je l'admire, je l'aime... la cuisine française. On en arriva aux mots, on brandit des démissions ; on se quitta atrocement fâchés. Querelle d'excités, mal dans leur peau ; ténors exorbitants.

Peu de temps avant ces algèbres, le bon peuple avait été prié d'assister aux cérémonies d'adieu de Joël Robuchon, endossant la bure de la retraite et remettant en grande pompe les clés de son restaurant de l'avenue Raymond-Poincaré à son successeur, Alain Ducasse. Alain Ducasse, très ému, qui promettait de se meurtir aux cillies du saint Joël et martyr tout en continuant à diriger ses autres fourneaux restés à Monte-Carlo. Comment allait-il s'y prendre pour porter au même top les deux additions dans les deux capitales ? La presse, qui mange de moins en moins à sa faim, suivait l'affaire avec la plus sérieuse attention.

Le ridicule est une notion qui n'a jamais eu réellement de prise sur la gastronomie. Art sacré, longtemps de droit divin, elle opère sa révolution culturelle quand la bourgeoisie la capture pour affirmer son nouveau pouvoir. Le goût change de main. La table devient la propriété de celui qui sait s'en emparer. Nous sommes tous des gastro-

nomes en puissance, parce que tous des vainqueurs potentiels. Les divas qui régissent aujourd'hui la mode savent avec quelle facilité on peut tourmenter, bluffer ou flatter le client. Le palais comme nouvelle obligation sociale. L'arme fatale.

UN PEU DE « CARMAGNOLE »

Tout de même, les plats qui mènent vers les hautes tribulations de la découverte ou qui font glisser sur les glaces des retrouvailles primitives sont rares. Toujours cette redondance qui accompagne la simplicité, cette naïveté sans force qui baigne l'exploit. Ne pouvant plus se trouver, la cuisine moderne se cherche, et la classique radote. Il faudrait faire descendre tout ça dans la rue, redonner un peu d'air frais, reprendre un peu de carmagnole.

Justement, il est curieux qu'à Paris, à moins d'une lieue de la Bastille, une jeune personne, aubergiste de première intervention, continue, malgré son départ, à faire tourner sur son élan une petite maison où l'on souhaitait ne se moquer de personne. Quatre plats - les quatre très pensés, réfléchis et voulus - pour 120 francs. Qui dit mieux ? Elle : passons à l'action, ne berrons plus celui qui entre, je suis

une cuisinière et je sais pourquoi, travaillons. Elle s'est enfuie de son Camelot de la rue Amelot, Anne Desplanques, effarée par le succès de sa prophétie. Son bistrot, qui joue encore à guichets fermés, est en train de devenir générique du repas satisfaisant pour tous.

Avoir faim est une chose ; nourrir est une autre. Il faut du souffle et de la vocation pour se lancer dans cette tâche réjouissante et cruelle. Il faut aussi savoir mesurer les disponibilités du temps. Elles sont aujourd'hui assez courtes et les duels de grands chefs n'amusent plus personne. Se goberger aux tables des parvenus finira par relever de l'incivisme, sinon de l'inadéquation. Clichés ? Oui. Il en faut pour ne pas perdre la face dans une société qui les moulins et persiste à se distraire des réalités.

Un président de la République qui va passer des fêtes de fin d'année à Eugénie-les-Bains, chez Michel Guérard, veut non seulement nous dire qu'il se préoccupe de sa santé, et donc de notre avenir - « dans la tiédeur exotique d'un jardin odorant », explique le prospectus, cuisine minceur et gourmande, thèmes de beauté, sauna, piscine chauffée, golf à 1,5 kilomètre » - mais qu'il est aussi un homme désoberement peu attentif à ce qui se joue par temps frisquet autour de lui.

Jean-Pierre Quélain



Le tarama, « poule aux œufs d'or »

Avec 2 500 tonnes vendues en 1996, le tarama a bien mérité son surnom de « poule aux œufs d'or ». Redécouvert par les Français au début des années 80, cette pâte couleuse bonbon tendre est à l'origine l'un des classiques mézéz grecs. Bien sûr, parmi la dizaine de fabricants industriels installés sur notre territoire, pas un ne fait du tarama comme l'on préparait autrefois ce plat traditionnel du carême orthodoxe. Les Grecs y mettaient des œufs de mulet. Aujourd'hui, rares et chers, ces œufs sont réservés à la poutargue, une autre recette. A des tarifs trois ou quatre fois moindres, les industriels utilisent des rogues de cabillaud pour le tarama. Dans les entrailles de poissons pêchés au large d'Islande, de Norvège ou d'Alaska, on prélève ces poches intactes, remplies d'œufs. Les plus gros de ces œufs de cabillaud, ceux dits de « grade B et grade C », sont salés et fumés dans leur poche d'origine pour devenir la matière première du tarama. En théorie, on juge de la bonne qualité de celui-ci au pourcentage d'œufs qu'il contient. Les

fabricants se sont d'ailleurs mis d'accord pour qu'une norme soit bientôt établie, en fixant le seuil minimum à 25 %. Mais ce critère n'est-il pas trop restrictif ?

On trouve en effet d'excellents taramas très faiblement dosés en œufs. Ainsi, le Taramasalata de Marks & Spencer n'en contient que 12 %, ce qui ne l'empêche pas d'avoir un goût délicieux. Sa texture très lisse, sa saveur acidulée (beaucoup de citron), le placent cependant en dehors des recettes de référence. Dans le Finistère, chez Grade, la démarche est tout autre. Ici, on travaille le tarama comme le chocolat noir. Si le produit standard est dosé à 30 %, la maison propose surtout un « tarama brut » avec 50 % d'œufs de cabillaud. « C'est à la demande des restaurants Hippopotamus, qui le servent aujourd'hui en entrée, que nous l'avons mis au point », raconte Thierry Duffillot, le gérant de l'entreprise. « Nous avons même fait des essais pour le doser jusqu'à 70 %, mais le produit, plus fumé que le saumon, devient alors trop massif, pas assez nuancé. » Ici comme dans toutes les

entreprises qui travaillent le tarama, on s'essaie aux mariages. Le produit « nature » ne représente en effet qu'un tiers des ventes en France. Si l'alliance avec le saumon (souvent des chutes de saumon fumé que l'on incorpore) est la plus fréquente, les industriels font assaut de créativité.

Chez Grade, après le lancement du tarama au caviar et de celui au corail d'oursin, on planche actuellement sur une version aux algues. Du côté de Bini, leader incontesté du marché, une variante aux crevettes roses est apparue l'été dernier. Pour ses taramas, l'entreprise, en lieu et place de l'huile traditionnellement utilisée dans la recette, utilise de la crème normande. Si ce mode de préparation, dit « à la russe », rencontre les faveurs du public, il est, comme tous les autres, tenu pour cela de se parer des plumes du paon. Afin d'attirer l'œil du consommateur, jus de betterave ou carmin de cochenille sont en effet ajoutés au tarama, naturellement belge. Certains ont parfois la main plus que lourde sur ces colorants. Gare au tarama rose fluo !

Guillaume Crouzet

PARIS 6^e

ALSACE A PARIS T.L.J.
01.43.26.21.48
9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS
RÉVEILLONS - NOËL, carte normale
SAINT SYLVESTRE : 460 F - 550 F
Musique, Danse, Célébrations, jusqu'à l'aube.

PARIS 14^e

MONTAGE GUILLAUME
MENU SAINT SYLVESTRE
AUTOUR D'UN 1/2 HOMARD
Ouvert le 1^{er} au déjeuner
Spécialité de Poissons et Bouillabaisse
88, rue de la Tombe-Issoire
Tél. : 01.43.22.96.15

LA GASTRONOMIE dans « LE MONDE » c'est chaque
mardi daté mercredi, pour vos annonces contactez le :
01.44.43.77.36 - (Fax : 01.44.43.77.30)

SPORTS D'HIVER

Bulletins d'enneigement
et météo spécial skieurs
de plus de 360 stations

3615 LEMONDE

TOQUES EN POINTE

Bistrots

CAFÉ THOUMIEUX

La maison Thoumieux, vénérable institution de la rue Saint-Dominique depuis 1922, s'est dotée durant l'été 1996 d'un bistrot satellite rue de la Comète. Quelques plats au déjeuner - harengs, soupe de potiron, mâche betterave, puis un poisson, une grillade et une épaule de veau farcie par exemple, et quelques desserts savoureux - ne vous coûteront que 110 francs avec un verre de vin compris. A partir de 18 heures, et jusqu'à 2 heures, changement de décor, l'aimable petit salon aux banquettes de velours grenat et lanternes marocaines devient un bar à tapas. Chaud ambiance parfois. Tapas : une centaine de francs selon le choix.

Paris, 4, rue de la Comète (75007). Tél. : 01-45-51-50-40. Fermé samedi midi et dimanche.

AMADEO

« La musique à table, c'est le bourdon derrière la vitre », affirmait Curranosky. Si l'on s'en tient à cela, on ne franchira pas le seuil de l'Amadeo, qui égrène en continu une petite musique de jour du maître de Salzbourg, Wolfgang Amadeus Mozart, il est vrai, avait habité en face, à l'hôtel de Beauvais, lors de son premier séjour parisien. L'aumônier de poireau, rémoulade de moules au curry, et la minute de grenadier à la citronnelle évoquent-ils les plats du dernier repas de don Giovanni ? La cuisine d'un ancien adjoint de Roland Durand est assez précise et convaincante. Quelques desserts succulents. Menu à 85 francs servi au déjeuner. Tous les mardis, soirée spéciale à 100 francs (tout compris). Le soir, menu-carte : 165 francs.

Paris, 19, rue François-Miron (75004). Tél. : 01-48-87-01-02. Fermé samedi midi et dimanche.

L'OSTERIA

Les pâtes ? Un chef-d'œuvre culinaire fait de farine et d'eau, au goût neutre, associé à l'ingéniosité d'un monde de formes et de sauces ou d'ingrédients ajoutés. Cela suffit-il à assurer le succès d'un restaurant sans la moindre enseigne, à l'espace exigü, où le décor minimaliste est l'unique porte-manteau surchargé ? Oui, si par ailleurs le personnel est attentif et aimable, la salade de calmar à l'huile d'olive et au citron délicatement assaisonnée, et le vin - Roche dei Manzoni de la région d'Alba - généreusement servi, même à prix d'or, pour accompagner les dernières truffes blanches d'Alba. La nourriture du petit peuple de Bocca, en revanche, est proposée à des prix raisonnables pour une clientèle jeune et branchée. A la carte, compter 150 francs.

Paris, 10, rue de Sévigné (75004). Tél. : 01-45-71-37-08. Fermé samedi et dimanche.

Brasseries

LES COLONNES

Issy-les-Moulineaux s'éveille. Des journaux, une chaîne de télévision, des ateliers d'architectes ont remplacé les avions des frères Wright et les « Voisins ». Aux Colonnes, brasserie de la mairie, l'on se souvient encore de cette époque. Une maison tenue depuis quelques lustres par la famille Nayrolles, deux générations encore derrière le comptoir. Le gendre, lui, bichonne ses vins - une respectable variété - dont les plus précieux sont en cave climatisée. Cette année, il est fier de son brouillon non filtré (Georges Descombes 1994), du juron moelleux « Clos Lapierre » de Jean-Baptiste Larrieu et d'un côtes-du-rhône de l'enclave des Papes de René Sinard, qui fait le bonheur du comptoir. Madame est en cuisine et, outre l'ailigot et cochenilles de rigueur, voici l'andouillette artisanale d'Issy (1), le tripoux ou bien le carré d'agneau provençal. La maison est ouverte de 5 h 30 (premier métré) à 21 heures. Les cadres et publicistes, amis du vin, aiment cette salle décorée d'affiches, de gravures, de fleurs. Sans doute aussi encouragés-ils le patron, qui rêve de promouvoir ces vins bien faits issus de petits récoltants et de terroirs méconnus, comme le minervois. Formule : 86 francs ; à la carte, environ 150 francs.

Issy-les-Moulineaux, 65, avenue du Général-Leclerc (92130) Tél. : 01-46-42-25-33. Fermé le dimanche.

GARNIER

Retour triomphant de l'architecture haussmannienne dans le quartier Saint-Lazare. Garnier, fameux restaurant-brasserie voué aux produits de la mer, impassible face à l'interminable chantier, offre une salle calme à l'étage comme autrefois Lambel, passage Caumartin. L'on y trouve toujours, parmi les plus belles productions du bassin de Marennes Oléron, les rares huîtres extra-grosses numéro 0, réservées aux amateurs, peu nombreux mais fidèles. La carte très classique - l'établissement appartient au patron de la Grande Cascade - présente une belle variété d'entrées marines froides et chaudes. Rien de bien original dans les plats, mais d'impeccables produits proposés soit à la carte, soit en plat de marché ou bien dans une carte-menu à prix fixe. Retenons un épatant turbotin grillé pour deux à la sauce béarnaise, dont la peau est saisie par le feu, mais la chair macrée parfaitement préservée. Il revenait à un saint-vérain - domaine des Deux-Roches 1995 - d'accompagner ce plat à toute épreuve. Carte-menu : 190 francs ; à la carte, compter 300 francs.

Paris, 111, rue Saint-Lazare (75008). Tél. : 01-43-87-50-40.

Gastronomie

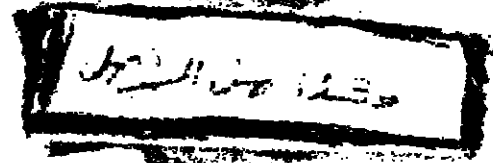
PIERRE GAGNAIRE

Au début de 1996, deux ans après avoir obtenu la distinction suprême du Guide Michelin, Pierre Gagnaire était contraint de déposer son bilan. Des investissements trop importants, un environnement châtiste avaient eu raison de l'enthousiasme de cet étonnant défricheur de goûts. Saint-Etienne, patrie de Jules Janin, perdait - à jamais ? - un « trois-étoiles » insolite et l'un des plus créatifs parmi les chefs de la nouvelle génération.

Le voici depuis quelques semaines à Paris, aidé par un mécène, et prêt à recommencer l'aventure. Le décor, celui du restaurant Bice, a été repris, les éclairages adoucis, les tables espacées. Un peron, comme à Saint-Etienne, commande l'accès d'un vaste espace en creux, où la chaleur des lambris vernissés est estompée par des à-plats gris, comme s'il fallait entretenir le deuil stéphanois. La cuisine de Pierre Gagnaire associe goûts et textures à l'harmonie des couleurs, à l'art de la découpe et au choix de la vaisselle. Une cuisine de miniatures servie dans de grandes assiettes zébrées de jus aromatiques colorés, plaisir de l'œil avant celui du palais. Cette cuisine baroque suppose la construction d'une forme sensible, adaptée à chaque mets, ainsi les ornements, noix de saint-jacques et araignée de mer macérées dans un jus de pamplemousse pimenté. Le ventre de pigeon ramier saisi au sautoir s'inscrit de façon plus classique dans notre registre de saveurs ; la truffe à la purée de topinambour et artichaut poivrée, en revanche, souligne d'un trait de porto et de glace de viande font entrer le diamant noir de la cuisine dans le registre peu commun de l'amer et du sucré. La cuisine, pour Pierre Gagnaire, est une ascèse et une esthétique de table qui emprunte à l'univers des saveurs, sans exclusive aucune. Un effet de style inimitable. Au bar, un plat un vin au déjeuner : 200 francs. Menus : 450 francs (midi) et 480 francs (soir) ; à la carte, compter 800 francs.

Paris, 6, rue Balzac (75008). Tél. : 01-44-35-18-25. Fermé samedi et dimanche midi.

Jean-Claude Ribaut



CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 1^{er} JANVIER 1997

MUSIQUE Issu des ghettos noirs des grandes villes américaines, le « gangsta rap » ou rap de gangsters connaît un succès considérable et génère de colossaux bénéfices. ● DE

NOMBREUSES maisons de disques indépendantes se sont développées, dirigées par des entrepreneurs dont certains adaptent à l'industrie du disque les méthodes des gangs dont

ils sont issus. ● PLUSIEURS CHANTEURS célèbres ont été mêlés à des affaires criminelles, alimentées par la rivalité qui oppose les rappers de la Côte est et de la Côte ouest. La plus

retentissante fut l'assassinat de Tupac Shakur en septembre à Las Vegas. ● MARION « SUGA » KNIGHT, est considéré comme l'un des parrains du « gangsta rap » de la Côte ouest. Pa-

tron du très prospère label Death Row (le « couloir de la mort » des prisons américaines), il compte dans son écurie des vedettes comme Snoop Doggy Dogg, Dr Dre ou Tupac Shakur.

Le rap américain malade de ses parrains

Les bénéfices considérables dégagés par le succès du « gangsta rap », une variante issue de la violence des ghettos noirs, attirent les convoitises. Des labels indépendants se livrent à une véritable guerre pour s'imposer sur le marché

DEUX MÈTRES, cent cinquante kilos : Marion « Suga » Knight en impose même au plus retors. Agé de trente et un ans, ce Californien, originaire de Compton, un des quartiers chauds de Los Angeles, est à la tête de Death Row Records, label qui aurait engrangé, en quatre ans, un chiffre d'affaires de plus de 125 millions de dollars (environ 650 millions de francs). Grâce au « gangsta rap » (le rap des gangsters) de ses poulains, Snoop Doggy Dogg, Dr Dre ou Tupac Shakur, Death Row est devenue la maison de disques noire et indépendante la plus prospère des années 90. Le logo de Death Row (« le couloir de la mort ») représente un homme sur la chaise électrique. Rares dans le milieu sont ceux qui s'avisent de dire du mal du bonhomme. Il est au rap ce que Don King, l'agent de Mike Tyson, est à la boxe. Un homme d'affaires redouté pour son flair comme pour ses méthodes.

Les quartiers les plus défavorisés des villes américaines sont un vivier inépuisable pour la culture hip hop et l'industrie du disque. Si dans les années 60 et 70, les cas de Curtis Mayfield – pour le label Curtom – et de Berry Gordy – pour le légendaire Tamla Motown – restaient des exceptions mythiques, les exemples de chefs d'entreprise noirs se multiplient aujourd'hui dans la génération rap. Pour s'imposer, ils adaptent souvent les règles du ghetto à l'industrie phonographique. Et la compétition prend plus souvent l'allure d'un film de Martin Scorsese que d'un gentil clip des Jackson 5.

C'est en 1991 que « Suga » Knight, qui a fait partie de l'équipe de football américain de l'Université du Nevada, fonde son label avec la complicité d'Andre Young, dit Dr Dre, alors justifié par son N.W.A. (Niggas With Attitude), groupe fondateur du gangsta rap de la Côte ouest. L'origine du financement est un peu floue.

A ses économies de garde du corps employé par N.W.A., Marion Knight aurait ajouté un pactole gagné grâce au succès phénoménal de Ice Ice Baby, chanté par un rappeur blanc, Vanilla Ice, sur lequel le colosse aurait touché un droit d'édition. Récemment, Vanilla Ice racontait que, suspendu de force par-dessus le balcon d'un building, il n'avait pas eu d'autre choix que de signer la cession de ce droit à son nouvel éditeur.

Dans la première moitié des années 90, Death Row va façonner le



son d'un hip hop californien, le G-funk (G pour original ou pour gangster), reconnaissable entre tous. Sur son premier album solo, *The Chronic*, comme dans l'album *Doggystyle*, de Snoop Doggy Dogg, qu'il produit, Dr Dre met en musique le cauchemar onirique des ghettos balnéaires de Long Beach, Compton ou Watts. Les succès du gangsta rap font boudier les ligues morales, mais, même lâché par son distributeur Time-Warner, Death Row continue d'enchainer les tubes.

Les ennus commencent en août 1994 quand, en voiture avec Calvin

Broadus, alias Snoop Dogg, son garde du corps tue par balle un autre conducteur qu'il jugeait menaçant. Entrainé dans un interminable procès, le chanteur – qui a le même avocat que O.J. Simpson – sera finalement innocenté, après qu'un témoin à charge se fut rétracté. A l'automne 1994, Tupac Shakur – dit 2Pac – jeune vedette controversée du rap de la Côte ouest et poulain pressenti de l'écurie Death Row, est jugé pour viol. A l'époque du procès, il est blessé par balles à la sortie d'un studio d'enregistrement new-yorkais. Condamné finalement à

quatre ans de prison, il n'en passera qu'un derrière les barreaux. Entre-temps, « Suga » Knight l'aura tiré de ce mauvais pas, en profitant au passage pour le faire signer sur son label. En 1995, un double album naîtra de cette alliance. Vendu à plusieurs millions d'exemplaires, *All Eyes On Me* faisait de 2Pac l'incarnation crédible d'un James Dean « black ».

AGRESSION, FUSILLADE

Malgré ce succès, les hommes de Los Angeles vivent mal la concurrence du rap de la Côte est. Des groupes comme Mobb Deep ou le Wu-Tang Clan leur font de l'ombre. Les insultes pleuvent. Et le petit jeu prend une allure de guerre des gangs. Certains sont particulièrement visés comme Sean « Puffy » Combs ou The Notorious B.I.G., responsables du label new-yorkais Bad Boy Entertainment. Tupac l'accuse dans la presse de ne pas être pour rien dans son agression. En 1995, un an, jour pour jour, après la fusillade, un proche des deux hommes et ancien ami de Tupac est exécuté dans le Queens. « Suga » commente dans un magazine : « Ce

n'est pas une histoire entre la Côte ouest et la Côte est, mais entre les vrais durs et les faux ». Un peu plus tard à Atlanta, une dispute entre Knight et Combs dégénère. Un proche de Knight se fait tuer. En l'absence de témoignages, la police renonce. L'ambiance est si malsaine que Dr Dre décide de quitter le label, que son associé décrit de plus en plus souvent comme « une organisation », « une famille ».

UN JUGE PEU ZÉLÉ

Le meurtre de Tupac Shakur focalisera l'attention des médias sur les activités de Death Row. Le 7 septembre, à Las Vegas, le rappeur est blessé par balles par un inconnu à la sortie du match de boxe de Mike Tyson contre Bruce Seldon. Tupac Shakur mourra le 13 septembre (*Le Monde* daté 15-16 septembre). A ses côtés, « Suga », au volant de sa BMW, n'est que légèrement blessé. La police s'interroge. Guerre des gangs ? Guerre des labels ? Altération isolée ? Fidèle à sa culture de rue (on le dit proche des Crips, gang rival des Bloods), Marion Knight refuse de collaborer. Le FBI, aidé par la brigade des stupéfiants (Drug Enforcement Administration), ouvre alors une enquête pour savoir si Death Row ne serait pas gérée comme une entreprise criminelle.

Dans le show-business, les langues finissent par se délier. Certains – comme Andre Harrell, l'agent de Jodeci et Mary J. Blige, deux stars du rhythm'n'blues – racontent comment les arguments musclés du patron de Death Row leur ont fait céder un contrat. Dr Dre, lui-même, parle de l'expédition menée à son domicile par « Suga » Knight et ses hommes pour récupérer des bandes. Le passé remonte à la surface. On apprend que Marion Knight a été condamné une première fois en 1987 pour coups et blessures. Puis pour trafic d'armes avant d'être accusé de l'agression. En 1992, de deux confrères rappers. On s'est aussi aperçu que Lawrence Longo, le juge chargé de surveiller sa liberté conditionnelle, ne faisait pas vraiment preuve de zèle. Et pour cause. Sa fille, Gina Longo, est, depuis 1992, la seule artiste blanche à avoir été engagée par Death Row, sans d'ailleurs qu'aucun disque n'ait jamais été publié.

Sur le front musical, la tendance est à l'apaisement. A la tête de son nouveau label, Aftermath, Dr Dre a réuni sous le nom de Group Therapy (« thérapie de groupe ») des rap-

Les théories de Chuck D

A la tête du groupe new-yorkais Public Enemy, Chuck D a écrit, depuis 1987, quelques-unes des pages les plus virulentes de l'engagement rap. En vacances du groupe, il vient de créer son label, Slam Jamz. Après avoir dénoncé les injustices de Fonzie Sam, le chanteur a enregistré en solo l'album *Autobiography of Mistachuck*, où il stigmatise la violence des Noirs contre les Noirs et l'exploitation qu'en font certains labels rap dirigés par des Afro-Américains. Récemment, il a mis en doute l'assassinat de 2Pac, démontrant en seize points sa théorie du simulacre d'exécution de celui qui allait se faire appeler Makaveli. Parmi ses arguments : « Makaveli avait simulé sa mort pour tromper ses ennemis », « Il n'y a pas eu d'autopsie ni d'expertise balistique », « Il ne portait pas de gilet pare-balles, contrairement à son habitude », « Les masses commémoratives ouvertes au public à Atlanta et Los Angeles ont été annulées ».

peurs des deux bords pour un morceau, East Coast/West Coast Killas, aussi efficace qu'occulte. La star du basket et apprenti rappeur, Shaq O'Neal, pivot des LA Lakers, a fait de même sur son nouvel album. De son côté, Death Row continue d'alimenter la polémique et le tirage. Simultanément, le label vient de sortir *The Doggfather*, le nouvel album de Snoop Doggy Dogg, et le disque violent et noir que Tupac Shakur avait eu le temps d'enregistrer, sous le nom de Makaveli (Machavel), avant son assassinat. Le 30 novembre, ces deux albums occupaient respectivement les première et deuxième places du hit-parade américain. Jamais en reste, le « boss » passait une page de publicité dans le magazine professionnel *Billboard* : « *Felicitations à Snoop et à Pac pour une triomphante saison des fêtes. Numéro 1 et numéro 2 : le plus beau cadeau qu'on ait jamais fait à l'équipe Death Row.* » Qui a intérêt de bien en profiter. Un procureur vient de requérir une peine de cinq à neuf ans de prison contre Marion « Suga » Knight pour avoir enfreint les conditions de sa liberté conditionnelle. Le jugement sera rendu le 28 février 1997.

Stéphane Davet

La direction de la Banque Bruxelles Lambert de Genève décide de censurer quatorze photographies

Ces œuvres d'artistes contemporains confirmés sont jugées « aptes à effrayer les clients »

« APTES à effrayer les clients ». Cet intitulé en forme de slogan concerne quatorze photographies contemporaines, appartenant à la collection LAC, imaginée par la baronne belge Marion Lambert. Elles regroupent des œuvres d'artistes confirmés et achetés par les musées internationaux : Nan Goldin, Cindy Sherman, Thomas Ruff, Wolfgang Tillmans, Rosemarie Trockel, Matthew Barney... Les clients qui pourraient être effrayés par ces images sont ceux de la succursale genevoise de la Banque Bruxelles Lambert, la deuxième de Belgique. Ces fameuses photos devaient en effet orner les murs du nouveau bâtiment de Genève, réalisé par l'architecte Mario Botta. Elles devaient, car la direction a décidé de les retirer, car jugées « choquantes ». Et le jour de l'inauguration, le 22 novembre, les visiteurs n'ont pu voir aucune photographie, mais des peintures et des installations de Merz, Paladino, Tinguely, etc.

Photos choquantes ? Celle de Nan Goldin est loin d'appartenir aux plus sulfureuses réalisées par cet artiste qui tient son journal intime en images : on y voit une femme habillée, de dos, enlacée par un bras vêtue. Celle de Wolf-

gang Tillmans montre un jeune homme en débardeur et jeans troués ; le Thomas Ruff est un de ses célèbres portraits frontaux de jeunes gens ; quant à Rosemarie Trockel, c'est un portrait... de chien.

Ces images de la discorde sont des échantillons d'une collection ambitieuse, rigoureuse, montée par Marion Lambert et qui comprend quatre cents œuvres photographiques

Ces images de la discorde sont des échantillons d'une collection ambitieuse, rigoureuse, montée par Marion Lambert « seule et avec passion », et qui comprend quatre cents œuvres photographiques, souvent de grand format. « Je ne collectionne pas des timbres-poste. L'ensemble est représentatif de la création des années 80 : Jeff Wall, Barbara Kruger, Sherrie Levine, Louise Lawler, Gerhard Richter, Araki, Jean-Marc Bustamante, Sophie Calle, Larry Clark, Patrick Fagenbaum, Fischli et Weiss, Gilbert

and George, Andreas Gursky, Mike Kelley, Annette Messager, Sigmar Polke, Andres Serrano, James Welling, mais aussi Beuys, Man Ray, Warhol, Bernd et Hilla Becher, Robert Frank... Bref, un ensemble à rendre envieux n'importe quelle

institution dans le monde, dont une trentaine ne se sont pas privées, d'ailleurs, de les emprunter pour des expositions.

Exposer de l'art est aussi une tradition de la Banque Bruxelles Lambert. Il est d'ailleurs cocasse de savoir que Philippe Lambert, mari de Marion Lambert, est le président du conseil d'administration et actionnaire minoritaire de Bruxelles Lambert Suisse, une banque créée par sa famille. Et, durant les huit dernières années, Marion Lambert avait pu accrocher les œuvres, au

fur et à mesure de leur acquisition, dans l'ancien bâtiment. « Parfois avec quelques frictions, mais dans l'ensemble, elles étaient bien reçues par le personnel et le public », dit-elle.

Avec le nouveau bâtiment de Botta, il était prévu d'aller plus loin. L'architecte avait même conçu le lieu en tenant compte de la collection puisque quatre cents œuvres devaient y être accrochées. Ce qui aurait constitué un événement mondial, pour un établissement bancaire. Les clients auraient pu découvrir les œuvres sur les trois niveaux auxquels ils ont accès, notamment dans le hall d'accueil (Sugimoto, Frank, Prince) et la salle des coffres (paysages de Gursky). La majorité des images n'auraient été visibles que par le personnel. « Pour éviter toute provocation, nous avons écarté les œuvres les plus difficiles, d'Araki ou de Larry Clark », raconte Marion Lambert. Le projet néanmoins était de pouvoir faire découvrir l'ensemble de la collection à qui le demanderait, aux heures d'ouverture de la banque. « Un musée, c'est un public de convertis ; ici, nous voulons montrer que la banque avait une ouverture sur le monde, qu'elle s'intéressait aux problèmes de la société. »

Les œuvres ont commencé à être installées dans le bâtiment de Botta durant l'été 1996. Jusqu'à ce que le directeur général de Bruxelles Lambert Suisse, Guy de Marinx – il est aussi le gendre du président du groupe bruxellois, M. Cardon de Lichtbuer –, épingle les quatorze fameuses photos. A la banque, on explique que ces images pouvaient créer « un malaise » parmi la clientèle. Jointe à de multiples reprises, la direction n'a pas voulu justifier cette position. Les quelques membres du personnel que nous avons interrogés ont également refusé de s'exprimer, même à titre anonyme, sur une affaire qui a été mal vécue. « J'ai un avis, mais je ne peux le dire », dit un tel. « Seule la direction est habilitée à communiquer », dit un autre. La direction reproche à Marion Lambert son intransigence, car il lui suffisait de retirer ces quatorze photos. « Mais elles jouent un rôle déterminant, répond la baronne, le directeur précédent avait dans son bureau une photo représentant un couple enlacé, et ça ne le choquait pas ! Guy de Marinx n'aime pas l'art contemporain, il n'accepte pas le côté direct de la photographie et préfère des choses neutres, assorties au tapis. » Une pléiade de spécialistes, direc-

teurs de musée et de centre d'art, ont défendu Marion Lambert : Robert Storr (Musée d'art moderne de New York), Maria Morris Hambourg (Metropolitan de New York), Jean-Christophe Ammann (Musée d'art moderne de Francfort), Paolo Colombo (Centre d'art contemporain de Genève), César Menz (Musée d'art et d'histoire de Genève), l'architecte Mario Botta... Et on doit la rétrospective Beuys, et qui pose un autre problème dans une lettre adressée à Guy de Marinx : « Depuis vingt ans, je vois partir des collections extraordinaires (...). Ne faites pas la même faute. » L'irremédiable a été fait. Fin novembre, la collection, estimée plusieurs dizaines de millions de francs – elle n'aurait pas coûté un centime – elle n'aurait pas – a été décrochée et stockée dans un entrepôt, en Suisse. Que va-t-elle devenir ? « Nombre de musées étrangers sont intéressés », répond Marion Lambert. Dans un premier temps, cet ensemble remarquable va « tourner » dans plusieurs lieux en Europe. Première étape, en mars, au Centre d'art contemporain de Genève. Le sponsor serait même... une banque.

Michel Guerrin

Dans ses vœux, Jacques Chirac insiste sur la vitalité de la France

Le président de la République souligne son refus de tout retour en arrière

«VOLONTÉ» ET «ESPOIR»: tels devaient être les maîtres-mots des vœux que Jacques Chirac devait présenter aux Français au soir du mardi 31 décembre. Dans cette intervention courte - une dizaine de minutes au maximum -, le président de la République prévoyait d'exprimer sa confiance dans la politique engagée pour permettre à la France de faire face aux échéances qui l'attendent, principalement celle de la monnaie unique européenne au 1^{er} janvier 1999. Alors que, le 12 décembre, sur TF 1, M. Chirac avait donné le sentiment d'être avant tout préoccupé par les blocages et le «conservatisme» de la société française, il entendait au contraire, mardi soir, mettre l'accent sur ses capacités de dynamisme.

En d'autres termes, il s'agissait pour M. Chirac de montrer que la France n'est pas, à ses yeux, un pays qu'il faudrait traîner comme un boulet, mais qu'elle dispose de tous les atouts pour faire face à la mondialisation et aux nouvelles règles de la compétition économique. C'est en insistant sur cette vitalité française que le président de la République devait mettre en valeur les réformes entreprises depuis 1995, qu'il s'agisse de celle de la Sécurité sociale ou de celle des impôts et, plus généralement, de toutes les politiques engagées pour moderniser les structures économiques et sociales du pays et son Etat.

M. Chirac devait insister sur le fait que les décisions nécessaires pour assurer cette modernisation ont été prises et qu'elles sont irrévocables. Le refus de tout retour en arrière devait être souligné en réponse à ceux qui mettent en avant les difficultés rencontrées. Le chef de l'Etat devait assurer ainsi que ni lui, ni le gouvernement n'éprouvent aucun état d'âme devant ces difficultés et

qu'ils n'ont pas d'autre intention que de continuer à avancer sur la voie choisie.

Ce discours était destiné, dans l'esprit du chef de l'Etat, à mettre véritablement un point final à l'année 1996, qui devrait rester comme celle des difficultés, des doutes et des contestations. A l'inverse, l'année qui commence devra être, pour M. Chirac, celle d'une progression vigoureuse et déterminée. Il devait expliquer qu'il puise cette confiance dans le constat que les choses bougent et avancent, que les mesures prises commencent à produire leur effet

et que son volontarisme s'appuie donc sur des réalités tangibles.

Le discours du chef de l'Etat devait donc répondre aux critiques qui lui avaient été adressées après sa prestation télévisée du 12 décembre, qui lui avait valu d'être taxé par les socialistes d'«impulsivité». Les mêmes lui avaient aussi reproché de se comporter davantage comme un «spectateur» que comme un «acteur». Il estime que cette impression résultait en fait du caractère même de l'émission de TF 1, au cours de laquelle il était invité à répondre aux «questions des Français», plutôt

qu'à délivrer son propre message.

Celui qu'il devait lancer mardi soir se révèle, d'autre part, converger avec celui que le chancelier allemand Helmut Kohl devait adresser au même moment à ses concitoyens. Sans qu'il y ait entre eux de concertation à ce sujet, les deux principaux acteurs de la construction européenne invitent ainsi, au même moment, leurs pays respectifs à avoir confiance dans l'avenir et à ne pas craindre de se réformer pour y faire face.

Patrick Jarreau

Helmut Kohl rappelle aux Allemands la nécessité de maintenir la rigueur

BONN de notre correspondant

«Nous ne pouvons simplement pas continuer comme avant»: tel est le message, sous forme d'avertissement, adressé par le chancelier Helmut Kohl à ses concitoyens pour l'année 1997. Dans son allocution traditionnelle des vœux de fin d'année sur les chaînes de télévision et de radio publiques le soir du 31 décembre, dont le texte est diffusé à l'avance, le chancelier fédéral appelle les Allemands à s'adapter aux nouvelles données de notre temps: «la globalisation, les modifications dramatiques de notre démographie, et le devoir de protection de l'environnement». Ce qui est en jeu, dit le chancelier, c'est le maintien de la compétitivité de l'Allemagne: «Nous sommes une des grandes nations exportatrices et nous souhaitons le rester».

Pour lutter contre le chômage, le chancelier Kohl lance un appel à «l'accélération de la reprise»,

qui devra être suffisamment soutenue pour «maintenir des emplois et en créer de nouveaux». On sait pourtant que les pronostics de croissance pour 1997, même s'ils sont assez favorables (+2,5 %), ne laissent prévoir aucune amélioration du chômage, qui touche aujourd'hui 10,2 % des Allemands de l'Ouest et 16,9 % des Allemands de l'Est.

«AMÉNAGER L'ÉTAT SOCIAL»

En dépit de cette réalité morose, le chancelier allemand plaide pour une poursuite de la rigueur: «Nous devons aménager notre Etat social afin qu'il puisse continuer à être financé et maintenu dans son existence à long terme. Ses prestations doivent être offertes à ceux qui en ont vraiment besoin».

Ce propos n'est pas nouveau, mais le chancelier en fait une profession de foi tout en rappelant son attachement aux principes de l'économie sociale du marché,

«un système, dit-il, capable de s'adapter aux réalités nouvelles». Afin de favoriser le développement des «initiatives individuelles», le chancelier rappelle que la réforme fiscale en cours de discussion permettra de «vraies et sensibles baisses d'impôt pour les citoyens».

Le chancelier poursuit ses vœux par un appel au maintien d'une «communauté de valeurs» et d'un «consensus moral» dans son pays. Un hommage particulier est rendu aux soldats de la Bundeswehr, notamment à ceux qui participent aux opérations de maintien de la paix en Bosnie.

Les derniers mots du chancelier Kohl sont consacrés à l'Europe («la meilleure garantie pour la paix»), mais il ne dit pas un mot de la monnaie unique. Enfin, les vœux d'Helmut Kohl s'achèvent par la formule suivante: «Dieu, bénis notre patrie allemande».

Lucas Delattre

Au palais de l'Elysée, l'enveloppe de la lettre du GIA a disparu

LE SERVICE du courrier de la présidence de la République a malencontreusement égaré l'enveloppe contenant la lettre de menaces, signée du Groupe islamique armé (GIA) algérien, qui était parvenue vendredi 20 décembre au palais de l'Elysée (Le Monde du 20 décembre). Saura-t-on jamais l'itinéraire de ce courrier de menaces?

Ses deux pages rédigées en arabe, portant le cachet habituel du GIA et la signature de son «émir», Antar Zouabri, ont certes été authentifiées par les services spécialisés. Mais le parcours inhabituel de cette lettre - les envois précédents étaient arrivés à l'ambassade de France à Alger, ou encore à la rédaction d'une entreprise de presse installée à l'étranger - risque fort de rester une énigme insoluble pour les enquêteurs.

On savait déjà qu'un fonctionnement routinier avait conduit les services de l'Elysée à transmettre avec retard cet important courrier à

l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT), lundi 23 décembre en fin de soirée.

QUEL PANIER ?

La lettre avait auparavant fait un détour par les services de traduction du ministère des affaires étrangères. On sait désormais que personne n'était encore arrivé, mardi matin 31 décembre, à mettre la main sur l'enveloppe. Mais on ne sait toujours pas dans quel panier elle a terminé sa course.

Selon les premières investigations, délicates puisqu'il s'agit de l'Elysée, le courrier n'aurait pas cheminé par la voie postale: l'enveloppe disparue ne porterait donc pas le cachet de la poste indiquant le lieu et l'heure de l'expédition. Le document semble en effet avoir été apporté à l'Elysée par une entreprise privée de transport et, dans un premier temps, réceptionné par un membre de la Garde républicaine, chargée de la

sécurité dans l'enceinte du palais. Mais, faute d'enveloppe, on ignore encore le nom de l'entreprise concernée et, à plus forte raison, celui du client pour lequel la prestation aurait été réalisée.

Même auréolé de ses mystères, même si son authenticité a été contestée par la direction du FIS à l'étranger, et même s'il ne revendique pas explicitement l'attentat du 3 décembre contre une rame de la ligne B du RER, le contenu du «Message au président de la France, Jacques Chirac» est venu conforter la conviction des responsables de l'enquête sur l'explosion de Port-Royal: l'attentat du 3 décembre émane bien «de la mouvance du GIA». Dans les milieux proches de l'enquête, on fonde donc le vœu de retrouver la précieuse enveloppe au tout début de la nouvelle année.

Erich Inciyan

Margie Sudre est mise en minorité au conseil régional de la Réunion

Huit dissidents de son propre groupe ont voté avec l'opposition de gauche

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION de notre correspondant

La crise, qui couvait depuis plusieurs semaines au conseil régional de la Réunion, s'est aggravée, lundi 30 décembre, avec la décision prise par vingt-quatre élus, sur les quarante-cinq que compte l'Assemblée, de refuser le projet de budget présenté par Margie Sudre (Le Monde daté 29-30 décembre).

La présidente, par ailleurs secrétaire d'Etat chargée de la francophonie, a passé une matinée inconfortable, malgré les tentatives, demeurées vaines, de l'un de ses conseillers, Camille Sudre, de ramener à la raison les dissidents du groupe Free-DOM auquel elle appartient. Ceux-ci, au nombre de huit, conduits par le premier vice-président, Jasmin Moutoussamy,

n'ont pas cédé et ont fait bloc avec les dix élus communistes et les six socialistes.

Dans une déclaration lue par M. Moutoussamy, après que la présidente eut présenté les grandes lignes du projet de budget de la région pour 1997, les vingt-quatre conseillers ont schématiquement demandé à M^{me} Sudre de mettre un terme à «l'exercice solitaire du pouvoir» qu'elle pratiquerait. Ils ont aussi reproché à M^{me} Sudre d'avoir construit un projet de budget sur une «vision administrative externe» à la Réunion, en estimant que celui-ci ne répondait pas «aux attentes et aux aspirations des Réunionnais».

Assis à la droite de M^{me} Sudre, le premier vice-président a créé une dernière surprise en indiquant que dix membres de la commission permanente, dont lui-même, démissionnaient de leurs fonctions. «Pour sortir du blocage actuel», a expliqué M. Moutoussamy, il n'y a pas d'autre alternative que de changer la direction de la région, en la remettant en adéquation avec la

majorité réelle de l'Assemblée régionale».

Le 11 octobre, après avoir été battue lors d'une élection législative partielle, M^{me} Sudre a, en effet, rompu son alliance avec le Parti communiste réunionnais (PCR) et recomposé une majorité régionale avec la droite. Dans le débat, le sénateur Paul Vergès (PCR) a invité le secrétaire d'Etat à tirer «dans l'honneur» la leçon de la crise.

Pour sa défense, la présidente s'est étonnée que le divorce avec le PCR, approuvé en octobre par l'ensemble des élus du groupe Free-DOM, devienne désormais un point de rupture. Lundi soir, sur l'antenne de RFO-Réunion, M^{me} Sudre a exclu de se démettre de la présidence du conseil régional. «J'ai été élue par la population pour un mandat et je le mènerai à son terme», a-t-elle affirmé, avant d'ajouter qu'elle accepterait que, faute de majorité, le budget régional soit exécuté par douzièmes sous la responsabilité du préfet.

Alex Djhoux

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le mardi 31 décembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 19961,40 -0,04 -2,55

Hong Kong index 13480,80 +0,57 +34,85

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

19961,40 -0,04 -2,55

19961,40 -0,04 -2,55

19961,40 -0,04 -2,55

19961,40 -0,04 -2,55

19961,40 -0,04 -2,55

19961,40 -0,04 -2,55

19961,40 -0,04 -2,55

19961,40 -0,04 -2,55

19961,40 -0,04 -2,55

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au % Var en %

3012 2012 fin 95

Paris CAC 40 2316,63 +0,51 +23,86

Londres FT 100 - - +5,91

Zurich - - +21,97

Milan MIB 30 - - 19,97

Frankfurt Dax 30 2854,32 +0,19 +36,51

Bruxelles - - +12,42

Suisse SMI - - +4,12

Madrid Iboex 35 - - +37,62

Amsterdam CBE - - +34,45

Tirage du Monde daté mardi 31 décembre 1996: 457 363 exemplaires

Neige et froid pour la Saint-Sylvestre

L'ON se moquerait presque de l'émoi que provoque en France l'installation en hiver d'un temps hivernal, si ce froid de saison n'avait déjà causé directement la mort de onze personnes, sans logis pour la plupart. Les deux dernières victimes d'hypothermie recensées sont un ouvrier agricole retraité de 63 ans, décédé dans la nuit du vendredi 27 au samedi 28 décembre près de Ménéciou-Salon (Cher), ainsi qu'un homme de 58 ans retrouvé mort lundi 30 décembre dans sa caravane dépourvue de chauffage installée sur la commune de Thou (Charente-Maritime). Remerciant lundi 30 décembre tous ceux, entreprises, associations ou simples particuliers, qui «se sont mobilisés dans cette période de grand froid pour venir en aide aux sans-abris», Xavier Emmanuel, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, a néanmoins rappelé que cette solidarité devait «se manifester dans la durée». Car le doux répit goûté lundi dans l'ensemble du pays aura été de courte durée, les températures dégringolant de nouveau le soir même au nord de la Loire. Mardi, les températures matinales oscillaient entre -5 et -10 sur la moitié nord du pays, entre 0 et -5 sur la moitié sud. La neige étouffait les pas des passants de Normandie, de Bretagne, d'Ile-de-France ainsi que du Nord-Est.

Un train Eurostar a été bloqué trois heures sous la Manche

UN TRAIN Eurostar, qui se rendait de Londres à Paris avec 469 passagers, a été bloqué pendant près de trois heures dans le tunnel sous la Manche lundi 30 décembre en fin d'après-midi suite à une panne de locomotive. Il a dû être remorqué jusqu'à la sortie du tunnel côté français et est arrivé à destination avec près de cinq heures de retard. «Il semble que le train ait été bloqué en raison d'une défaillance des systèmes électroniques», a indiqué à l'AFP un porte-parole de la police du Kent, précisant que l'état d'alerte n'avait pas dû être déclenché. Selon un représentant d'Eurotunnel, l'incident est vraisemblablement lié à «la différence de température qui règne en ce moment entre l'intérieur et l'extérieur du tunnel». Une défaillance moteur du même type s'est déjà produite dans la journée du 20 février, reconnaît la SNCF. C'est le premier incident depuis la reprise partielle du trafic des trains Eurostar, interrompu après l'incendie du 18 novembre.

DÉPÊCHES

■ CENTRAFRIQUE: des affrontements armés ont opposé lundi 30 décembre à Bangui, les soldats mutins depuis six semaines aux forces loyales faisant au moins quatre morts et une dizaine de blessés, affirme-t-on de source informée. Ces combats, rompant la trêve conclue le 5 décembre, ont commencé à la suite d'une manifestation de plusieurs milliers de personnes demandant la démission du président Ange-Félix Patassé et la fin de l'intervention des forces françaises. (AFP)

■ GABON: l'ancien parti unique, le Parti démocratique gabonais (PDG) a de bonnes chances d'obtenir la majorité absolue dans la prochaine Assemblée nationale, ont les résultats partiels, communiqués lundi 30 décembre, du second tour des élections législatives de dimanche. Ce succès intervient un mois après la sévère défaite du PDG aux élections municipales. (AFP)

■ ÉRYTHÉE: cinq touristes belges, originaires de la région de Louvain, ont été tués par des inconnus dans une embuscade près du village de Filfil en Érythrée, a indiqué lundi 30 décembre le ministère belge des Affaires étrangères, qui estime qu'il s'agit de l'œuvre de bandits. (AFP)

■ ITALIE: une prime à la casse est instituée pour stimuler le marché automobile, a annoncé lundi 30 décembre le gouvernement italien. Pendant les neuf prochains mois, l'Etat versera 1,5 ou 2 millions de lires (5 148 ou 6 865 francs) aux vendeurs de voitures de plus de dix ans, selon la taille du modèle. Fiat réclamait une telle mesure depuis septembre.

■ AUTOMOBILE: à compter du 1^{er} janvier, le contrôle technique des automobiles en France comportera un test antipollution plus sévère pour les véhicules catalysés à essence ainsi qu'un contrôle plus pointu de l'efficacité du freinage. En outre, le descriptif des éventuels défauts constatés sera plus détaillé et donnera lieu à la délivrance d'un procès-verbal. Enfin, un nouveau macaron autocollant «sécurité et polluant» permettra de limiter les risques de falsification. La périodicité des contrôles est inchangée (au quatrième anniversaire de l'immatriculation, puis tous les deux ans).

■ PARTI COMMUNISTE: l'ancien secrétaire général du Parti communiste français Georges Marchais, 76 ans, a quitté lundi 30 décembre l'hôpital Lariboisière, où un pacemaker lui a été implanté, a indiqué le PCF. «Son état est jugé satisfaisant par les médecins, mais le dirigeant communiste devra observer un suivi médical régulier», précise le communiqué. Le secrétaire national du PCF Robert Hue avait démenti, le 18 décembre, que son prédécesseur à la tête du PCF avait subi un pontage coronarien. M. Marchais avait été victime d'un infarctus en 1975, puis de malaises cardiaques en 1989 et 1990.

■ FRONT NATIONAL: l'hebdomadaire du FN, «National Hebdo», a indiqué lundi 30 décembre, avoir assigné la direction de La Poste devant le tribunal de commerce de Nanterre pour avoir interrompu, début décembre, une distribution promotionnelle du titre dans le nord de la France (Le Monde des 29 et 30 décembre). Le société anonyme National Hebdo (SANH) souhaite obtenir 1 million de francs de dommages et intérêts et 200 000 francs pour compenser des frais de fabrication et d'impression. La Poste avait interrompu la distribution gratuite de 60 000 exemplaires du journal en invoquant des risques «de troubles à l'ordre public».

■ CHÔMAGE: la CFDT a réagi lundi à la hausse du chômage de novembre (+0,7 %) en estimant qu'«une politique plus énergique s'impose», car «ni l'attente de la croissance nécessaire, ni la baisse du coût du travail ne sont des réponses efficaces». FO estime que «La cause est à rechercher dans le maintien d'une politique - notamment budgétaire et monétaire - restrictive», ainsi que «(...) dans le libre cours donné à la flexibilité». La CGT s'insurge contre «des politiques menées au nom de l'économie libérale et du capitalisme triomphant». La CFTC dénonce le «repliage» des aides à l'emploi et met en cause les «critères technocratiques» de Maastricht.

Sir Paul McCartney

PAUL MCCARTNEY, âgé de 53 ans, a été anobli par la reine Elizabeth II dans la promotion du nouvel an 1997. Guitariste et compositeur des Beatles jusqu'à la dissolution du groupe au début des années 70, Paul McCartney avait déjà été décoré en 1965 de l'Ordre de l'Empire britannique avec ses trois compagnons, Ringo Starr, George Harrison et John Lennon. Ce dernier avait refusé la distinction pour protester contre la guerre du Vietnam. «C'est un fantastique honneur que je reçois avec reconnaissance au nom du peuple de Liverpool et des autres Beatles sans qui tout cela n'aurait pas été possible», a déclaré le nouveau chevalier, Sir Paul McCartney.